

En Espagne aussi...

Les dirigeants socialistes espagnols, ces hommes qui pour la plupart ont mené au temps de la dictature franquiste des luttes étudiantes, se trouvent aujourd'hui dans une situation délicate. Ils viennent tout juste de se rendre compte qu'ils ont affaire à la contestation sociale la plus importante, probablement, depuis l'arrivée de M. Felipe Gonzalez au pouvoir.

Plusieurs représentants de la « coordination étudiante » française ont été appelés en consultation par leurs camarades espagnols : cette contestation, dans sa forme et ses revendications, rappelle la comparaison avec ce qui s'est passé en France il y a quelques semaines. Il n'y a rien d'étonnant. Tous les pays européens, à des degrés divers, sont aux prises avec le problème de la défection à l'entrée des universités. Aucun, n'en déplace aux plus irrégulières des contestations, ne peut en faire l'économie. Ce problème, comme celui du chômage des jeunes, est plus aigu encore dans une Espagne qui a connu il y a une vingtaine d'années une forte augmentation de sa natalité.

M. Maravall, le ministre de l'éducation, a rappelé mardi devant les Cortes que, même s'il se révèle insuffisant, l'effort consacré par l'État espagnol pour répondre au boom scolaire a été énorme. Le gouvernement socialiste a choisi ces dernières années d'affecter les crédits à l'enseignement secondaire public, qu'il a favorisés dans les lycées. Ces dépenses sont aujourd'hui déplorables et perçues comme telles par une jeunesse qui est, en outre, de plus en plus déçue des critères que les jeunes d'autres pays. Le mécontentement, en Espagne, des raisons d'ordre matériel beaucoup plus tangibles qu'en France, et les droits d'inscription en faculté y sont proportionnellement plus lourds.

Autre différence, plus radicale celle-là : la dynamique du mouvement n'est pas la même. Les images de l'extrême brutalité avec laquelle une partie des forces de l'ordre a réagi le 23 janvier à l'une des premières grandes manifestations ont choqué en Espagne et ailleurs. Mais les autorités de Madrid, en désespoir de cause, ont tenté de déjouer sans ambiguïté ces bavures et en les sanctionnant, ont su éviter la spirale répression-mobilisation qui avait déclenché en France la mort de Malik Oussekine. Un sanglant attentat est venu rappeler, il y a quelques jours, qu'il existe dans ce pays une autre violence, meurtrière. Les étudiants espagnols dans leur majorité ne font pas pour l'heure le procès de l'État pour utilisation illégitime des forces de l'ordre, ils n'ont pas à s'élever non plus contre une injustice d'ordre racial.

Le mouvement a trouvé, bien que tardivement, en la personne de M. Maravall un interlocuteur ouvert au compromis, et il se divise de ce fait, plus nettement encore qu'à ses débuts, entre les jusqu'au-bourgeois, survivants d'un gauchisme qui a depuis longtemps rendu l'âme en France, et ceux qui entendent jouer à fond la carte de la négociation, même si son issue reste encore incertaine.

Aspiration à l'égalité, inquiétude pour l'avenir, tels sont les principaux moteurs d'une jeunesse aussi largement dépolitisée qu'en France et qui n'est pas mieux à même d'en dire davantage. Mais c'est un coup de semonce pour un Parti socialiste qui se positionne quasi hégémonique dans la contestation, même si son issue reste encore incertaine.

(Lire nos informations page 3.)

Le contentieux commercial Etats-Unis-Europe

Airbus, prochaine cible de l'offensive américaine

Les autorités françaises ont contesté, le mardi 3 février, les arguments des deux émissaires de Washington venus cette semaine en Europe se plaindre de la concurrence « déloyale » faite par Airbus à l'aéronautique américaine.

Les constructeurs d'outre-Atlantique Boeing et McDonnell-Douglas font cependant état de résultats très satisfaisants pour 1986.

Une suprématie grignotée

L'aéronautique civile est devenue l'enjeu d'une véritable guerre des constructeurs mondiaux. Les Etats-Unis ont longtemps joui d'un quasi-monopole dans ce secteur. Boeing et McDonnell-Douglas détenaient encore 80 % du parc mondial d'avions. Mais le consortium européen Airbus grignote peu à peu du terrain.

Les Américains ont engagé une contre-offensive. Ils se plaignent des avantages octroyés par les gouvernements européens à Airbus. Les Européens, pour une fois sur la même longueur d'onde, rejettent ces accusations et soulignent que les industriels américains bénéficient d'autant d'avantages et de subventions. L'épreuve de force semble inévitable. Les Européens pourront difficilement céder sur Airbus qui est le seul exemple d'une industrie commune et qui a montré son efficacité. Mais les Américains, inquiets de leur déficit commercial et attaqués par les Japonais dans l'électronique, ne peuvent pas voir s'ouvrir une nouvelle brèche dans leur suprématie sur les technologies de pointe.

(Lire page 28 l'article d'ALAIN FAUJAS.)

L'engagement de la responsabilité du gouvernement

M. Chirac cherche à dissiper la grogne de sa majorité

M. Jacques Chirac engagera dès l'ouverture de la session parlementaire de printemps la responsabilité de son gouvernement, au terme d'un débat de politique générale. Le premier ministre, qui veut s'efforcer de reconquérir l'opinion, cherche à dissiper la grogne de sa majorité. M. Chirac doit faire face aux états d'âme des députés de son propre groupe et aux tentations centrifuges qui agitent l'UDF.

La double image

par Jérôme Jaffré

Depuis le début de l'année, les sondages d'opinion enregistrèrent un net recul de la popularité du gouvernement et un renversement du rapport de forces au sein de la majorité entre Jacques Chirac et Raymond Barre.

Si l'on considère le baromètre IFOP-Journal du Dimanche sur la satisfaction à l'égard du premier ministre, Jacques Chirac recueille en janvier 1987 son plus mauvais score depuis son retour à l'hôtel Matignon : 39 % de satis-

faits contre 45 % de mécontents. Mais cette observation doit être nuancée : depuis mars 1986, la moyenne de M. Chirac s'est établie à 44 % de satisfaits contre 38 % de mécontents. A titre de comparaison, la moyenne de Laurent Fabius de 1984 à 1986 était de 35 % contre 33 %, celle de Pierre Mauroy de 1981 à 1984 de 36 % contre 44 % et celle de Raymond Barre de 1976 à 1981 de 34 % contre 50 %.

(Lire la suite, et l'article d'ANDRÉ PASSERON, page 6.)

Carrefour du développement dans les méandres de la procédure

Le parquet, le juge et le secret défense

L'affaire du Carrefour du développement est entrée dans une nouvelle phase judiciaire. Mardi 3 février, M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction, a estimé que le directeur de la DST ne pouvait opposer à ses questions le secret défense. Le ministère public a aussitôt fait appel. Parallèlement, le parquet s'apprête à signifier au magistrat instructeur que, selon lui, la justice ne peut plus rien contre M. Christian Nacci, dont le cas relève, éventuellement, de la Haute Cour. Cette décision du parquet pourrait intervenir dans une quinzaine de jours, estime la chancellerie.

M. Michau est tenace, mais il a affaire à aussi coriace que lui. Pour le juge d'instruction, c'est à tort que le directeur de la DST et M. Pasqua invoquent le secret défense pour refuser de s'expliquer sur le « vrai-faux » passeport que M. Chirac de se soustraire, un temps, à la curiosité de la justice. A peine M. Michau avait-il fait connaître officiellement son point de vue, mardi 3 février, au parquet, que celui-ci

interjetait appel de l'ordonnance du juge. C'est le dernier en date des épisodes d'un jeu extrêmement serré dont le dénouement demeure plus que jamais imprévisible.

En échange du « vrai-faux » passeport que lui avait délivré la DST, M. Chirac accablait, du Brésil, ses anciens amis socialistes. Quand il apprend l'existence de ce « vrai-faux » passeport, le juge d'instruction est stupéfait et, dit-on, très agacé. Non seulement « on » a encouragé M. Chirac à échapper à la justice, mais l'ancien chef de cabinet de M. Nuoli a été aidé par un service de police officiel.

Lorsqu'il entend M. Gérard, le directeur de la DST, pour lui demander des explications, M. Michau obtient la réponse à laquelle il s'attendait sans doute : « Secret défense ».

Tout le juge Michau écrit alors à M. Pasqua pour lui demander s'il couvre son subordonné, ce que le ministre de l'intérieur confirme.

Les semaines passent. Le 20 janvier, M. Michau, qui pour-

suit son idée, demande au procureur de la République son avis sur le refus de M. Gérard de s'expliquer. Le juge d'instruction, le parquet sur le secret défense, mais invoque l'article 109 du code de procédure pénale. « Toute personne citée pour être entendue comme témoin, dit cet article, est tenue (...) de déposer (...) ». Si le témoin ne comparait pas, le juge d'instruction peut, sur les réquisitions du procureur de la République, l'y contraindre par la force publique et le condamner à une amende de 2 500 F à 5 000 F. On imagine la scène : le directeur de la DST amené de force dans le bureau du juge d'instruction qui le sommerait de tout dire...

M. Gérard a-t-il agi de sa propre initiative ou a-t-il reçu l'ordre de délivrer le « vrai-faux » passeport ? Pour parler net, a-t-il obéi à M. Pasqua ? Voilà les questions auxquelles le juge aimerait avoir une réponse. Voilà des explications embarrassantes que MM. Gérard et Pasqua ne veulent pas avoir à donner.

BERTRAND LE GENDRE.
(Lire la suite page 7.)

Essai nucléaire dans le Nevada

On s'attend que Moscou mette fin à son moratoire.

PAGE 4

La crise économique au Brésil

Le gouvernement se voit reprocher son indécision et l'incohérence de son action.

PAGE 30

Les pays occidentaux malades de leurs prisons

Pages 12 et 13

La mobilisation des instituteurs

Portrait d'un directeur sans casquette.

PAGE 14

M. Baroin candidat à TF 1

Le PDG de GMF veut associer le personnel de la chaîne et la presse écrite.

PAGE 22

Le Monde

John Huston tourne James Joyce. Le Festival de cinéma de Soleure. La photo créative à la FNAC. Soies de Chine au Musée en herbe.

Pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 32

Les attaques de l'armée iranienne contre l'Irak

Les demi-victoires des pasdarans

Près de quatre semaines après le début de l'opération Korbala-5, l'offensive iranienne dans la région de Bassorah montre des signes évidents d'essoufflement. Partis le 9 janvier dernier de plusieurs bases situées derrière le lac des Poissons - un bassin artificiel prolongé au nord par un canal défensif construit par les Soviétiques - les pasdarans et basijis (1), qui forment le gros des troupes iraniennes dans ce secteur, ont dans un premier temps réoccupé toute la région de Chalamcheh, demeurée sous occupation irakienne depuis la chute de Khorramchar en mai 1982.

Toute cette zone, protégée par l'un des bras du lac des Poissons, avait été transformée en une importante place fortifiée truffée de complexes défensifs sophistiqués. Les Irakiens l'estimaient pratiquement inexpugnable et avaient installé à Chalamcheh, la bourgade frontalière du même nom, située sur l'unique route asphaltée reliant Khorramchar à Bassorah, le quartier général tactique du 3^e corps d'armée. Les Iraniens contrôlent actuellement un tronçon de 3 kilomètres de cette route stratégique. A l'est du lac des Poissons, d'autres unités de pasdarans ont occupé vers le 17 janvier les trois îlots de Bouairine, d'Oum-el-Tawila et de Fayyaz, situés au milieu de Chah-el-Arab, à l'ouest de Khorramchar. Trois jours plus tard, les unités parties de Chalamcheh, après avoir nettoyé les fortifica-

tions situées au sud de la route Khorramchar-Bassorah, s'emparèrent de la place militaire d'Al-Douajji. D'autres unités avaient entre-temps traversé la rivière Al-Jasem, un canal d'irrigation reliant le lac des Poissons au Chatt-el-Arab à proximité de Bassorah, et s'étaient rapprochés du fleuve à un point situé à quelques centaines de mètres du complexe pétrochimique désaffecté d'Aboul Khasib, à environ 15 kilomètres de la grande métropole du Sud.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

(1) Les pasdarans sont les gardiens de la révolution et les basijis des volontaires qui combattent sous les ordres des pasdarans.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 56 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libys, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 ec. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

سكزا من الاصل

Débats

Soyons les « Japonais » de la défense

La France peut devenir un bastion nucléaire en Europe à condition de faire des choix cohérents

par le général ANDRÉ DUBROCA (*)

CRÉDITS MILITAIRES

Le président de la République s'est rendu mardi 3 février sur le plateau d'Albion. La doctrine de la dissuasion fait l'objet, en France, d'un large « consensus ». Mais n'y a-t-il pas, derrière cette unanimité, des ambiguïtés et une absence de choix ? C'est ce que craint le général Dubroca. Quant à M. Yves Lencu, il lance un cri d'alarme : selon lui, la France néglige trop son aviation.

UNE nouvelle loi de programme militaire va être discutée au Parlement à la session de printemps. La plupart des observateurs n'ont pas noté l'absence de choix véritable qui caractérise la future loi, comme les précédentes. Faudrait-il attendre encore 1988 ? Un an n'est pas de trop pour repenser notre défense !

Si, demain, le Kremlin n'avait plus à craindre une réaction nucléaire occidentale, il pourrait

enfin céder à la tentation d'annexer l'Europe de l'Ouest. L'engagement des Américains pour la défense de leurs alliés est déjà devenu peu vraisemblable, qu'il s'agisse de représailles stratégiques ou de l'emploi de l'armement « de théâtre », lié au champ de bataille, euromissiles notamment. Quant à la France, le président Mitterrand se montre en toute occasion résolu à riposter nucléairement au cœur même de l'Union soviétique, conformément à la doctrine arrêtée par le général de Gaulle, c'est-à-dire dès que nos « intérêts vitaux » seraient atteints : essentiellement l'intégrité du territoire et la vie de la population. Qu'en sera-t-il de ses successeurs ?

Certains pensent déjà que notre dissuasion ne s'exerce valablement qu'à l'égard d'une agression nucléaire. Pour eux, nos adversaires pourraient opérer sur notre sol des destructions massives par armes classiques ou chimiques, voire nous envahir sans risque de représailles stratégiques de notre part, parce que celles-ci constitueraient pour nous un suicide. Position limite tout aussi suicidaire et rendant nos forces stratégiques inutiles et même dangereuses : leur emploi ne serait crédible qu'après la « vitrification » de notre pays. Cette hypothèse paraît totalement improbable puisqu'elle suppose la suppression de l'enjeu même de l'agression, à moins qu'elle n'assume simultanément la neutralisation effective de notre force nucléaire stratégique, dont l'existence n'aurait alors servi qu'à entraîner notre suicide... Mieux vaudrait en faire l'économie et réintégrer l'OTAN, renforçant ainsi les forces classiques de l'alliance.

Credibilité

Au moment où notre politique de défense va faire l'objet d'un nouveau débat, il est important de souligner que la crédibilité de notre dissuasion commande de rejeter certaines dérives extrêmes, que ce soit le « tout ou rien » ou le « nucléaire ne dissuade que le nucléaire ». Il importe de ne pas

s'enfermer dans une doctrine rigide et trop explicite, notamment sur la notion d'intérêts vitaux. Il faut tout faire, et ne déclarer que ce qui mérite de l'être, pour assurer, aux yeux de l'adversaire, à la fois la certitude de destructions intolérables pour lui-même, en même temps que l'incertitude sur la nature, l'importance et le moment d'application de notre réaction.

C'est à ces conditions que la France peut constituer un bastion nucléaire indépendant sur le continent européen, présentant un danger considérable que les dirigeants soviétiques auraient à évaluer avant de déclencher un conflit qu'ils ne pourraient limiter à leur guise. L'Europe, elle aussi, a tout à y gagner.

Une préparation sans faille

Mais le nucléaire n'est pas tout. Il ne faut négliger aucune éventualité. La guerre, nucléaire ou limitée, est toujours possible.

Elle est pourtant perdue de vue et, avec elle, la finalité de la défense. La dissuasion à laquelle nous devons consacrer quatre années de paix a déformé les esprits.

Autre donnée fondamentale, perdue elle aussi de vue : cette guerre surviendrait sans préavis véritable. Elle serait brutale, généralisée, et ne durerait que quelques jours : nos stocks de munitions ne permettraient pas de durer au-delà ! Finie la guerre de 1939-1945, finie la guerre de position et d'usure. Même dans l'hypothèse d'un conflit limité à une attaque classique aux frontières orientales, personne ne peut affirmer que notre pays ne serait pas touché, dès la première heure, par le bombardement et le sabotage — menace encore sous-estimée — d'un grand nombre de points sensibles.

Il nous faut de toute urgence corriger l'impréparation, morale et matérielle, et réduire, en particulier, la vulnérabilité excessive.

(*) Auteur de *La France sans défense* (Plon), ancien commandant du commandement opérationnel de la force nucléaire stratégique.

d'une grande partie de notre système de défense.

Il n'est pas raisonnable d'escompter pour notre défense une part supérieure à 4 % du PIB. Il est grand temps de réviser l'ensemble des missions et des moyens, de ne plus vouloir tout faire en s'appuyant sur des schémas périmés. Nous maintenons l'objectif de 15 divisions avec 1 200 chars ; d'une flotte de 300 000 tonnes avec 2 porte-avions ; de 450 avions de combat, alors qu'une sophistication toujours plus grande ne cesse d'accroître les coûts unitaires. De telles ambitions ne peuvent être satisfaites qu'en affaiblissant gravement l'environnement opérationnel et logistique.

Le nombre n'a aucun sens quand on lui sacrifie la cohérence. Préférons un ensemble plus ramassé mais homogène, parfaitement « huilé », redoutable parce que peu vulnérable et prêt à réagir instantanément et puissamment en toute hypothèse, face aux menaces permanentes d'attaque par surprise venant de l'Est mais aussi, de plus en plus, du pourtour méditerranéen.

Il faut aussi s'interroger sur d'autres tabous, comme celui du service obligatoire, « égalitaire et universel ». Le critère d'efficacité militaire doit l'emporter sur les considérations sociales et psychologiques. Il ne serait pas acceptable de confier à nos armées un rôle de super-TUC ou de camp de jeunesse si la supériorité d'une armée de volontaires, comme celle des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, était démontrée aux Français. Ce qui n'empêcherait pas une forme de service limité, en particulier, à la protection civile, à la gendarmerie, voire à des unités territoriales.

Il y a « unanimité » sur la politique de défense : chacun se plait à le répéter. Nos élus discutent bien sur les chiffres. Mais font-ils au fond des choses ? Méfions-nous de certains consensus, alibis commodes pour éviter toute remise en cause.

La France occupe une position originale. Nous pouvons être les Japonais de la défense, si nous ne suivons pas aveuglément les « intégristes » et autres conservateurs de tous bords.

Délaisser l'aviation ?

On l'a vu au Tchad : sur le terrain l'armée de l'air est en première ligne. Il n'en va pas de même dans le budget...

par YVES LENCU (*)

L'AFFAIRE tchadienne vient de le démontrer une fois de plus : c'est l'aviation qui est en première ligne.

La mobilité, la vitesse d'intervention, la souplesse d'emploi qui permet le basculement d'un théâtre sur l'autre, constituent aujourd'hui, au niveau des forces conventionnelles, autant d'atouts décisifs. Pour réussir les opérations sur Ouadi-Doum, il faut un éventail de moyens aériens qui vont du bombardier appui-sol Jaguar au chasseur F1 en passant par les ravitailleurs KC 135 et les avions de détection Breguet-Atlantic.

Et ce sont naturellement des Transall qui ont effectué les parachutages dans le Tibesti au profit des forces de Goukouni, tandis qu'on a eu recours aux Galaxy de l'armée américaine pour approvisionner massivement et rapidement les unités déployées ou engagées sur le terrain.

Ce qui vaut pour les interventions extérieures vaudrait également pour le théâtre européen au cas, certes improbable mais dramatique, où la bataille s'engagerait, marquant ainsi l'échec de la dissuasion nucléaire.

Des retards préjudiciables

Si, par conséquent, il y avait affrontement, nos avions seraient fatalement les premiers engagés, pour la couverture de la force d'action rapide et de la 1^{re} armée (reconnaissance et appui-sol) et pour la défense aérienne du territoire contre les appareils ennemis, voire pour la délivrance de missiles air-sol moyenne portée.

Or, paradoxalement, notre armée de l'air, sans parler de l'aéronavale, a été ces dernières années la plus mal lotie lors des arbitrages budgétaires, et l'est

encore aujourd'hui : les gouvernements changent, pas les priorités ! Les chiffres et les dates parlent d'eux-mêmes.

Pour la première fois, en 1986, nous avons vu descendre notre potentiel d'avions de combat en ligne au-dessous du chiffre plancher de quatre cent cinquante appareils, quatre cent trente-cinq pour être précis.

La commande des appareils de détection aéroportée basse altitude — il s'agit des AWACS — a été retardée d'année en année, sous prétexte d'effectuer de nouvelles études et de nouveaux tests sur des projets ou des appareils dont on savait déjà qu'ils ne répondaient pas à nos besoins.

Les transports à long rayon d'action nous font toujours défaut. On l'avait vu pour Kolwezi ; on vient de le revoir pour le Tchad : à chaque fois nous sommes tributaires des Américains.

Le programme de l'avion de combat futur (avion dérivé du démonstrateur Rafale) n'arrive pas à décoller, et nous prenons ainsi trois risques à la fois : faillir au remplacement à l'échéance des Crusader de l'aéronavale et des Jaguar de l'armée de l'air ; prendre un retard très préjudiciable à l'exportation, si nous ne profitons pas de notre avance initiale pour être au rendez-vous de 1995 avant les concurrents européens ou américains ; sonner le glas de l'industrie aéronautique militaire nationale, car on voit mal comment Dassault et avec lui bien des équipementiers et des sous-traitants ne seraient pas condamnés si l'on faisait l'impasse sur une génération d'avions.

(*) Ancien député, président du groupe Défense 2000.

A cet égard, l'argument de la « furtivité » (1) mis en avant pour retarder le lancement du programme paraît bien faible : ce sont les bombardiers, les missiles, les avions de reconnaissance, qui doivent bénéficier d'une telle caractéristique pour éviter dans toute la mesure du possible la détection adverse, dès lors qu'on s'engage au-dessus des territoires contrôlés par l'ennemi.

Les avions d'appui-sol et de supériorité aérienne, dont nous avons besoin pour 1995, sont beaucoup moins tributaires d'une telle amélioration, dont le coût ne serait pas négligeable ni sans conséquences sur d'autres performances (manœuvrabilité) des appareils.

Le programme ACF (avion de combat futur) paraît reporté au-delà de l'an 2000. La conséquence en sera qu'en 1995 on ne disposera plus que de vingt-deux Transall (la deuxième génération), alors que notre flotte de transport tactique devrait comporter soixante-dix à quatre-vingts appareils.

Telle est la situation qui, eu égard aux services incomparables qu'est amenée à rendre notre armée de l'air, justifie le présent cri d'alarme.

La loi de programme sera discutée au printemps au Parlement. Il est encore temps. Car, dans ce projet, si l'armée de terre a son char, si la marine a son porte-avions, l'armée de l'air est bien le parent pauvre.

(1) Il s'agit de la transparence au radar, l'avion devient plus ou moins invisible à la détection (NDLR).

COURRIER DES LECTEURS

Oreilles syndicales

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article humoristique de M. Bouchacourt dans le Monde du 29 janvier.

[...] Si M. Bouchacourt avait été patron dans le public ou dans le privé, il saurait qu'il est plus facile de faire arrêter une grève lorsqu'on a en face de soi des syndicats forts. Les plus mauvais souvenirs de ma carrière sont les grèves « sauvages » de travailleurs immigrés en région parisienne. Si je n'avais pas eu « l'oreille » de deux syndicats « révolutionnaires », alors que nous avions appelé les CRS, l'épreuve de force eût été inévitable.

Je partage l'admiration de M. Bouchacourt pour le syndicalisme allemand, que je connais depuis très longtemps. Il n'est pas « idéologique... » Mais le succès des Verts aux dernières élections et la chute de la banque contrôlée par la DGB donnent à réfléchir.

MICHEL PINQUET (Riberac).

Les matins brumeux d'un étranger

On dit que les villes doivent être découvertes au petit matin, car c'est alors qu'elles apparaissent sous leur aspect le plus serein et même le plus mystérieux. Ce privilège est réservé à certains métiers ou aux fétards de l'aube. Mais, en ce moment, de nombreux étrangers y ont également droit. (...) Il leur suffit de voir leur titre de séjour expirer — ce qui, un jour ou l'autre, est le lot de tout étranger — pour être conviés à suivre ce circuit : se rendre d'abord au commissariat de quartier afin

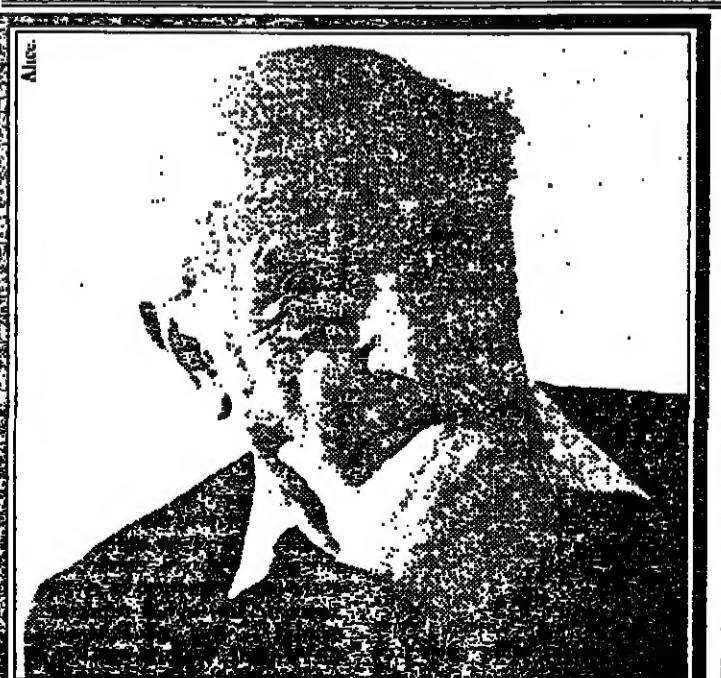
d'obtenir une convocation à la préfecture, attendre un mois au minimum, et enfin se présenter à la préfecture de police.

Ils ne sont pas au bout de leurs peines, car ils ne sont pas assurés de parvenir jusqu'au bureau compétent et encore moins d'obtenir une réponse quelconque. Retour, donc, à la case départ, à moins que l'intéressé n'abandonne le jeu, par exaspération devant une situation répétitive et sans issue.

Mais, s'il persévère, peu s'en faut que ce jeu ne se métamorphose en cercle infernal. Et c'est dans cet engrenage que je me suis trouvé entraîné comme par enchantement. Tout a commencé en décembre 1985, quand j'ai formulé une demande de carte de résident, qui a été verbalement acceptée sur-le-champ. Or, depuis, j'ai été convoqué quatre fois à la préfecture, sans compter mes visites préalables au commissariat de mon arrondissement : durant ces périples, j'ai connu les délices du petit matin, des portes closes, des phrases laconiques et sibyllines, et surtout de la nature humaine. Bref, tout, sauf la carte que je me croyais en droit d'obtenir : l'examen de mon dossier semble avoir été renvoyé aux calendes grecques.

Ayant demandé un statut stable, je retombe dans la situation la plus précaire qui puisse échoir à un étranger. Peut-être comprendrais-je de quoi il retourne s'il existait une règle du jeu, si une communication était établie entre l'administration et les administrés. Mais c'est probablement demander l'impossible. En attendant, je verrai naître encore quelques matins brumeux sur la capitale.

RYOJI NAKAMURA, traducteur de japonais (Paris).



SERGE VIDERMAN

Le disséminaire

Serge Viderman, psychanalyste, pose la question du sens dans le domaine de la spécialité, sans s'y limiter. Il étend sa réflexion à d'autres champs de la connaissance : la politique, le marxisme, les sciences physiques. Marx, Freud, Einstein sont les trois axes principaux de l'ouvrage.

Collection « Le fil rouge » dirigée par C. David, M. de Miou et S. Viderman. 328 pages - 165 F.

LES LIVRES DESQUELS ON QUESTIONNE LE MONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69077 F
Tél. MONDIPAR : (1) 45-23-46-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 750-010) is published daily, except Sundays for 8 000 par year by Le Monde s/a (Spécialité, 45-46 38 38 av. L.L.L., N.Y. 11104). Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/a Specialized U.S.A. P.O. 45-46 38 38 av. L.L.L., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 587 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les deux ans à l'adresse ci-dessus.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Proche-Orient

La guerre du Golfe et le sort des otages au Liban

Les demi-victoires des pasdarans



(Suite de la première page.)

La création même de cette tête de pont - d'une superficie de 100 kilomètres carrés, selon les Iraniens - constitue un succès militaire incontestable, surtout si l'on considère que tout ce secteur était truffé de lignes défensives (blockhaus, réseaux de barbelés, champs de mines) érigés en terrain marécageux ou inondé artificiellement. Une fois de plus, les Iraniens ont fait la preuve qu'ils sont capables de s'emparer, en y mettant le prix, de n'importe quelle position fortifiée irakienne le long des 700 kilomètres de la frontière internationale qui sépare les deux pays.

Kerbala-5 ressemble sous bien des aspects à l'opération Kheibar qui permit aux pasdarans de s'emparer le 29 février 1984 des îles Majoun et à l'offensive Val-Fajr-8 (Aurore-8) qui, le 10 février 1986, aboutit en l'espace de quelques heures à l'occupation du port pétrolier désaffecté de Fao, à l'extrême sud du Chah-el-Arab. Dans les trois cas, les Irakiens, manifestement surpris, n'ont pu utiliser leur supériorité en avions et en blindés, et surtout, du moins en ce qui concerne les îles Majoun et Fao, n'ont pu, malgré toutes leurs contre-offensives, empêcher les Iraniens de conserver les positions conquises et de les consolider en les rattachant à l'Iran par tout un réseau de digues et de ponts métalliques.

Le sort de Bassorah

Tout semble indiquer que tel sera également le cas en ce qui concerne la tête de pont de Chalamcheh, qui constituera une nouvelle épave plantée dans le dispositif défensif de Bassorah, qui demeure depuis 1982 l'ultime objectif de toutes les grandes offensives (Fath, Val-Fajr et Kerbala) lancées par Téhéran en vue d'isoler la grande métropole du sud de l'Irak du reste du pays.

La polémique qui s'est instituée autour de la question de savoir si

l'offensive Kerbala-5 a ou non pour objectif l'occupation de Bassorah paraît, dans ces conditions, futile. Prenant la parole le 16 janvier dernier, au cours de la prière du vendredi, l'hodjatoleslam Rafsadjani, le représentant de l'imam auprès du Conseil supérieur de défense et, dit-on à Téhéran, le maître d'œuvre de l'offensive Kerbala-5, a assuré les fidèles que l'attaque en cours n'avait pas pour objectif l'occupation de Bassorah mais plutôt la « destruction de la machine de guerre de l'ennemi ». « Nous voulons, a-t-il ajouté, régler nos comptes avec l'Irak dans les alentours de Bassorah. » Selon toute évidence, M. Rafsadjani s'efforçait par ses propos ambigus de calmer l'impatience de ceux des Iraniens qui, leurres par le ton triomphaliste de la propagande gouvernementale, croyaient que Bassorah était sur le point de tomber.

Il y a cependant belle hurette que l'état-major de Téhéran a réalisé que l'occupation de la deuxième ville d'Irak ne serait pas une promenade militaire et que les Irakiens mettront tout en œuvre pour empêcher une telle éventualité, qui constituerait pour le régime basiste de Bagdad une véritable catastrophe. Dans son allocution du vendredi 16 janvier, M. Rafsadjani a évoqué cette vérité première en soulignant « l'importance stratégique que détiennent Bassorah dans la région ». Il a affirmé que la valeur et la qualité des forces que l'Irak avait affectées à la défense du secteur auquel s'est attaquée l'offensive Kerbala-5 s'expliquaient non seulement par l'importance de Bassorah pour l'Irak, « mais également pour ses alliés du Golfe dont la sécurité dépend de Bassorah ». « Si jamais, a-t-il ajouté, Bassorah connaît un jour le sort d'Abadan (assiégée pendant un an au début de la guerre et pratiquement détruite), l'Irak connaîtra des moments très difficiles », laissant ainsi entendre que le régime de

Bagdad ne pourrait survivre sans Bassorah, alors que l'Iran avait pu vivre et combattre sans Abadan. « C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, l'Irak est obligé de résister à Bassorah, parce que la plupart de ses intérêts vitaux économiques y sont situés. »

L'Irak peut-il survivre sans Bassorah ? Sur le plan économique, la République irakienne a appris au cours des six dernières années à se passer en partie de la métropole du Sud, qui, avant son blocus par l'Iran dès le début de la guerre, était une terre de commerce internationale et le débouché naturel du pays sur le Golfe. Les quelques dizaines de cargoes et pétroliers immobilisés le long des quais illustrent parfaitement la paralysie dont est frappé ce port jadis si prospère et qui vit depuis six ans au ralenti. Le port d'Aqaba, en Jordanie a pris la relève de Bassorah, pris sous le feu des canons iraniens, et des milliers de poids lourds font la navette entre le port jordanien et Bagdad, transportant armes et produits de première nécessité.

Un coup sévère

Mais la perte de Bassorah, qui compte près d'un million d'habitants, pour la plupart chiites, porterait un coup sévère au moral de la population irakienne et surtout à celui de l'armée, déjà affecté il y a un an par la perte de Fao et de Mehran, et pourrait mettre le régime en danger. C'est pourquoi les militaires irakiens n'ont pas lésiné sur les moyens utilisés pour assurer la défense de la ville, qui est non seulement protégée par le lac des Poissons et ses prolongements, mais également plus au nord par une véritable ligne Maginot, un complexe de fortifications d'une profondeur de 15 kilomètres qui s'étend jusqu'à la hauteur d'Amara. Qui plus est, Bassorah et toute la région du Sud sont défendues par les deux corps d'armée - le troisième et le septième - les plus prestigieux et les mieux équipés d'Irak.

On peut donc penser que l'hodjatoleslam Rafsadjani disait la vérité lorsqu'il affirmait que l'objectif de Kerbala-5 n'était pas la prise de Bassorah. L'hypothèse la plus répandue parmi les experts militaires étrangers est que le but de l'opération était d'atteindre, avant le début de la conférence islamique de Koweït, l'agglomération de Zoubair, ce qui aurait en plus de l'impact psychologique qu'une telle percée n'aurait pas manqué de provoquer, l'avantage de couper la route terrestre par laquelle l'Irak est ravitaillé via le Koweït, et d'interrompre l'écoulement du pétrole vers le port saoudien de Yanbo.

Si tel était l'objectif de l'état-major irakien, la percée de Chalamcheh n'a été qu'un demi-succès, comme l'avaient été dans le passé la capture des îles Majoun et l'occupation de Fao, qui, à l'instar de toutes les offensives iraniennes lancées depuis près de quatre ans après la libération de Khorramchahr, sont demeurées inachevées. Les victoires remportées par les pasdarans et les basidjis dans les marécages et les zones inondées, où leur nombre et leur esprit de sacrifice leur donnent un net avantage sur les Irakiens, sont annulées dès que les conditions météorologiques permettent l'intervention des blindés et de l'aviation de Bagdad.

Les Iraniens semblent donc apparemment condamnés à ne remporter que des demi-victoires qui ne leur assurent dans le meilleur des cas que des têtes de pont qui constituent cependant autant de pièges tendus vers les principaux centres névralgiques de l'Irak situés sur la grande route stratégique Bassorah-Bagdad. Il suffirait d'une percée significative sur un des points de cette route, qui demeure l'objectif prioritaire de l'état-major irakien, pour tout remettre en question et créer une situation aux conséquences imprévisibles pour l'Irak.

JEAN GUEYRAS.

Manifestations à Beyrouth-Ouest contre les rapt d'étrangers

Beyrouth-Ouest a connu, mardi 3 février, le plus important mouvement de protestation contre les rapt d'étrangers, alors que M. Terry Waite, venu intercéder pour la libération des otages occidentaux au Liban, entamait sans doute sa troisième semaine de captivité. Les établissements d'enseignement situés dans le secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise ont observé une grève à l'appel du Beirut University College (BUC) pour protester contre les enlèvements, notamment ceux dont sont victimes les enseignants étrangers.

Trois cents étudiants, dont des membres du Hezbollah ont défilé dans les rues de Beyrouth en brandissant des drapeaux réclamant la libération des quatre professeurs récemment enlevés par le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (DILP). Ils ont, en outre, réclamé que les établissements d'enseignement soient tenus à l'écart des conflits politiques. Le Hezbollah s'était déclaré lundi « étranger » à tout rapt d'Occidentaux au Liban et avait estimé que les accusations portées à son encontre entraînent « dans le cadre des préparatifs des États-Unis pour une agression irrefrécible contre les musulmans au Liban ».

La vague d'enlèvements d'enseignants a provoqué des réactions négatives au sein des milieux religieux musulmans. Les *oulémas* (docteurs de la loi) « fidèles aux préceptes de l'imam Khomeiny » ont condamné lundi les rapt d'étrangers, qui sont des « pratiques contraires à l'islam », et ont demandé aux religieux iraniens d'intervenir pour y mettre fin.

A ce propos, le ministre iranien des affaires étrangères a « catégoriquement » démenti l'information d'une télévision américaine selon laquelle M. Terry Waite, l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbury, serait détenu au Liban par des Gardiens de la révolution iraniens. De telles « allégations fabriquées par les médias impérialistes » sont typiques de l'agressivité américaine à l'égard de l'Iran, selon le ministre, qui affirme que la République islamique « n'a jamais approuvé le rapt de quiconque au Liban ou dans n'importe quelle partie du monde ». Par ailleurs, un porte-parole du président du Parlement, M. Hachemi Rafsadjani, a confirmé avoir reçu une lettre de l'archevêque de Cantorbury, M. Robert Kuncie, à propos du sort de M. Waite.

Le Foreign Office indiquait mardi qu'il pourrait s'écouler « un laps de temps considérable » avant que ne soit éclairci le sort de M. Terry Waite. Le ministre britannique a précisé qu'il ne disposait d'aucune « information irréfutable » et s'est refusé à commenter les déclarations des principaux responsables politiques libanais selon lesquels l'émis-saire personnel de l'archevêque de Cantorbury serait retenu en otage, ou tout au moins ne serait pas libre de ses mouvements. Par ailleurs, un groupe de cinq députés des partis conservateur, travailliste et libéral ont indiqué avoir proposé M. Waite pour le prix Nobel de la paix.

L'arrestation en Iran d'un journaliste

A Washington, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a exprimé mardi l'espoir que l'arrestation en Iran de M. Gerald Seib, correspondant du *Wall Street Journal*, était une « erreur qui sera rectifiée rapidement ».

M. Shultz, qui témoignait devant une commission du Sénat, a ajouté qu'il n'y avait « aucune justification » à l'interpellation du journaliste, dont il a rappelé qu'il s'était rendu en Iran à l'invitation du gouvernement de Téhéran.

Le secrétaire d'Etat a ajouté que les États-Unis s'efforçaient d'obtenir la « prompte » libération de M. Seib par le biais de l'ambassade de Suisse à Téhéran, qui représente les intérêts des États-Unis, ainsi que par celui d'autres gouvernements ». Il a souligné que ce « genre d'attitude allait se retourner contre l'Iran ».

Le gouvernement américain avait indiqué mardi que les diplomates suisses à Téhéran n'avaient pu rencontrer M. Seib et que les responsables iraniens ont « refusé de parler » avec eux de cette affaire.

Par ailleurs, l'Association américaine des rédacteurs en chef de journaux (ASNE) a protesté mardi contre l'arrestation de M. Seib. Dans un télégramme adressé au ministre iranien de l'orientation islamique, M. Mohammad Khatami, le président de l'ASNE, M. Michael Gartner, a souhaité qu'il fasse « tout ce qui est en son pouvoir pour que M. Seib soit immédiatement autorisé à partir et à retrouver sa famille et son travail ».

M. Gartner, dont l'Association regroupe neuf cent soixante-quatre quotidiens des États-Unis et du Canada, a estimé dans son télégramme que l'arrestation de Gerald Seib « semble avoir été une erreur bureaucratique ». « Ce genre d'erreur est préjudiciable à la réputation de l'Iran à travers le monde », a-t-il ajouté. — (AFP.)

M. Perez de Cuellar s'est entretenu du conflit irano-irakien avec les dirigeants algériens

ALGER de notre correspondant

Au terme d'une visite officielle d'une semaine en Algérie, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a quitté Alger le mardi 3 février pour Paris, où il passe trois jours, notamment pour discuter de sa dernière initiative en vue d'arrêter le conflit entre l'Irak et l'Iran.

Après avoir consacré la première partie de son séjour en Algérie à une visite dans le Sud, il s'est entretenu avec le président Chadli et le ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi.

Le secrétaire général de l'ONU a également profité de la présence à Alger pour rencontrer une délégation du Front Polisario, peu avant de tenir une conférence de presse mardi après-midi.

J'entends poursuivre mes efforts en concertation avec M. Sano Ngessso (chef de l'Etat congolais, président en exercice de l'OUA), devait-il dire à propos du conflit du Sahara occidental. « Nous devons travailler ensemble sur les aspects les plus concrets du référendum d'autodétermination, a-t-il ajouté. Il nous appartient de créer les conditions nécessaires pour que ce référendum soit crédible. »

Interrogé sur l'initiative de paix qu'il a lancée le 13 janvier pour aboutir à la fin des combats entre l'Irak et l'Iran (1), le secrétaire

général de l'ONU a indiqué qu'il avait également suggéré une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité au niveau ministériel. « J'ai obtenu des membres du Conseil qu'ils se penchent sur la question. Ils sont convenus de réfléchir afin de voir si cette réunion pourrait produire un véritable plan de paix susceptible d'être accepté par les belligérants et appliqué », a-t-il souligné.

M. Perez de Cuellar a longuement insisté sur le fait que « rien ne peut se faire sans volonté politique », remarquant qu'il n'avait pas lui-même le pouvoir d'imposer des solutions. A contrario, il a estimé que le Conseil de sécurité a ce pouvoir, mais qu'il n'a jamais voulu l'exercer. « Si les cinq membres permanents du Conseil poussent les dix membres non permanents, ils finiront par être d'accord pour mettre en œuvre les moyens que leur donne la charte des Nations unies pour trouver une solution », a-t-il conclu.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) M. Perez de Cuellar a rappelé, dans une interview au quotidien national de langue arabe *Al Chaab*, les points constituant sa plate-forme pour le règlement du conflit, dont notamment : l'instauration d'un cessez-le-feu, non-utilisation d'armes chimiques, arrêt de la guerre des villes et des attaques d'objectifs civils et économiques, création d'une commission d'enquête pour déterminer qui fut l'agresseur.

Diplomatie

Le premier essai nucléaire américain de l'année devrait mettre fin au moratoire soviétique

Les États-Unis ont procédé, mardi 3 février, à un essai nucléaire souterrain dans le désert du Nevada, le premier de l'année 1987, a annoncé le même jour le ministre américain de l'énergie. L'URSS ayant annoncé dès le mois de décembre dernier qu'elle reprendrait ses propres essais dès la première explosion américaine survenant après le 1^{er} janvier, celle-ci devrait mettre fin au moratoire unilatéral que M. Gorbatchev s'était imposé depuis le 6 août 1985. Au cours de ces dix-huit mois, les États-Unis ont annoncé officiellement vingt essais, auxquels s'ajoutaient, selon Moscou, quatre autres réalisés en secret.

L'agence Tass a annoncé aussitôt l'essai américain, qualifié de « défi à l'opinion mondiale ». Quelques instants plus tôt, M. Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, avait déclaré devant la conférence sur le désarmement à Genève : « Le bouton qui déclenche les essais nucléaires de l'URSS est situé à la Maison Blanche. » Même dans le cas d'une reprise des essais soviétiques cependant, avait-il ajouté, Moscou poursuivra les négociations pour la mise au point d'un traité d'interdiction totale. « Le moment est venu de

créer un comité ad hoc sur cette question et de lui donner un mandat approprié », a précisé M. Vorontsov, qui est aussi le chef de la délégation de l'URSS aux pourparlers avec les États-Unis sur les armements nucléaires et spatiaux.

A Washington, M. Shultz, qui paraît mardi devant une commission du Sénat, a estimé peu probable que le président Reagan prenne

cette année une décision sur le déploiement de l'initiative de défense stratégique. Comme on lui rappelait que M. Weinberger, son collègue de la défense, avait jugé récemment possible et souhaitable le déploiement accéléré d'un bouclier antimissile partiel, le secrétaire d'Etat a répondu : « Les différences entre nous sont généralement exagérées. » — (AFP, Reuters.)

Nominations d'ambassadeurs

M. COLIN DE LA VERDIÈRE dans les Emirats arabes unis

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, mardi 3 février, la nomination de M. Hubert Colin de La Verdière au poste d'ambassadeur de France auprès des Emirats arabes unis, en remplacement de M. Charles Chretien.

[Né en 1941, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales et ancien élève de l'ENA, M. Colin de La Verdière a été premier secrétaire à Cantorbéry et à Alger, avant d'être nommé à l'administration centrale en 1977 (Afrique du Nord et Proche-Orient), puis à Madrid en 1983, où il avait été premier conseiller en juin 1984.]

M. GALAS au Sierra-Leone

Le Quai d'Orsay a également annoncé la nomination de M. Michel Galas comme ambassadeur de France au Sierra-Leone en remplacement de M. Louis Domini.

[Né en 1928, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Michel Galas a été troisième secrétaire à Bangkok, puis deuxième secrétaire à Katmandou en 1966. Nommé consul général à Karachi en 1971, puis en poste à l'Administration centrale de 1975 à 1980, il était depuis mai 1984 consul général à Londres.]

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est.

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

سكنا من الاول

Politique

Le premier ministre et la cohésion de la majorité

La grogne des députés RPR

Haro sur la télévision !

M. Jacques Chirac engagera la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale dès la rentrée parlementaire du 2 avril, en application de l'article 49-1 de la Constitution. Le premier ministre a annoncé, le mardi 3 février, au groupe RPR du Palais-Bourbon dont il était l'hôte, que ce « vote de confiance » précéderait les discussions portant notamment sur la loi sur l'épargne et celle sur l'aménagement du temps de travail, qui viendra suppléer « l'amendement Séguin » annulé par le Conseil constitutionnel.

Les députés RPR n'ont pas mâché leurs mots pour dire leurs sentiments à M. Chirac et lui faire part des échos qu'ils ont recueillis dans leurs circonscriptions depuis la fin de la session parlementaire, le 20 décembre dernier. Ils ont reproché au premier ministre non son manque de savoir-faire mais son défaut de faire-savoir. Les critiques ont été nombreuses sur la communication du gouvernement, jugée « insuffisante et inefficace ».

Le reproche a été explicitement adressé au premier ministre de n'avoir rien changé en dix mois à la télévision. Plus précisément, certains ont même souligné que le gouvernement aurait été fondé à remplacer certains commentateurs politiques et certains présentateurs des chaînes de télévision.

De même, il a été souligné que, dans les chaînes destinées à demeurer publiques, comme Antenne 2 et FR 3, le ton n'avait pas été modifié et que les changements n'étaient pas visibles. Plusieurs parlementaires ont fait remarquer que la politique du gouvernement n'était présentée « ni complètement ni objectivement » sur l'ensemble des supports télévisuels où en revanche « les contestations et les critiques étaient abondamment commentées ».

L'inflation inquiète

Cette insatisfaction des députés chiraquiens envers la télévision n'est pas un phénomène nouveau. On se souvient de leur irritation lorsqu'en 1969 M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, avait appliqué dans ce domaine les principes de sa « nouvelle société ». Pas plus que son lointain prédécesseur, M. Chirac ne s'est laissé impressionner par ces critiques. Le premier ministre a répliqué à ses amis politiques avec deux arguments. Il a tout d'abord affirmé, selon M. Pierre Messmer, président du groupe, qui rapportait ses propos que « dans toute démocratie les médias doivent être libres par rapport au gouvernement ». Il a aussi assuré qu'il « se refusait à intervenir dans ce domaine aussi bien en ce qui concerne les orientations politiques que le choix des personnes ».

M. Chirac a ensuite riposté directement aux parlementaires en leur disant que, « plutôt que de perdre leur temps à critiquer, ils devraient mieux agir par eux-mêmes et s'exprimer davantage », ajoutant : « Vous remâchez trop vos reproches. Soyez plus présents, plus

actifs, plus dynamiques et plus convaincus dans vos communications publiques. »

Le premier ministre n'a pas été le seul à être mis en cause. M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, qui participait à cette réunion, s'est vu reprocher son intervention télévisée dans laquelle il avait prévu que la hausse des prix en janvier serait de « 0,5 %, 0,6 %, et peut-être un peu plus ». Des parlementaires ont estimé que cette annonce prématurée avait été de nature à compromettre les négociations salariales avec la fonction publique qui étaient alors en cours.

Beaucoup d'élus se sont aussi faits l'écho des inquiétudes provoquées par la hausse des prix, chacun citant en exemple qui sa note d'épicerie, qui sa facture de garagiste, qui sa quittance de loyer.

Certains, enfin, ont souligné la lenteur mise parfois par des caisses de sécurité sociale à appliquer les nouvelles dispositions arrêtées par le gouvernement, ce qui, selon M. Messmer, entraîne « incertitude et désordre ».

M. Chirac a cependant été approuvé quand il a affirmé que le code de la nationalité ne serait réformé que lorsque le ministre de la justice en aurait fini avec les consultations qu'il a entamées, également lorsqu'il a justifié la publication du décret sur les maîtres-directeurs d'école et, surtout, lorsqu'il a rappelé que « le devoir de tout gouvernement était de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts catégoriels ».

La nervosité et parfois la « grogne » — comme disait de Gaulle — exprimées par certains députés RPR relèvent en réalité leur inquiétude et leur incompréhension de certains comportements du chef du gouvernement. Si la plupart ont admis le retrait du projet Devaquet, beaucoup ont ressenti comme une humiliation restée sans riposte l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'amendement Séguin. Les palinodies dont l'UDF a été le théâtre récemment ont fait douter les députés RPR de la loyauté de leurs alliés ou tout au moins de certains de leurs dirigeants.

C'est pourquoi les élus chiraquiens ont compris la décision de M. Chirac de demander un vote de confiance comme le moyen solennel et symbolique de vérifier que le soutien de ses partenaires est toujours tangible. Et cela au moment où les tentatives centrifuges se manifestent de plus en plus ouvertement au sein de la majorité au fur et à mesure que s'approche l'échéance présidentielle.

ANDRÉ PASSERON.

● Le comte de Paris : au milieu. — Invité le dimanche 1^{er} février de l'émission de TF1 « 7 sur 7 », le comte de Paris a déclaré qu'il ne se situait politiquement « ni à droite ni à gauche » mais « dans une position médiane visant à coordonner les efforts des pouvoirs publics et des citoyens pour se rencontrer et parler ». Le comte de Paris a toutefois affirmé qu'il y avait à ses yeux « un souci de l'homme plus sincère à gauche », la droite lui semblant « trop désincarnée ».

(Suite de la première page.)

A presque mi-chemin entre les législatives et la présidentielle, l'actuel premier ministre obtient donc un meilleur résultat que ses trois devanciers.

Certes, Jacques Chirac enregistre pour la troisième fois en dix mois une cote de popularité négative, mais la même mésaventure est survenue dix fois sur vingt mesures à Laurent Fabius, vingt-trois fois sur trente-cinq mesures à Pierre Mauroy et quarante-six fois sur cinquante-deux mesures à Raymond Barre. Il serait donc excessif de parler de « fond de l'abîme » pour une popularité, somme toute, très limitée.

Pour expliquer la baisse, deux hypothèses sont avancées : le mécontentement des électeurs situés à la droite de la majorité devant le traitement qu'ils jugeraient trop laxiste du mouvement étudiant et des grèves des services publics ou bien la déception d'électeurs situés au centre et estimant que le gouvernement ne tient pas assez compte des diverses catégories de Français. Entre ces deux interprétations, les sondages permettent de trancher : la seconde est la bonne. Selon l'enquête SOFRES-la Vie française, l'adhésion à la politique du gouvernement reste stable, voire progresse entre octobre et janvier au sein de l'électorat du RPR et celui du Front national. En revanche, le recul est égal ou supérieur à dix points parmi les sympathisants de l'UDF et du Parti socialiste (tableau 1). Progressivement, dans l'attitude de soutien à l'égard du gouvernement, le fossé se creuse entre les RPR et les UDF : l'écart était de six points en août, quatorze en octobre et il atteint vingt-deux points en janvier. Selon le classement des électeurs sur l'axe gauche-droite, ce n'est pas davantage parmi la droite extrême ou la droite modérée que l'on enregistre les reculs les plus nets, mais bien plutôt parmi les électeurs qui se situent au centre. En octobre, ils étaient 54 % contre 27 % à approuver l'action du gouvernement ; en janvier ils ne sont plus qu'une minorité : 42 % contre 46 %. Contrairement à ce que croyaient certains observateurs, c'est parmi les électeurs situés le moins à droite de son camp que le gouvernement connaît les déflections les plus sensibles. Si la défection se poursuit, le risque est grand pour la majorité de voir ces électeurs grossir les rangs de la gauche.

Tout serait donc simple si, à la différence de ses devanciers, Jacques Chirac n'était à la fois premier ministre et candidat à la présidence de la République dans une pré-campagne électorale qui bat son plein. Sur ce terrain, on enregistre un complet renversement du rapport de forces en faveur de M. Barre. En octobre, 46 % des électeurs qui avaient voté le 16 mars RPR, UDF ou divers droits désignaient le maire de Paris comme le meilleur candidat contre 33 % qui se prononçaient en faveur du député du Rhône. En jan-

Le recul du soutien au gouvernement selon la préférence partisane

Approuver l'action du gouvernement	Fin octobre	Mi-janvier	Ecart
Ensemble des Français	48	39	- 9
Préférence partisane :			
Parti communiste	13	5	- 8
Parti socialiste	26	13	- 13
UDF	77	67	- 10
RPR	91	89	- 2
Front national	36	45	+ 9

Service : Sondages SOFRES/la Vie Française.

Elections cantonales...

Trois conseillers généraux communistes du Val-de-Marne invalidés

Le Conseil d'Etat a annulé, le mercredi 28 janvier, pour « irrégularités », l'élection de trois conseillers généraux communistes dans le Val-de-Marne lors des cantonales de mars 1985. Il s'agit de MM. Maurice Ouzoulias (Champigny-sur-Marne-Centre), Roger Grevonil (Ivry-sur-Seine-Ouest) et Louis Bayeurte (Fontenay-sous-Bois). En revanche, il a confirmé les élections de M^{me} Hélène Luc (PCF) à Choisy-le-Roi et de M. Maurice Lamy (PCF) à Valenton.

Dans le premier cas, le Conseil d'Etat a suivi le jugement du tribunal administratif de Paris et dans les deux autres il a annulé des scrutins, qui, dans un premier temps, avaient été confirmés par le tribunal administratif. Le conseil général du Val-de-Marne (quarante-neuf membres) était composé, avant ces annulations, de vingt-six conseillers généraux de gauche (dix-neuf PCF et sept PS) contre vingt-trois de droite (huit UDF, huit RPR et sept divers droite).

A l'annonce de ces annulations, la fédération communiste du département a dénoncé « l'acharnement » du Conseil d'Etat et sa « décision politique d'une injustice totale ». M. Roland Nungesser, député RPR et maire de Nogent-sur-Marne, a « pris acte avec satisfaction » de l'arrêt du Conseil d'Etat. M. Jean-Pierre Schéard, député (FN) du Val-de-Marne, a, pour sa part, demandé au conseil général la suspension de sa décision « prise le 26 janvier 1987 et allouant une subvention de 1 million de francs aux grévistes terroristes de la COT de la SNCF, qui avait été votée seulement par trois voix de majorité ».

Annulations en Corse-du-Sud et dans le Val-d'Oise

Le Conseil d'Etat a annulé, le vendredi 30 janvier, les élections cantonales qui se sont déroulées en mars 1985 dans les cantons de Bonifacio (Corse-du-Sud) et Cergy-Sud (Val-d'Oise). Dans le cas de Bonifacio, la haute juridiction a annulé la décision du tribunal administratif de Bastia, datée du 15 juin 1985, rejetant la requête de M. Xavier Serafino, conseiller général sortant (div. g.), battue au second tour du scrutin de 1985 par M. Jean-Baptiste Lanteri (UDF-PR). Sa décision est

motivée par la découverte d'anomalies dans le décompte des voix de deux bureaux de vote.

En ce qui concerne le canton de Cergy-Sud, le Conseil d'Etat a également annulé la décision du tribunal administratif de Versailles qui confirmait, le 7 juin 1985, l'élection de M^{me} Dominique Gillot (PS) face à M. Jean-Marie Chaussonnière (RPR) au second tour du scrutin de 1985. Compte tenu du faible écart de voix séparant les deux candidats (dix-neuf), le Conseil d'Etat a décidé que l'envoi d'un tract relatif aux activités de M. Chaussonnière au conseil municipal de Cergy, l'avant-veille du scrutin, était de nature à altérer la sincérité du scrutin.

... et sénatoriale

Deux demandes d'annulation rejetées dans le Rhône

Le Conseil constitutionnel a rejeté, le mardi 3 février, deux requêtes tendant à l'annulation partielle ou totale des élections sénatoriales du 28 septembre 1986 dans le Rhône.

L'une de ces requêtes, qui n'était assortie d'aucun moyen, n'était pas recevable. L'autre évoquait la distribution avant l'élection à 266 maires de communes de moins de 10 000 habitants du département d'un document intitulé « tableau de bord de votre commune » par une association qui présidait l'un des concurrents en présence.

Le Conseil constitutionnel a considéré que ce document « ne contenait que des indications statistiques, présentées sous forme de tableaux et de graphiques, relatives à l'évolution des recettes et des dépenses et aux caractéristiques financières de ces communes ; que, même si certaines données relatives à l'exercice 1985 avaient été communiquées à l'association en question, de sa demande, par des agents des services de l'Etat avant que ces chiffres ne fussent l'objet d'une diffusion générale, la distribution de ce document, établi à partir de données légalement accessibles au public, n'a pas été de nature à altérer la sincérité du scrutin ».

La double image de M. Chirac

viens, les proportions se sont complétement inversées : 25 % pour Jacques Chirac, 51 % pour Raymond Barre.

L'examen des sondages révèle ici une nouvelle surprise : la baisse de popularité du gouvernement ne suffit pas à expliquer la montée de Raymond Barre. Parmi les électeurs RPR-UDF-divers droits satisfaits de l'action du gouvernement depuis son entrée en fonctions (ils représentent entre 55 % et 60 %), 56 % faisaient

centre et de vingt-sept points parmi les partisans de la majorité qui se rangent dans la droite extrême.

Sur sa dimension présidentielle, Jacques Chirac subit par catégorie socio-professionnelle un recul d'autant plus marqué que le niveau social, financier et culturel est élevé (tableau 2). Il est frappant de constater que la perte d'image de Jacques Chirac est faiblement corrélée avec le recul du gouvernement, qui est assez également réparti dans

Le recul de la dimension présidentielle de Jacques Chirac selon la catégorie sociale

Présentant que Jacques Chirac ferait un bon président	Fin novembre	Mi-janvier	Ecart	Comparaison avec l'évolution du soutien au gouvernement
Ensemble des Français	38	35	- 3	- 9
Profession du chef de ménage :				
Cadre, profession intellect.	61	36	- 25	- 13
Profession interm., employé	34	27	- 7	- 12
Artisan, commerc., indust.	49	46	- 3	+ 2
Agriculteur	69	59	- 10	- 14
Insult., retraité	37	37	0	- 6
Ouvrier	27	31	+ 4	- 9

Service : SOFRES/la Nouvelle Observatoire.

en octobre de Jacques Chirac le meilleur candidat, 30 % se prononçaient pour Raymond Barre. En janvier, dans cette catégorie pourtant favorable par définition à l'action du premier ministre, le rapport de forces s'est également inversé : 43 % pour Raymond Barre, 37 % pour Jacques Chirac. Tout se passe comme si le mouvement entre les deux leaders tenait davantage à des phénomènes d'image présidentielle qu'à un jugement des électeurs de la majorité sur l'action du gouvernement.

Un autre élément conforte cette interprétation : si la popularité du gouvernement réside bien dans les catégories les plus à droite de l'électorat, la montée de Raymond Barre comme meilleur candidat de la majorité est tous azimuts : entre octobre et janvier, il progresse de vingt-six points parmi les électeurs RPR-UDF-divers droits, qui sur l'axe gauche-droite, se classent au

toutes les catégories sociales, à l'exception d'un gain chez les commerçants et les industriels. A l'égard de Jacques Chirac, ce ne sont pas les catégories populaires qui manifestent une réticence plus élevée mais les catégories « bourgeoises », dont on sait le poids politique dans un combat interne à la droite.

Redoutable équation pour Jacques Chirac : une nouvelle défection de l'image du gouvernement dans l'électorat de centre faciliterait la réélection d'un candidat socialiste ; à l'inverse une amélioration pourrait ne pas suffire à renverser le rapport de forces avec Raymond Barre. Aujourd'hui, le pari sur la gestion gouvernementale ne semble pas suffisant pour l'emporter. C'est sur l'image de « présidentielle » et sur le projet des candidats que se joue en grande partie la « primaire » au sein de la droite.

JÉRÔME JAFFRÉ.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Pons défendra son projet de loi électorale le 18 février devant le conseil des ministres

Dès son arrivée en Nouvelle-Calédonie, le mardi 3 février, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, a indiqué qu'il rencontrerait les différents composantes de la communauté calédonienne, à l'exception des indépendantistes du FLNKS. « Nous avons décidé, presque d'un commun accord, que nous n'aurons plus rien à nous dire, a-t-il notamment déclaré. Lorsqu'il y a un dialogue de sourds qui se poursuit pendant de nombreux mois, il n'est plus utile de continuer à se rencontrer. Il n'y a pas d'accord possible. » M. Pons a ajouté qu'il n'y aurait « aucun contact par personne interposée entre le gouvernement et M. Tjibaou ». Le président du mouvement indépendantiste avait souhaité en effet que le gouvernement nomme un « médiateur » pour la préparation du prochain référendum d'autodétermination.

Le ministre des DOM-TOM a précisé que le projet de loi électorale serait présenté au conseil des ministres du 18 février.

Ce texte serait ensuite examiné par l'Assemblée nationale « dans les tout premiers jours d'avril », la consultation étant prévue « en juillet ou au plus tard dans les premiers jours d'août ».

M. Pons a expliqué que la référence au référendum d'autodétermination de 1976 à Djibouti, et en particulier la décision du gouvernement d'exclure du scrutin les électeurs résidents dans le territoire depuis moins de trois ans, visait « à répondre à un certain nombre de préoccupations, surtout au niveau international ». « Il faut, a-t-il affirmé, que l'on ne puisse pas dire que la France va amener ici ses militaires pour les faire voter ; il faut que notre dossier soit présenté convenablement sur le plan international. »

Le ministre des DOM-TOM nous a également fait savoir qu'il avait trouvé en arrivant dans le territoire « une Calédonie paisible », ainsi qu'en témoignent, assure-t-il, « la sympathie et la reconnaissance » récemment manifestées « par de nombreux Mélanésiens » au 3^e RIMA, basé au camp de Flamm, au cours de fêtes organisées par cette unité avant la fin de son séjour en Nouvelle-Calédonie.

De toute évidence, M. Pons cherche à isoler le FLNKS dont les positions lui paraissent « irréalistes ». « Ils veulent, souligne-t-il, que l'on s'organise avec eux une table ronde sur le contenu de l'indépendance, c'est-à-dire que je reprenne à mon compte le projet de M. Pisan. Cela est totalement inacceptable (...) On assiste à un renforcement de la tendance dure du FLNKS. »

Désaccord total

Prenant acte de son désaccord total avec le FLNKS, le ministre compte sur la présence dissuasive des troupes dispersées sur le territoire ainsi que sur son action psychologique personnelle pour que le scrutin se déroule dans le calme malgré les consignes de boycottage que pourrait lancer l'état-major indépendantiste. Il mise aussi sur une participation électorale de la communauté canaque assez forte pour que le résultat de la consultation ne soit pas vidé de toute signification par une trop grande abstention volontaire.


M. Pons nous a précisé que le référendum comprendrait deux questions : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie reste au sein de la République française avec un statut d'autonomie interne et une régionalisation adaptée ? », et « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie soit indépendante ? ».

Interrogé sur l'appel lancé par M. Tjibaou à M. Mitterrand (le Monde du 30 janvier), le ministre des DOM-TOM nous a répondu : « J'aurai l'occasion de parler de la Nouvelle-Calédonie au conseil des ministres, à mon retour, et je serai à la disposition du président de la République... ».

A.R.

● Polynésie : le port de Papeete bloqué. — La tentative de conciliation menée mardi 3 février auprès des dockers de Papeete, à nouveau en grève depuis une semaine, par le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat, a échoué. Les accords aux quais et aux entrepôts portuaires restent donc bloqués et il est à craindre que cette situation ne se prolonge, comme en décembre dernier.

FAITS & ARGUMENTS



LA REVUE
MANUELLE DE
DÉBATS

Abonnez-vous en téléphonant
gratuitement au
05 20 08 30 ou en
renvoyant ce bulletin à B.A.
FAITS ET ARGUMENTS

Abonnement France : 140 F
Etranger : 190 F

Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Nom _____
Adresse _____

M. Chirac

L'affaire du Carrefour du développement

M. Campana, ancien chef de la police civile de Rio-de-Janeiro dément avoir remis un « vrai-faux » passeport à M. Chaliar

L'ancien chef de la police de Rio-de-Janeiro, M. Arnaldo Campana, a démenti, mardi 3 février, avoir remis à Yves Chaliar son « vrai-faux » passeport établi au nom d'Yves Navarro durant le séjour de ce dernier au Brésil en 1986 (le Monde du 4 février).

Ce démenti de M. Campana survient le jour même où était annoncée sa prochaine audition à Rio par le juge, M. Jean-Pierre Michau. M. Campana a rejeté en bloc toutes les accusations de complicité avec l'ex-chef de cabinet de l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci. De plus, il a annoncé son intention de dissoudre la société d'import-export, Terrarum créée au mois de septembre dernier avec Yves Chaliar.

De son côté, M. Nito Batista, chef actuel de la police civile, a répondu favorablement à la demande de M. Michau d'entendre M. Campana à Rio à une date non encore fixée et cela

par l'intermédiaire d'un commissaire brésilien, conformément à la loi locale.

A Paris, la chambre d'accusation de la cour d'appel statuera, le 10 février, sur le maintien en détention d'Yves Chaliar. Mardi, devant cette juridiction, les conseils de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci ont demandé son élargissement, tandis que M. Philippe de Caigny, représentant du ministère public, a requis le rejet de cette demande de mise en liberté. De plus, on a appris qu'une confrontation entre M. Chaliar et M. Nucci, partie civile, est prévue prochainement par M. Michau.

De son côté, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a arrêté l'« attitude » qu'il adopterait « dans le cas où l'instruction en cours sur l'affaire du Carrefour du développement se traduirait par une décision d'incompétence

du juge d'instruction, ce qui signifierait une suggestion de renvoi devant la Haute Cour », selon M. Pierre Messmer. « Dans l'hypothèse de la réunion de la Haute Cour, nous sommes unanimes, a dit le président du groupe RPR, pour penser que les ministres et les parlementaires ne sont pas au-dessus de la loi. » Par conséquent, a-t-il ajouté, faisant allusion sans le nommer à la situation de M. Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, « si, dans un dossier, il y a un ensemble de présomptions précises et graves qui visent un ancien ministre, même s'il est entre-temps devenu parlementaire, il revient à l'instance compétente — même si c'est une instance lourde comme la Haute Cour — de le juger ».

« Le moment venu, a dit M. Messmer, nous prendrons toutes les dispositions pour que cette procédure s'engage et se déroule avec toute l'impartialité et tout le sérieux nécessaires ».

Le parquet, le juge et le secret défense

(Suite de la première page.)

Mardi 3 février, ils reçoivent le renfort attendu — mais jamais notifié jusqu'à présent —

du parquet. En fin de matinée, on apprend en effet au Palais de justice de Paris que, au lieu d'éclaircir le juge d'instruction sur l'article 109 du code de procédure

pénale, le parquet préfère lui faire savoir pour la suite des événements qu'il ne s'agit pas d'Yves Chaliar, mais d'un autre Yves Chaliar, un ancien conseiller technique du ministre de la Défense (nos dernières éditions).

M. Michau ne l'entend pas ainsi. Il rend, quelques heures plus tard, une ordonnance soulignant qu'à ses yeux, au contraire, le secret-défense n'est pas opposable. Le parquet fait aussitôt appel de ladite ordonnance. La chambre d'accusation tranche.

La partie est aussi subtile que complexe. Juge du siège, dont l'indépendance est garantie par la Constitution, le magistrat instructeur mène ses investigations à sa guise, entend et inculpe qui bon lui semble. Aux diverses phases de la procédure, il doit cependant demander l'opinion du parquet. Celui-ci n'aime qu'un avis, mais si le juge ne s'y conforme pas, le ministre public peut faire appel. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

La chambre d'accusation donnera-t-elle raison à M. Michau ou au parquet ? Le jeu est ingrat en réalité, car si les magistrats de la chambre d'accusation donnent tort au ministère public, celui-ci ou l'une des parties à l'affaire pourra saisir la Cour de cassation, ce qui n'est pas le cas pour le juge.

Détermination

On mesure à ces précisions la situation de M. Michau. A tout coup, l'affaire risque de s'enliser dans les méandres de la procédure. Elle n'est pas, en ce sens, sans rappeler l'épisode des micros posés par la DST dans les locaux

du Canard enchaîné. A moins que...

M. Michau pourrait, en effet, décider d'inculper M. Gérard, considérant qu'il s'est rendu indirectement complice, en fournissant un « vrai-faux » passeport à M. Chaliar, des délits reprochés à celui-ci. Ce serait très injuste. M. Gérard ayant toujours laissé entendre qu'il avait agi sur ordre. Cependant, le directeur de la DST se mettrait peut-être alors à parler... Ce scénario est envisagé par la chambre d'accusation.

Le risque est grand malgré tout pour lui d'être accusé d'acharnement. Il a déjà été l'objet de tels reproches dans certains journaux, suscitant une mobilisation sans précédent au palais. Jusqu'où cette solidarité se manifestera-t-elle ? Raresment un juge d'instruction aura paru, paradoxalement, aussi seul.

La décision du parquet de couvrir l'affaire du vol du secret n'est pas juridique; elle est politique. A la fin de l'année 1986, M. Michel Jéol, alors procureur de Paris, avait estimé, dans une note confidentielle citée dans le Monde du 24 janvier, que le secret défense n'était pas applicable à cette affaire de « vrai-faux ». C'était aussi l'avis de M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction, et aujourd'hui député RPR. Depuis, cependant, M. Jéol a été remplacé par M. Michel Raymond, qui, sur les conseils de la chancellerie, semble toujours pas disposé à s'en laisser compter.

BERTRAND LE GENDRE.

Les magistrats divisés sur la réforme de l'instruction

La prochaine réforme de la procédure d'instruction (le Monde du 3 février) suscite des réactions dans la magistrature.

« L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) accueille avec grand intérêt la réforme de l'instruction envisagée par M. Chalandon. L'idée d'un « référent de la liberté », souligne l'APM, « lui semble d'autant plus intéressante qu'elle a elle-même étudié et proposé une telle mesure, qui constituerait une garantie majeure et effective pour la protection de la liberté de chacun ».

Pour l'APM, « une telle disposition sera en effet aux antipodes des mesures poudrées aux yeux qui ont été trop souvent la règle jusqu'en 1986 et qui n'ont eu d'autres résultats que de paralyser davantage les procédures d'instruction pour le seul profit des délinquants endurcis ». Enfin, l'association souhaite que, « dans un projet plus large, certaines ambiguïtés et difficultés proviennent de l'application des lois de 1984 et 1985 relatives à

l'instruction puissent être rapidement levées ».

« L'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) se déclare « hostile à toute modification du statut du juge d'instruction ». L'association est notamment opposée à « toute solution visant à élargir les fonctions de l'instruction les magistrats sortant de l'Ecole de la magistrature ». L'AFMI est aussi « extrêmement réservée face au projet de réforme actuellement à l'étude tendant à retirer au juge d'instruction les attributions qui sont les siennes en matière de détention provisoire ».

Elle souhaite que « soit amélioré le fonctionnement des chambres d'accusation dans le rôle de juridiction de second degré pour être plus efficace, notamment si les délais de décision de cette juridiction étaient considérablement raccourcis ».

L'AFMI a depuis quelques jours un nouveau président, M. Dominique Marro (Nanterre) qui remplace M. Marjol Lemonde (Lyon).

Devant une cour composée de sept magistrats

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah s'ouvrira le 23 février aux assises de Paris

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe occidentale, s'ouvrira le lundi 23 février devant la cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats.

L'annonce de cette date, précédée le 2 février par les propos du garde des sceaux, M. Albert Chalandon, déclarant à « Soir-3 » que l'audience s'ouvrirait avant la fin du mois, a été faite au palais de justice de Paris, mardi 3 février, c'est-à-dire aussitôt écoulé le délai de cinq jours francs, durant lequel Georges Ibrahim Abdallah pouvait se pourvoir en cassation (contre l'arrêt de la chambre d'accusation), qui avait ordonné son renvoi devant les assises le 28 janvier (le Monde du 30 janvier).

Déjà jugé à Lyon et condamné le 10 juillet 1986 par le tribunal correctionnel de cette ville à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs, Georges Ibrahim Abdallah, qui défend M. Jacques Vergès, doit répondre cette fois de complicité d'homicides volontaires avec préméditation dans l'assassinat à Paris, le 18 juillet 1982, de Robert-Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unis, ainsi que dans celui de Yacov Barsimontov, deuxième conseiller à l'ambas-

sade d'Israël, tué le 3 avril suivant, et de complicité de tentative d'assassinat contre M. Robert Onan Homme, consul des Etats-Unis à Strasbourg, grièvement blessé dans cette ville le 26 mars 1984.

La chambre d'accusation ayant considéré que ces faits étaient « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », aux termes de la loi du 9 septembre 1986, le chef présumé des FARL se trouve justiciable de la cour d'assises dite « sans jurés », ce texte, modifié le 30 décembre 1986, étant désormais applicable aux accusés de faits commis antérieurement à sa promulgation.

Les débats, qui seront présidés par M. Maurice Colomb, conseiller à la cour d'appel de Paris, sont prévus pour au moins une semaine. C'est M. Pierre Baechlin, ancien premier substitut au tribunal de Bobigny, récemment nommé et installé dans les fonctions d'avocat général à la cour d'appel de Paris, qui occupera le siège du ministère public. M. Georges Klejman, représentant pour sa part l'ambassadeur des Etats-Unis en France et la famille de Robert-Charles Ray, constituée partie civile depuis le mois de juillet dernier.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Aux assises de Paris

Un juré pas comme les autres

Parmi les vingt-trois jurés qui composent la liste de la session de février de la première section de la cour d'assises de Paris, il en est un dont on peut dire qu'il n'est pas tout à fait comme les autres. C'est M. André Braunschweig.

Désigné sur cette liste avec la seule mention de magistrat honoraire, qualifié qui, depuis un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 19 mai 1982, n'est pas incompatible avec la fonction de juré. M. Braunschweig, en la circonstance, retrouve une juridiction dont il fut la présidence durant dix ans, dans les années 70, après avoir occupé les mêmes fonctions dans des cours d'assises du ressort de la cour d'appel de Paris.

C'est dire qu'il n'avait pas à découvrir, comme un juré ordinaire, une procédure qui lui fut si longtemps familière et au bon déroulement de laquelle il eut, en maintes circonstances, le charge de veiller. C'est lui qui ainsi présida aux assises de Seine-et-Oise le procès de Lucien Léger, dit « l'étrangleur », puis à Paris le premier procès de Pierre Goldman, dont l'arrêt devait être cassé, pour ne citer que deux dossiers difficiles parmi la multitude de ceux dont il eut à connaître.

Si l'on ajoute à cela la longue période précédente au cours de

laquelle M. Braunschweig fut juge d'instruction et celle où, ultérieurement, il devint président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, après avoir dirigé, durant quelques mois, directement le cabinet de M. Robert Badinter au ministère de la justice, c'est assurément un homme qui, professionnellement, fut familier des affaires pénales, qui se retrouve au rang peu ordinaire, en l'occurrence, de juré. Cette situation ne semble, au reste, pas lui déplaire.

Le sort, pourtant, lui a joué un petit tour, mardi 3 février, en l'appelant à siéger, mais au titre de juré suppléant, dans la première affaire de la session prévue pour deux jours, car, si aucun des deux jurés titularies n'est déficient, M. Braunschweig n'aura pas à participer à la délibération. Cela ne l'a pas empêché de se montrer fort attentif à l'histoire de Michaël Aglié, originaire des Antilles, qui devint meurtrier le 10 novembre 1985, faute d'avoir su rompre avec Evelynne, à qui il préférait Corinne. Cette dernière lui reprochant son irresolution, il finit par se mettre en colère et lui porta un coup de couteau mortel, alors que, dans l'ordinaire des jours, Aglié, a-t-on appris, devant n'importe quelle difficulté se réfugiait soit dans la fuite, soit dans les larmes.

J.-M. Th.

Deux des auteurs du hold-up de Champigny ont été retrouvés

Les obsèques de Stéphanie David, tréize ans et demi, mortellement blessée samedi lors du hold-up de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) auront lieu vendredi 6 février, à Champigny.

Moins de trois jours après ce hold-up au cours duquel un convoyeur de fonds, Pierre Gaudin, a également été tué, les policiers ont presque terminé leur enquête : deux des trois malfaiteurs ont été retrouvés.

D'une part, Philippe Mallouk, trente-trois ans, déjà condamné à huit ans de prison pour agression à main armée, a été arrêté mardi près de Valenciennes. Il serait passé aux

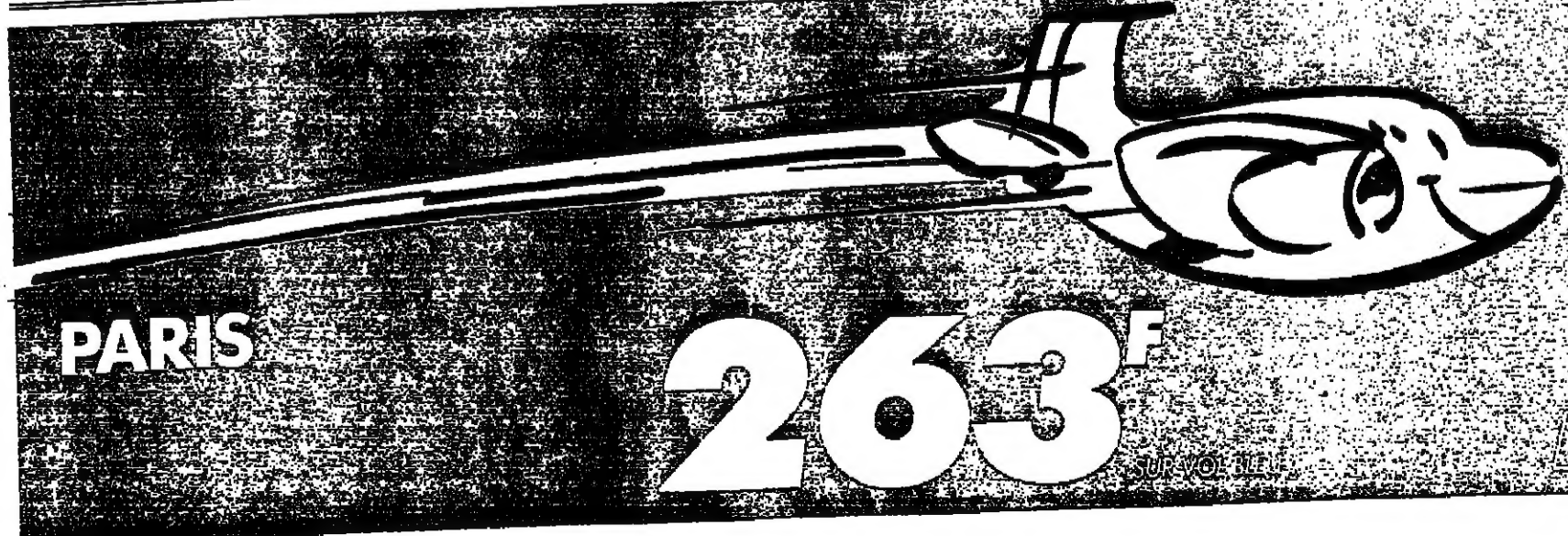
avenues. D'autre part, le corps d'Ali Assouma, mortellement blessé par un convoyeur de fonds, a été retrouvé dans l'arrière-cour d'un café de Brucy-sur-Escout où il avait été sommairement enterré. Un ambulancier, Patrick Lefebvre, qui gérait le café et sa compagnie, Ouradia Assouma, sœur d'Ali, ont été arrêtés ainsi, que le frère de celui-ci, Rabah (nos dernières éditions du 4 février).

Les policiers recherchent maintenant le troisième homme, qui serait identifié. Il s'agirait d'un Gitan d'une cinquantaine d'années.

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER

30000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ **LEMONDE**




PARIS

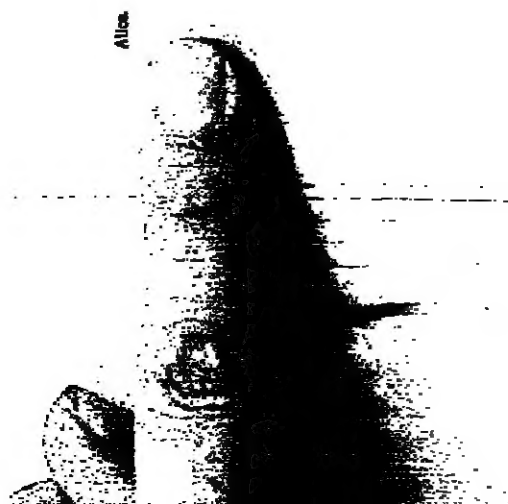
2631

NANTES

AIRTEL

هكذا من الاجل

**Si vous
choisissez
un  au lieu
du nouveau
VPC2
de Victor,
vous êtes
vraiment le roi.**



سكنا من الاجل

Société

ENVIRONNEMENT

Scandale en RFA

Une firme bavaroise aurait eu l'intention d'exporter de la poudre de lait irradiée vers le tiers-monde

BONN
de notre correspondant

La découverte, il y a une semaine, en gare de Brême et de Cologne, de cent cinquante wagons de poudre de lait irradié, provenant de Bavière et apparemment destinée à l'exportation dans le tiers-monde, a provoqué en RFA un scandale qui prend chaque jour des allures plus inquiétantes pour le gouvernement bavarois de M. Franz Josef Strauss, le ministre fédéral de l'environnement, M. Walter Wallmann (CDU), qui a constitué un groupe de travail pour tirer l'affaire au clair, a indiqué, mardi à Bonn, être en possession d'informations selon lesquelles d'importantes quantités de cette poudre auraient déjà été livrées en Egypte.

Cette poudre présente un taux de radioactivité de 6 000 becquerels, alors que le taux maximal autorisé pour le lait, selon les normes européennes, est de 600 becquerels. Acheteur par une mystérieuse firme de Giessen, la société Lopek, elle provient d'un stock produit peu après la catastrophe de Tchernobyl par une laiterie du sud de la Bavière, située près de la ville de Rosenheim. Selon un porte-parole de la laiterie, cité par le *Süddeutsche Zeitung*, celle-ci avait été à l'époque chargée par le ministère bavarois de l'agriculture de transformer en poudre d'importantes quantités de lait irradié provenant de toute la région. Le même ministère se serait ensuite chargé de trouver les moyens de l'écouler. Le ministère fédéral de l'environnement a pourtant confirmé qu'une somme de 3,8 millions de Deutschmarks avait été versée à la laiterie pour l'indemniser des pertes dues à la catastrophe de Tchernobyl.

La découverte des wagons, qui contiennent 3 000 tonnes de cette poudre, avait provoqué la fureur des Länder de Brême et de Rhénanie-du-

Nord-Westphalie. Jugeant cette cargaison impropre à l'utilisation, même pour être transformée en aliment du bétail, les responsables de ces deux Länder sociaux-démocrates exigent qu'elle soit renvoyée en Bavière pour y être détruite. Ils se sont heurtés jusqu'à présent à un refus catégorique du gouvernement de M. Franz Josef Strauss.

Reçu mardi 3 février par M. Wallmann, le ministre de l'environnement de Bavière, M. Alfred Dick, a estimé qu'il s'agissait d'une affaire strictement commerciale à laquelle son gouvernement n'entendait pas se mêler. Il a affirmé qu'il n'avait jamais été question d'exporter la poudre dans son état actuel, et que son ministère en avait autorisé la vente seulement sous la condition qu'elle soit transformée en produits alimentaires dont le taux de radioactivité ne dépasse pas la limite autorisée de 600 becquerels.

Contredisant ces déclarations, M. Wallmann, a indiqué mardi qu'il avait l'impression que l'on avait voulu toucher deux fois le prix de la poudre préalablement indemnisée. Le ministre fédéral de la santé et de la famille, M. Rita Süsmuth, avait elle-même publié, lundi, une déclaration mettant en cause la responsabilité de l'homme d'affaires et également de certaines administrations.

Relevant que cette poudre irradiée n'était pas utilisable en RFA, M. Süsmuth avait souligné qu'elle ne devait pas non plus être exportée dans le tiers-monde, ni comme composant alimentaire ni comme composant d'aliment du bétail. « Pour des raisons éthiques il n'est pas acceptable, avait-elle ajouté, de faire une différence entre ce qui est bon pour la santé des Européens et (ce qui est bon pour) celle des hommes vivant dans le tiers-monde ».

HENRI DE BESSON.

SPORTS

Les championnats du monde de ski alpin

Femmes battues

Même plaqué sur une médaille, l'or est un métal précieux : le « pool » des fournisseurs de l'équipe suisse a payé au total 200 000 francs suisses (11 FS vaut environ 4 FF) les cinq titres gagnés par les skieurs helvétiques depuis le début des championnats du monde de Crans-Montana. Avec les primes versées pour les quatre médailles d'argent (15 000 FS) et celles de bronze (7 000 FS), le triomphe des coureurs de Karl Frehsner et des coureuses de Jean-Pierre Fournier a coûté 267 000 FS.

Les plus grosses parts de cette impressionnante mise sont revenues, chez les garçons, à Pirminia Zurbiggen (70 000 FS) et chez les filles à Maria Walliser (80 000 FS). Remarquée par un producteur de cinéma américain qui lui a proposé

de faire un « bout d'essai », la championne du monde de descente s'est à nouveau imposée, mardi 3 février, dans le supergiant où elle a encore devancé sa compatriote Michela Figini.

Quant au pool français il n'a pas eu à se poser ce genre de question : incapable de se défendre sur la piste gélée du Shetzeron, Catherine Quittet, qui est pourtant en tête du classement de la Coupe du monde de supergiant, a terminé en dix-huitième position à 3 sec. 38 de la gagnante. Un résultat « économique » qui a créé la consternation parmi les dirigeants. Jean-Jacques Luttenbacher, qui dirige l'équipe féminine depuis le début de la saison, cherche ici à comprendre ce que Georges Coquillard, président du Comité alpin national, a qualifié de « débâcle ».

CRANS-MONTANA
de notre envoyé spécial

Deux heures après la fin du supergiant, Jean-Jacques Luttenbacher boit tranquillement un café au bar de l'hôtel Saint-Georges où loge l'équipe de France féminine. Comme si tout avait très bien marché pour les Françaises sur les pentes glacées du Shetzeron. Le calme de ce Vosgien contraste avec le désarroi du reste de l'encadrement. Encaisse-t-il mieux que les autres parce que c'est le premier mauvais coup qu'il prend depuis qu'il dirige les skieuses ? « Cela ne sert à rien de paniquer. Il faut préparer les prochaines courses. Les championnats continuent jusqu'au 8 février ».

Reste que la dix-huitième place de Catherine Quittet, qui s'est fait dépasser par Carole Merle, docteur, et Margareta Mogore (suisse), a priori moins à leur affaire dans cette discipline, est un sévère échec. « La piste était très dure, très raide. Il fallait être en position d'attaque. Catherine est restée sur la défensive, le buste cassé en avant, en appui sur les deux pieds. Elle

avait été très bien à l'entraînement, la matinée. Elle aurait dû être dans les cinq premières. Depuis le début de la saison elle fait quatrième, deuxième et première en supergiant ».

L'idée d'incriminer le matériel n'a pas effleuré la Mégève. Alors, n'est-ce pas supporter d'avoir à gagner l'une des rares médailles envisageables par les Françaises ? « Au cours de l'été, les filles ont fait des séances de préparation psychologique avec un spécialiste de l'Institut national des sports, Luis Fernandez. Catherine en a bien profité. Elle semblait particulièrement d'aplomb depuis le début de la saison. Aujourd'hui, on dirait qu'elle a eu peur de se faire mal. Dans ces conditions, ce n'est pas possible de réussir ».

Manque d'endurance

Comment les Suissesses y parviennent-elles ? « Walliser et Figini ont des conditions physiques extraordinaires. Quand on se sent fort physiquement on peut prendre beaucoup de risques. Or, en France, les filles qui arrivent à dix-sept, dix-huit ans en équipe nationale sont médiocres sur le plan athlétique. Cela explique leurs très fréquentes blessures. Elles ont du mal à supporter les doses d'entraînement et les efforts de la course. Pourtant, il va falloir en faire plus encore pour en sortir. Plus question par exemple d'arrêter la préparation entre la fin de la Coupe du monde et le début des stages. Elles doivent comprendre qu'en avril et

mai il faut développer l'endurance, la force et la coordination pour attaquer le ski à cent pour cent. Sinon elles seront toujours en retard ».

Cette génération de coureuses en équipe de France pour-elle jamais combler Jean-Jacques Luttenbacher ? « Catherine a montré en début de saison qu'avec du travail et du sérieux elle peut rivaliser avec les meilleures. Anne-Flore Rey a aussi un potentiel physique qui lui permet de briser les premières places. Pour y parvenir, elles doivent s'employer au maximum dans toutes les circonstances. Mais, maintenant, il faut donner la priorité à la formation des jeunes ».

Cette façon de retarder encore les échéances, c'est-à-dire le gain de médailles qui seul importe finalement, ne risque-t-elle pas de provoquer une nouvelle crise de l'encadrement ? « Il y a ici beaucoup d'officiels qui font grise mine et qui pensent à faire tomber des têtes pour sauver la leur. Des médailles, ce serait bien pour tout le monde. Il ne servirait à rien de tout chambarder. Former un athlète de haut niveau, cela prend cinq ans, et j'ai envie d'avoir des résultats pour les filles ».

L'heure est maintenant venue pour Jean-Jacques Luttenbacher de retrouver entraîneur et coureur pour préparer le slalom géant du 5 février. Toujours calmement. « Plus le peloton pousse un coup de queue. Tout le monde sait qu'on a pris une claque. S'énermer, c'est tendre l'autre joue ».

ALAIN GIRAUDO.

Le PDG des skis Rossignol accuse les entraîneurs

Après les accusations portées sur le matériel des skieurs français, M. Laurent Boix-Vives, PDG des skis Rossignol, présent à Crans-Montana, a déclaré : « Le rapprochement entre la mise en cause du matériel par les entraîneurs français et la baisse des cours à la Bourse est abusif ». Pourtant, le ton du PDG de Rossignol est nettement moins calme quand on évoque la substitution des skis de Philippe Vermet, substitution lui ayant permis de se classer à la onzième place de la descente : « On n'a rien prouvé. En revanche, Rossignol a gagné au total trente-sept médailles d'or, dont huit avec des Français dans ces épreuves. C'est ce qui compte pour l'opinion publique. Et tous les techniciens savent bien que nos coureurs étrangers font d'excellents temps ».

Enfin, le PDG de Rossignol s'en est pris à Roland Francy, le directeur suisse des équipes de France, qui a pris l'initiative de demander l'ouverture du pool des fournisseurs aux étrangers : « La Fédération française de ski ne peut pas oublier une industrie nationale qui le soutient financièrement depuis trois décennies et qui a créé deux mille emplois. Qui oserait compromettre cela ? L'entraîneur dont nous avons hérité il y a trois ans, les Suisses ne doivent pas le regretter au vu de leurs résultats actuels. Roland Francy a dit que, s'il ne réussissait pas dans sa mission, il se résignerait en question, qu'il démissionnerait. J'attends donc de voir ce qu'il va faire ».

A. G.

REPÈRES

Espace

La station américaine plus chère que prévu

La station orbitale américaine sera-t-elle construite ? Un rapport budgétaire du Congrès, encore officieux, propose l'abandon du projet. Témoignant mardi 3 février devant une sous-commission sénatoriale, M. James Fletcher, administrateur de la NASA, a laissé entendre que la station ne sera pas, comme prévu opérationnelle en 1994, mais « au milieu des années 1990 ». M. Fletcher a aussi indiqué qu'elle coûtera « autour de 12 milliards » de dollars au lieu des 8 milliards qui figurent dans les estimations officielles. Un nouveau devis sera présenté par la NASA dans quinze jours. — (AFP).

Nucléaire

Fermeture d'un atelier de retraitement à La Hague

La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) a ordonné la fermeture définitive à La Hague (Manche) de l'atelier (UP-2), vieux de vingt ans, de retraitement des combustibles irradiés dans les réacteurs graphite-gaz. Pour cette raison, le retraitement des graphite-gaz sera donc regroupé à Marcoule (Gard) où fonctionne, depuis 1958, une unité de 800 tonnes/an. Quelque 4 900 tonnes de combustibles ont été retraitées dans l'installation de La Hague dont les capacités seront désormais utilisées pour le retraitement des combustibles provenant des centrales à eau légère qui constituent l'essentiel du parc électronucléaire français.

Les besoins sont tels dans ce dernier secteur que la COGEMA a lancé la construction de deux nouvelles unités de retraitement. La première, UP-3 A, d'une capacité de 800 tonnes/an, sort actuellement de terre à La Hague. Elle devrait entrer en service en 1989 et retraiter 7 000 tonnes de combustibles irradiés étrangers. La seconde, de même capacité, réalisée à partir d'une refonte de l'atelier UP-2, devrait fonctionner vers 1992. Coût de ce chantier : 40 milliards de francs aux conditions économiques de 1984.

Paris

Le « plan neige » redécouvert

Tirant les leçons de la vague de froid qui a partiellement paralysé la

capitale durant le mois de janvier, M. Jacques Chirac a annoncé aux élus, le 2 février, l'adoption d'un « plan neige ». Ce dispositif, qui avait existé avant 1982 mais auquel on avait bien intentionnellement renoncé, permettra, en cas de besoin, de mobiliser autour des responsables du déneigement les personnels et les véhicules de plusieurs services municipaux différents et ceux des entreprises privées avec lesquelles la Ville a l'habitude de travailler. En outre, un certain nombre d'engins municipaux opérant sur les chaussées et sur les trottoirs vont être équipés de lames chasse-neige. Enfin, il est demandé à EDF de renforcer les réseaux électriques des quartiers qui ont été affectés par des coupures de courant.

Sciences

Réglementation des produits de biotechnologie

Bactéries protégeant les végétaux contre le gel, plantes résistantes aux maladies, etc. Les exemples ne manquent pas, dans les laboratoires, de nouveaux produits renfermant des organismes « manipulés » génétiquement. On ne saurait toutefois autoriser la mise sur le marché de telles substances sans tenir compte de la sécurité des consommateurs et de la protection de l'environnement. Ce sera l'un des rôles de la commission du génie biomoléculaire, récemment créée par le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui s'est réunie pour la première fois, mardi 3 février. Présidée par M. Pierre Royer, président honoraire du conseil d'administration de l'Institut Pasteur, ce groupe, composé de quinze membres, est chargé d'expertiser les demandes d'homologation ou de mise sur le marché de produits nouveaux à usage agro-alimentaire. Mais il sera aussi, selon son président, « une instance de réflexion, de déontologie et d'orientation de la juridiction future ».

SIDA

Les Européens veulent aider l'Afrique

L'Europe veut aider l'Afrique à lutter contre le SIDA. M. Lorenzo Natali, le vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de coopération, vient de l'annoncer à Arusha, en Tanzanie, où se tient du 2

au 6 février l'Assemblée parlementaire ACP-CE (les soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé).

L'idée est que la Communauté contribue aux programmes de prévention et d'information que plusieurs pays africains ont décidé de mettre en œuvre. On souhaite, à Bruxelles, que ce concours prenne des formes aussi concrètes que possible : contrôle des banques de sang existant en Afrique, fourniture de matériel médical et, pour commencer, de seringues jetables ; mais on souhaite aussi promouvoir la coopération entre laboratoires européens et africains.

Aucun montant n'est encore officiellement annoncé, mais on parle, à titre indicatif, de 50 millions d'ECU environ, soit 345 millions de francs. M. Natali a demandé à ses services de déterminer, parmi les différents postes de l'aide financière qui est accordée au titre de la convention de Lomé, où l'argent pourrait être prélevé. — (Correspondance.)

Université

Un professeur communiste refusé à Nantes

Six mois après le scandale de la thèse de M. Henri Rogues, sur les chambres à gaz, l'université de Nantes est à nouveau au centre d'une affaire controversée : le rejet de la demande de mutation d'un professeur d'histoire, M. Alain Croix, membre du Parti communiste. Actuellement professeur à l'université de Paris-XII-Créteil, habitant Nantes depuis plus de vingt ans, ce spécialiste reconnu de l'histoire moderne de la Bretagne était pourtant le seul candidat au poste vacant à Nantes. Cela n'a pas été suffisant pour la « commission de spécialité d'histoire », qui a rejeté sa candidature, le 24 octobre dernier.

Le rapporteur de cette commission était M. Yves Durand, à cette date professeur d'histoire à l'université de Nantes, ancien vice-président de l'UNI (Union nationale interuniversitaire, antimarxiste) et actuellement conseiller du premier ministre pour les questions d'éducation.

M. Alain Croix estime que ce sont ses « options philosophiques, son engagement syndical ou politique » qui ont joué dans ce refus. De son côté, le président de la commission explique qu'il fallait un candidat « travaillant sur un champ géographique plus large ».

VOILE : la victoire de Conner dans la Coupe de l'America

Laver l'affront

FREMANTLE

de notre envoyé spécial

Depuis ce jour de décembre 1983 où il dut s'incliner devant *Australia-2*, Dennis Conner avait une idée fixe : redonner aux Américains la coupe qu'il leur a fait perdre voilà quatre ans.

Quand on sait qu'en 1978 Dennis Conner avait écrit un livre — un classique pour les professionnels de la voile — qu'il intitulait *Un perdant est sans excuses*, on imagine l'énergie qu'il met depuis trois ans à réparer sa défaite. Or l'énergie est sa qualité principale, avec la loyauté et la détermination, si l'on en croit son épouse Judy. Né dans une famille modeste, fils de pêcheur, il commença à naviguer à onze ans, mais ne fut propriétaire de son premier bateau qu'à l'âge de vingt-neuf ans.

Dennis Conner a toujours soutenu qu'il n'avait pas de dons naturels pour la voile, et que donc il avait toujours dû peaufiner ce handicap par un excès de travail. La capacité de ce champion de quarante-quatre ans à apprendre, à se concentrer et à enregistrer chaque fois à Fremantle, lorsque de sa voix monocorde et puissante, il retrace dans le plus infime détail son parcours du jour et celui de son adversaire. On croit entendre parler un ordinateur à la peau cuivrée par le soleil où trahissent sur les oreilles et les lèvres des restes de « zinc », une commode contre les ultraviolets. Un ordinateur aux yeux qui tombent et aux lèvres qui remontent aux commotions.

Quand, lundi soir, un journaliste demandait à Conner comment il avait appris à dominer mieux qu'un enfant du pays les vents et les mers de Fremantle, et que celui-ci lui répondait : « En regardant faire l'équipage du *Kookaburra* », il ne plaisait pas.

Récemment, on l'a vu se passionner pour un jeu électronique, les *Envahisseurs de l'espace*, dans une de ces salles qui hantent et abondent dans toutes les villes modernes. Posté derrière un joueur exceptionnellement doué, il lui demandait s'il voulait bien continuer, introduisant lui-même des pièces dans la machine et observant. Puis Conner, à son tour, se mit aux commandes. Au bout d'un mois, plus personne dans la salle de jeu ni dans son équipe ne pouvait le battre au jeu des *Envahisseurs de l'espace*.

Un caractère trempé

Quand les Australiens ont retrouvé leur adversaire de 1983, cette année à Fremantle, ils n'ont pas reconnu le « grand méchant Dennis » qui, à Newport, leur lançait des insultes par-dessus bord. La défaite semblait avoir arrondi les angles de ce caractère impitoyable. Ou assaillit l'œuvre d'une habile campagne de relations publiques dirigée par une Australienne qui, en 1983, veillait sur l'équipe d'Alan Bond ? En tout cas, les Australiens ont fondu quand le « bad guy » d'hier, surnommé « plus volontiers aujourd'hui » le « grand vaillant Dennis », a pris sous son aile et fait monter à son bord un petit vendeur de journaux de douze ans, et lorsqu'il a payé des leçons de voile à trente jeunes garçons glanés dans les yacht-clubs des environs.

C'est ce caractère trempé, cette rage de vaincre et une expérience inégalée dans le sport du 12 mètres qui font triompher Conner en février 1987. Cela plus que tout autre facteur, plus qu'un bateau révolutionnaire, plus que des accessoires techniques. Même si le bateau du champion, *Stars-and-Stripes*, est devenu progressivement le bateau le plus rapide de la Coupe.

Selon Meline Burnam, président du syndicat de Conner Sail America, la qualité aujourd'hui du 12 mètres américain ne tient pas à quelques attributs exotiques, à une quille unique, ni à une voilure exceptionnelle en soi. La performance formidable du bateau dans ses régates finales — qui surprend l'équipe même du défi américain — est le fruit d'une série d'ajustements pratiques au fil des leçons enseignées par les innombrables régates de cette coupe ; le fruit d'une « évolution constante » du bateau : des attelles ajoutées à la quille, un gouvernail dont les techniciens de *Stars-and-Stripes* ont changé la forme, un nouveau film plastique pourvu de toutes petites rayures susceptibles de limiter les effets de tourbillons sur la coque lisse, un spinner dit « Dolly », en hommage à la plantureuse vedette américaine.

Ce spinner qui est encore à un stade très expérimental n'a été déployé jusqu'ici que lors des essais qui ont précédé la finale. Il a seulement servi d'instrument psychologique contre l'adversaire.

« Si *Stars-and-Stripes* aujourd'hui était le bateau dont nous disposions en novembre, nous n'en serions pas arrivés là », nous déclarait Meline Burnam. Succinctement toutefois, les techniciens expliquent ainsi la supériorité de *Stars-and-Stripes* : le bateau a été modifié de manière à atteindre sa performance maximale avec des vents de 8 à 9 nœuds, les conditions atmosphériques les plus fréquentes au large de Fremantle. Par ailleurs, usant des ordinateurs, ses techniciens ont cherché à réduire l'effet freinant des vagues, à faire que le bateau se comporte avec des vents forts comme un bateau puissant, tout en ayant la légèreté et la surface en voiles d'un bateau plus petit.

SYLVIE CROSSMAN.

monde de ski alpin

Le champion du monde de ski alpin, Michael Flatley, a remporté la médaille d'or en slalom géant à la Coupe du monde de ski alpin à Val d'Isère. Flatley, âgé de 28 ans, a établi un nouveau record du monde en terminant la course en 1'45"02. Il a devancé de plus de dix secondes son compatriote, Ted Ligety, qui a obtenu la médaille d'argent. À la troisième place se trouve le suisse Peter Kappeler. Flatley a déclaré après sa victoire : « C'est une grande émotion, j'ai travaillé très dur pour arriver à ce résultat. » La Coupe du monde de ski alpin se poursuit jusqu'en mars.

Le P... des skis... les entrées

Après les succès en slalom géant et en slalom, Michael Flatley a remporté la médaille d'or en slalom géant à la Coupe du monde de ski alpin à Val d'Isère. Flatley, âgé de 28 ans, a établi un nouveau record du monde en terminant la course en 1'45"02. Il a devancé de plus de dix secondes son compatriote, Ted Ligety, qui a obtenu la médaille d'argent. À la troisième place se trouve le suisse Peter Kappeler. Flatley a déclaré après sa victoire : « C'est une grande émotion, j'ai travaillé très dur pour arriver à ce résultat. » La Coupe du monde de ski alpin se poursuit jusqu'en mars.

La maison des BIBLIOTHEQUES

vous offre son **nouveau** catalogue



de Courir dans la Coupe de l'Amérique
ver l'affront

Un coureur américain, Steve Scott, a remporté la médaille d'or en slalom à la Coupe de l'Amérique de ski alpin. Scott, âgé de 28 ans, a établi un nouveau record du monde en terminant la course en 1'45"02. Il a devancé de plus de dix secondes son compatriote, Ted Ligety, qui a obtenu la médaille d'argent. À la troisième place se trouve le suisse Peter Kappeler. Scott a déclaré après sa victoire : « C'est une grande émotion, j'ai travaillé très dur pour arriver à ce résultat. » La Coupe de l'Amérique de ski alpin se poursuit jusqu'en mars.

Steve Scott, un coureur américain, a remporté la médaille d'or en slalom à la Coupe de l'Amérique de ski alpin. Scott, âgé de 28 ans, a établi un nouveau record du monde en terminant la course en 1'45"02. Il a devancé de plus de dix secondes son compatriote, Ted Ligety, qui a obtenu la médaille d'argent. À la troisième place se trouve le suisse Peter Kappeler. Scott a déclaré après sa victoire : « C'est une grande émotion, j'ai travaillé très dur pour arriver à ce résultat. » La Coupe de l'Amérique de ski alpin se poursuit jusqu'en mars.

VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS
61 RUE FROIDEVAUX 75014

Magasins ouverts de 10h à 19h et du samedi au samedi matin de 9h à 12h
sans interruption. RER : Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Galvée -
Edgar-Quinet - Autobus : 28-59-60-61 - SNCF : Gare Montparnasse.

BORDEAUX 10, rue Boutard. Tél. 58 44 38 42.	NANCY 8, rue Fiston St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83 32 84 84.
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade. Tél. 65 74 07 32.	NANTES 19, rue Gambetta (près rue Coulmiers). Tél. 40 74 50 35.
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clemenceau. Tél. 73 93 97 06.	NICE 8, rue de la Bouchette (Vieille Ville). Tél. 93 80 14 89.
DIJON 100, rue Monge. Tél. 80 45 02 45.	POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49 41 68 48.
DRAGUIGNAN (Point Expo) ZAC de St Hermenais. Tél. 94 87 33 19.	RENNES 18, quai Emile-Zola (près du Musée). Tél. 89 79 56 33.
GRENOBLE 69, rue Saint-Laurent. Tél. 75 42 55 75.	ROUEN 43, rue des Charrettes. Tél. 35 71 06 22.
LILLE 88, rue Esquermois. Tél. 20 65 80 39.	SAINT-ETIENNE 40, rue de la Mont. Tél. 77 25 91 49.
LIMOGES 57, rue Jules-Norcia. Tél. 65 79 15 42.	STRASBOURG 11, rue des Bouchers. Tél. 88 36 73 78.
LYON 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville / Louis-Pradet). Tél. 78 28 38 51.	TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin). Tél. 61 22 92 40.
MARSEILLE 105, rue Paradis (métro Esplanade). Tél. 91 37 60 54.	TOURS 5, rue Henri-Barbuse (près des Halles). Tél. 47 38 83 88.
MONTPELLIER 8, rue Sérène (près gare). Tél. 67 68 10 32.	

ouvert du samedi au samedi matin

84 pages
toutes en couleurs
350 photos et illustrations
14 lignes et styles
500 modèles (vitrés ou non)
53 coloris teintés ou
essence de bois
&
nombreux accessoires

DEMANDEZ-LE DANS NOS MAGASINS OU RENVOYEZ CE COUPON

CATALOGUE GRATUIT

Retournez ce coupon à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75000 PARIS CEDEX 14

J'aimerais recevoir gratuitement et sans engagement votre catalogue avec photos couleurs, dimensions, essences, teintes, contenances, prix de tous vos modèles. Merci.

M. Mlle, Mlle _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

(facultatif) Tél. _____

Profession _____

Demanda de catalogue par téléphone 24 h sur 24 (numéro gratuit)

(1) 43 20 73 33

هكذا من الاجل

ENQUÊTE

Les pays occidentaux

EN mal de prisons, les pays occidentaux sont malades aussi de leurs prisons. L'augmentation de la délinquance a provoqué une surpopulation inquiétante des établissements pénitentiaires. Conséquence : aucun pays n'a été épargné ces dernières années par des mouvements de révolte dus à des conditions d'incarcération souvent intolérables.

A situation explosive, solutions souvent insuffisantes. On construit certes un peu partout de nouvelles prisons ; trop peu cependant pour rattraper un retard aggravé par les réticences des contribuables à remédier à cette situation.

Le débat sur les prisons privées lancé en France par M. Alain Chalonon se nourrit d'interrogations perceptibles aussi à l'étranger. Afin de justifier son plan, le garde des sceaux fait état, pour la France, d'un taux d'incarcération jugé par lui particulièrement bas. Au mois de février 1986, ce taux était de 80,7 pour cent mille habitants, contre 215 aux États-Unis, 109 en Autriche, 96 au Portugal, 94,2 au Royaume-Uni et 92,2 en Allemagne fédérale.

Pour M. Chalonon, ces chiffres justifient pleinement son projet. Ils prouvent que le nombre de détenus va inéluctablement augmenter pour atteindre le niveau observé ailleurs. Jusqu'ici, argumente-t-il, les tribunaux ajustaient les condamnations prononcées sur les places disponibles. C'était évidemment inacceptable. Grâce au plan Chalonon, la justice aura de nouveaux les mains libres... C'est en tout cas l'ambition du garde des sceaux, qui prévoit 65 000 détenus en 1990 contre 51 000 aujourd'hui.

L'augmentation de la délinquance est-elle inéluctable comme celle des détenus ? L'exemple des États-Unis le laisserait penser. Dans ce pays, la population pénale croît de manière vertigineuse. C'est l'Allemagne fédérale, où elle diminue, et aussi au Japon, qui comptait 60 000 détenus en 1965 contre 50 000 aujourd'hui pour une population deux fois supérieure à celle de la France.

Dans les pays où le tissu social est moins solide, le nombre de détenus a augmenté, parfois, dans de telles proportions qu'il a fallu trouver des soupapes. C'est le cas en Italie, où les amnisties succèdent aux amnisties. C'est le cas aussi en Grande-Bretagne, où M^{re} Thatcher a fait libérer, en 1984, 2 000 détenus. Aux États-Unis, où la tendance n'est pas au laxisme, certains États se sont malgré tout résolus à réduire la durée des peines, afin de désencombrer les prisons.

Parallèlement, certains pays font appel au privé ou envisagent de le faire. S'il n'est pas question de s'engager dans cette voie en Italie, le gouvernement britannique étudie, prudemment, cette solution. Circonspect, aux aussi, les États-Unis ont recours au privé, mais de manière marginale. Selon des parlementaires français qui en reviennent, les prisons privées n'accueillent là-bas que 2 500 détenus sur 750 000 au total.

A regarder ce qui se passe ailleurs, la France apparaît ainsi comme une exception. C'est le seul pays où, à la fois, l'augmentation du nombre de détenus est encouragée par des consignes de fermeté ; où il n'est pas question d'amnistie et où les prisons privées font figure de paracétol.

BERTRAND LE GENDRE.

ÉTATS-UNIS

Les contribuables renâclent

WASHINGTON
correspondance

DEPUIS 1970, la population carcérale américaine a plus que doublé. Délinquants et criminels détenus dans les prisons fédérales ou des États atteignent aujourd'hui environ le nombre de sept cent cinquante mille. La Californie devance les autres États, et, au plan national, les États-Unis arrivent tout juste après l'Union sovié-

gues. Par exemple, dans le New Jersey, la durée moyenne des condamnations prononcées en 1982 était de 40 % supérieure à celle des années précédentes.

D'autre part, depuis 1977, trente-sept États ont adopté une législation interdisant des remises de peine pour certains crimes. Quelques États ont même abandonné le système de la liberté surveillée, qui, aux États-Unis, prend deux formes : la « probation » qui se substitue à l'emprisonnement, et la « parole ».



Prison de Walla-Walla (État de Washington). Plus de 1 000 détenus y vivent dans un climat de violence, surveillés par 40 gardiens.

que et l'Afrique du Sud pour le nombre de ses prisonniers. Au rythme actuel de son accroissement, la population carcérale pourrait de nouveau doubler d'ici quelques années.

Cet accroissement a diverses causes, dont essentiellement la pression d'une opinion publique alarmée par l'augmentation de la criminalité. Jusqu'à ces dernières années, compte tenu des exigences du public, les tribunaux ont imposé des peines d'emprisonnement plus lon-

gues. Par exemple, dans le New Jersey, la durée moyenne des condamnations prononcées en 1982 était de 40 % supérieure à celle des années précédentes. D'autre part, depuis 1977, trente-sept États ont adopté une législation interdisant des remises de peine pour certains crimes. Quelques États ont même abandonné le système de la liberté surveillée, qui, aux États-Unis, prend deux formes : la « probation » qui se substitue à l'emprisonnement, et la « parole ».

Ainsi, les prisons américaines sont surpeuplées. Dans les prisons fédérales, ce surpeuplement est évalué aux deux tiers de la capacité, et à

9 % dans les prisons des États. Dans dix-huit États, les petits délinquants doivent être maintenus internés dans les prisons des comtés...

L'espace dont dispose chaque prisonnier dans sa cellule est en diminution. De 1975 à 1984, selon les statistiques officielles, il a chuté de 11 %, pour tomber au-dessous de 2 mètres carrés. Où et comment trouver de la place ? Construire de nouvelles prisons ou agrandir celles existantes paraît la formule la plus évidente. Ainsi, selon les statistiques officielles, les dépenses pour la construction et l'expansion des prisons sont passées de 133 millions de dollars en 1980 à 800 millions de dollars en 1982.

Des réductions de peine

Mais, partout, le nombre des prisonniers augmente plus rapidement que la construction ou l'agrandissement des établissements pénitentiaires. Dans l'État de New-York, par exemple, les dix mille places supplémentaires créées au cours des quatre dernières années sont occupées, et la construction de deux nouvelles prisons de cinq cents places chacune n'est pas pour tout de suite. D'autre part, les contribuables, même les plus ardents à réclamer des châtiements exemplaires, rendent devant l'effort financier nécessaire à la création de prisons.

Faute de pouvoir augmenter les capacités d'accueil, les officiels font porter leurs efforts sur la réduction du nombre des détenus. D'abord en établissant une distinction entre les auteurs de crimes violents, classés dans les prisons fédérales et des États, et les petits délinquants. Ces derniers sont souvent condamnés à des travaux d'intérêt général. Ensuite, en réduisant la durée des peines. Dans

le Michigan, une loi permet d'abréger de quatre-vingt-dix jours une condamnation. Dans l'Illinois, les autorités ont assoupli les critères requis pour accorder une libération anticipée à des prisonniers.

Enfin, les tribunaux sont encouragés à prononcer des peines d'amendes ou bien de « probation ». On évalue à plus de 1 900 000 ces amnisties. Mais la formule est de plus en plus controversée, étant donné le nombre relativement élevé de ceux qui, après leur mise en liberté, sont arrêtés et condamnés pour de nouveaux délits. L'insuffisance des moyens financiers ne permet pas aux « probation officers » d'exercer leurs contrôles. Dans certains États, on se contente au sein pour surveiller trois cent cinquante « clients ». Mais le surpeuplement des prisons est tel que 74 % des auteurs de crimes et délits bénéficient aujourd'hui d'une mesure de liberté surveillée.

Etant donné le coûteux fardeau de la construction et de l'administration des prisons, les États favorisent maintenant la privatisation, en passant des contrats avec des entreprises privées (le Monde daté 14-15 avril 1985). On compte aujourd'hui deux douzaines de ces prisons privées, surtout chargées de garder les immigrants illégaux ou de jeunes délinquants. Les entreprises privées réduisent sensiblement les frais d'entretien et d'administration et offrent parfois des formules plus modernes de réhabilitation. Mais leur création soulève de vives critiques, non seulement d'ordre politique et moral, mais d'un simple point de vue économique : une fois dans la place, qui empêchera ces entreprises privées d'augmenter leurs prix ?

HENRI PIERRE.

GRANDE-BRETAGNE

Bientôt l'appel au privé ?

LONDRES
de notre correspondant

LA population carcérale britannique est l'une des plus nombreuses d'Europe occidentale : 47 800 détenus, selon les dernières données fournies fin novembre 1986 par le Home Office (ministère de l'Intérieur). Un record en chiffres tant absolus que relatifs. Le phénomène est d'autant plus notable que, au début du siècle, la Grande-Bretagne se trouvait au dernier rang des pays européens ; ses prisons étaient les moins peuplées et les plus modernes... Elles sont aujourd'hui parmi les plus vécues : la plupart sont centenaires ou presque.

Entre 1918 et 1958, aucun établissement pénitentiaire n'a été construit, de sorte que la surpopulation atteint un niveau critique. Souvent, les prisonniers doivent s'entasser à trois ou quatre dans des cellules autrefois considérées comme « individuelles ». Malgré des normes sans cesse révisées, le Home Office admet qu'il ne dispose que de 41 000 places. Près de 6 000 détenus sont donc officiellement en surnombre. La moitié des pensionnaires de la prison de Leeds sont dans cette situation.

Grèves des gardiens et mutineries

Depuis les dernières élections, en 1983, le gouvernement de M^{re} Thatcher a lancé un vaste programme d'équipement qui prévoit la création d'une vingtaine de nouvelles prisons et qui devrait être achevé au début de la prochaine décennie. Mais cela suppose que 8 000 places supplémentaires. Or, entre-temps, la population carcérale pourrait augmenter d'environ 10 000 détenus, selon diverses estimations. En 1986, le Home Office a dû avoir recours à des palliatifs tels que la réquisition d'anciens camps de l'armée pour y installer des centres de détention « temporaire ».

Bien que le gouvernement Thatcher soit le champion des privatisa-

tions dans bien d'autres domaines, il n'est montré jusqu'à présent très hésitant à propos des prisons. Toutefois, une commission parlementaire vient d'être chargée d'examiner l'« éventualité » d'un appel au secteur privé. Une première étude devrait être rendue publique en mars 1987. Si la solution devait être retenue, l'expérience sera vraisemblablement limitée à la détention des personnes en attente de jugement, qui représentent un peu plus d'un cinquième du total de la population carcérale.

L'accroissement rapide des effectifs de détenus au cours des dix dernières années va de pair avec celui de la criminalité. De 1979 à 1985, le nombre des vols qualifiés a augmenté de 100 % et de 81 % pour les cambriolages. D'autre part, les juges ont actuellement tendance à se montrer plus sévères, conformément au vœu manifeste d'une grande partie de l'opinion publique et à la politique de M^{re} Thatcher, qui fait du maintien de l'ordre et de la sécurité l'une de ses priorités. L'administration pénitentiaire reconnaît éprouver des difficultés à faire appliquer des consignes récentes visant à favoriser

les libérations anticipées ou à réduire les incarcérations avant jugement.

La surpopulation, l'insécurité, la détérioration de l'ensemble des conditions de détention ont eu, en outre, pour conséquence de provoquer en 1986 un profond malaise chez les gardiens (qui ont déclenché un mouvement de grève partielle) et une vague de violence de la part des détenus. De graves mutineries ont éclaté en mai dans une quinzaine de prisons, y causant d'importants dégâts, puis, en novembre, dans deux établissements écossais. Dans l'un d'eux, un gardien a été retenu en otage pendant plusieurs jours par les prisonniers.

Trois autres gardiens ont connu le même sort le 6 janvier dans la prison de Glasgow. Ils devaient être progressivement libérés, le dernier cinq jours plus tard. Comme dans les deux précédents cas en Ecosse, les mutins, pour la plupart condamnés à de longues peines, se plaignaient non seulement des conditions d'incarcération, mais encore de brutalités de la part des gardiens.

FRANCIS CORNILL.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le nombre des détenus diminue

BONN
de notre correspondant

LA situation dans les établissements pénitentiaires en Allemagne fédérale s'est améliorée ces derniers temps, en grande partie en raison d'une diminution notable du nombre des détenus. Pour 63 170 places, le nombre de détenus était de 54 082 à la fin septembre 1986. Par comparaison, il y avait 61 179 détenus pour 62 779 places en février 1985.

Le nombre de détenus excédait légèrement, début 1985, dans de nombreux Länder, le nombre de places disponibles, ce qui n'est plus

le cas actuellement qu'en Sarre (893 détenus pour 778 places), où l'on hésite à construire un nouvel établissement moderne.

La diminution du nombre des détenus, qui s'explique en grande partie par la stabilité de la délinquance, ne doit pas faire oublier qu'un effort suivi a été réalisé depuis une dizaine d'années par les Länder pour moderniser et accroître leur parc d'établissements pénitentiaires, notamment en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où il est allé de pair avec une large réforme du régime pénitentiaire.

H. de B.

L'URGENCE D'UNE MORALE



Jean-Claude Barreau
LA FOI QUI RESTE

S E U I L

GRAND CONCOURS

MERCREDI 11 FÉVRIER

Le Monde donne la parole aux étudiants



ACHETEZ Le Monde et

son supplément CAMPUS
Mercredi 11 février 1987
(numéro daté du 12 février)

Le Monde
sur minitel

10 ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE

Jouez avec Le Monde et gagnez votre abonnement.
36.15 TAPEZ LEMONDE

ENQUÊTE

malades de leurs prisons

ESPAGNE

Isoler les grands criminels

MADRID
de notre correspondant

ADAPTER le système universel carcéral, hérité du franquisme, aux exigences d'un nouveau système démocratique, tel est aujourd'hui le difficile (et coûteux) objectif des autorités pénitentiaires espagnoles. Un objectif qui implique non seulement de réduire l'entassement des prisonniers dans les zones urbaines, mais aussi de séparer davantage les détenus en fonction de leurs antécédents, pour éviter que les établissements pénitentiaires ne constituent de véritables « écoles du délit ».

L'Espagne compte actuellement quelque vingt-six mille détenus, soit soixante-huit pour cent mille habitants, un pourcentage proche de la moyenne européenne. Si le réseau carcéral semble répondre globalement aux besoins en milieu rural, il n'en va pas de même dans les grandes villes, où l'augmentation de la « petite délinquance », liée en grande partie à la consommation de drogue, a été particulièrement spectaculaire durant ces dernières années.

La surpopulation est notamment préoccupante dans les établissements qui accueillent les personnes en détention provisoire à Madrid (Carabanchel), Barcelone et Valence. Chacun de ces établissements compte aujourd'hui un nombre de détenus deux fois supérieur à celui pour lequel il avait été conçu. L'entassement ne fait que favoriser les vices traditionnels du système carcéral : règlements de comptes violents entre détenus (plus d'une centaine assassinés en trois ans), consommation généralisée de drogue, réseaux de prostitution masculine, enlèvements de gardiens.

Par ailleurs, 46-56 des prisonniers ne sont pas encore jugés. Ce pourcentage élevé est dû à la prolixité des procédures de la justice espagnole. En 1983, le gouvernement socialiste avait réformé la législation afin de réduire le temps maximum de détention provisoire. Il avait dû faire mar-

che arrière peu après : la machine judiciaire ne fonctionnant pas plus vite pour autant, la réforme avait conduit à remettre en liberté nombre de « prévenus » avant qu'ils ne puissent être jugés, ce qui avait relancé d'autant la délinquance.

Horizon 1994

Comment éviter qu'une personne en détention provisoire ou condamnée pour un petit délit ne soit victime de la « contagion » de délinquants considérés plus dangereux ? Telle est aujourd'hui la principale préoccupation des autorités pénitentiaires espagnoles, qui ont lancé un ambitieux programme d'investissements destinés à permettre, d'ici à 1994, une refonte globale du système.

La réforme est fondée, suivant l'expression de ses promoteurs, sur une « conception modulaire » du système carcéral : la priorité consiste à « compartimenter » au maximum les détenus en fonction de leur caractère plus ou moins dangereux. Les « prévenus » (et surtout les jeunes) devraient dorénavant bénéficier dans chaque établissement d'un « module » séparé (au moins dans chaque capitale de province suivant le plan). Quant aux prisonniers déjà condamnés, ils sont désormais divisés en trois catégories. La troisième est celle du « régime ouvert », qui permet au détenu de travailler chaque jour à l'extérieur et de passer les fins de semaine en famille.

Selon les responsables de la réforme, il s'agit de garantir l'équilibre entre les différents « modules », mais de permettre en même temps qu'un maximum de prisonniers puissent progressivement accéder au « module ouvert ». Autant d'objectifs ambitieux si l'on songe que près de la moitié des quatre-vingt-huit prisons espagnoles ont plus d'un quart de siècle, et qu'en cette période de crise les crédits alloués au ministère de la justice sont maigres.

THERRY MALINAK.

ITALIE

Des amnisties à répétition

ROME
de notre correspondant

LA situation dans les prisons italiennes est des plus mauvaises, comme l'avait rappelé une fois encore, l'été dernier, un mouvement de grève de la faim qui avait touché des milliers de détenus de plusieurs dizaines d'établissements, protestant contre les conditions de leur incarcération. L'étonnant, d'ailleurs, serait plutôt qu'il en fût autrement, vu l'état lamentable, dans la péninsule, de nombre d'hôpitaux ou lycées — alors même que la santé et l'éducation sont des secteurs évidemment plus importants aux yeux du grand public que la justice.

Il y a aujourd'hui en Italie un peu plus de 40 000 détenus pour une capacité carcérale de 30 000 places dans les 220 prisons nationales. C'est dire que la surpopulation est en maints endroits cruciale. On songe aussitôt, cela dit, à la tristesse célèbre prison de Foggia-Reale, à Naples, où l'entassement est la règle. Mais la florissante Lombardie n'est pas nécessairement mieux lotie, comme le prouve l'exemple du pénitencier San-Vittore de Milan.

L'administration a bien mis en service, ces dernières années, des établissements nouveaux conçus selon les normes les plus contemporaines de sécurité et d'humanité. Mais le besoin d'espace carcéral galope depuis des décennies loin devant l'offre. A cela, deux raisons :

La première est que la population pénitentiaire a eu tendance, ces derniers lustres, à se diversifier de plusieurs façons. Les fameuses « années de plomb », tout d'abord, ont conduit derrière les barreaux des centaines de terroristes.

La Mafia sous toutes ses formes est également un phénomène qui remplit les prisons, notamment depuis que l'Etat s'y est résolument attaqué. Des « maxiprocs » contre des membres présumés des « honorables sociétés » ont actuellement lieu à Palerme, Naples, Messine, Reggio-de-Calabre.

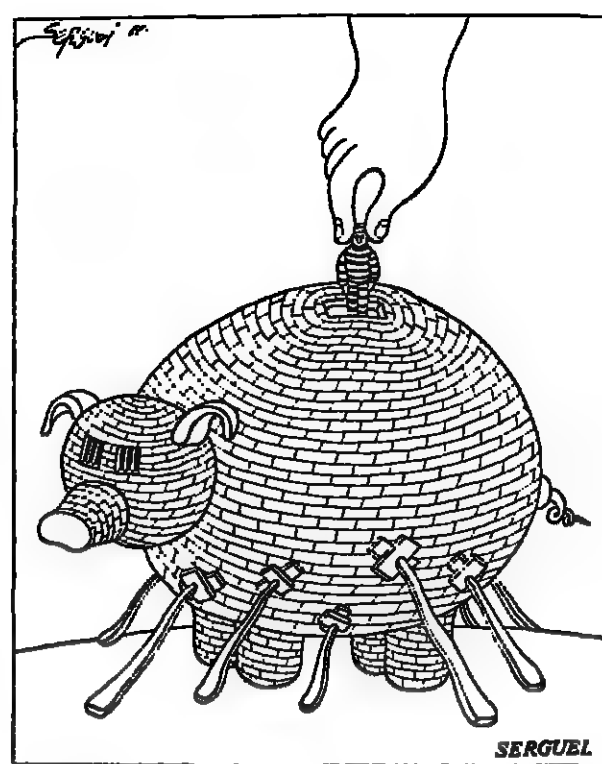
Enfin, l'explosion du trafic de la drogue naturellement liée à la criminalité organisée est également un facteur de surpopulation carcérale.

Deuxième explication « structurelle », beaucoup plus importante que la précédente : la lenteur de la justice, traduction dans ce secteur particulier de la tristement célèbre faiblesse de l'administration italienne. L'instruction de tous les procès traîne, les dossiers en attente s'accumulent (50 000 devant la Cour de cassation). Et les personnes détenues à titre préventif attendent : 23 000, soit plus de la moitié des prisonniers.

Une affaire pépale met en moyenne trois années pour être jugée, même si une loi de 1985 a réduit, en principe, à une année la durée maximale de la détention avant procès. La libération conditionnelle sous caution, qui fait partie du droit positif italien, pourrait-elle aussi contribuer à soulager la situa-

tion des établissements pénitentiaires : mais la formule n'est pas encore véritablement entrée dans les mœurs.

Le remède ? Imaginer le recours à un système de prisons privées apparaîtrait ici à l'opinion tout bonnement un retour à la barbarie ! Alors, on utilise la méthode éprouvée de l'amnistie et de la remise de peine. Elle a déjà servi vingt-cinq fois depuis la fin de la guerre. La plus récente mesure de ce type a été



SERGUEL

approuvée par le Parlement le 12 décembre. Elle devrait conduire à l'élargissement progressif de 7 000 personnes environ condamnées pour des délits mineurs leur ayant valu moins de trois ans de prison. Un million de « petits » procès pénaux ont par le même texte été annulés, ce qui contribuera, en quelque sorte et par anticipation, à soulager également l'institution carcérale italienne.

JEAN-PIERRE CLERC.

BELGIQUE

Pas de surpopulation malgré quelques points noirs

BRUXELLES
de notre correspondant

DANS les trente-deux prisons du royaume (1) — capacité d'accueil : sept mille personnes au total — sont actuellement détenus environ six mille cinq cents prisonniers. L'infrastructure belge est donc a priori satisfaisante. Pourtant les plus grandes prisons sont surencrassées, du fait notamment du nombre important de détenus provisoires.

Le total des personnes incarcérées chaque année est cependant en diminution : vingt-trois mille en 1984, vingt mille en 1985. Le budget annuel — tout compris — est voisin de 4 milliards de francs belges (environ 600 millions de francs français) et quatre mille cent personnes sont employées par l'administration pénitentiaire (trois mille trois cents surveillants, qui sont formés sur le

tas et qui ne reçoivent aucun enseignement spécialisé).

Un mouvement de révolte, parti de la centrale de Louvain en 1976 et qui aboutit, trois ans plus tard, au sacage d'une prison de Liège, avait débouché sur la mise en œuvre d'expériences permettant une certaine humanisation de la vie carcérale. Les partisans de la sévérité ont cependant repris les choses en main. Un exemple : les portes des cellules sont maintenant systématiquement fermées, alors qu'on avait tendance à en laisser ouvertes de nombreuses.

Enfin, un projet de nouveau code pénal vise à réduire le nombre des condamnés à de courtes peines, en prévoyant des peines de substitutions à l'emprisonnement.

J.-A. F.

(1) Dix-huit en Flandres, douze en Wallonie et deux à Bruxelles.

(Publicité)

DÉMOCRATIE ET SÉCURITÉ

L'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale a interrompu une politique novatrice dans le domaine de la sécurité. En effet, cette politique avait permis, pour la première fois depuis quinze ans, de faire reculer la délinquance. Dans le même temps, le respect de l'Etat de droit, l'extension des libertés, la modernisation et la professionnalisation de la police, la mise en œuvre d'actions complémentaires dans les domaines de la prévention, de la répression et de l'aide aux victimes ont valu à notre pays d'être cité en exemple dans le monde entier. On ne peut que constater combien actuellement les discours, les lois et les pratiques sur la sécurité d'un citoyen.

La sécurité des personnes et des biens n'a rien à y gagner et les principes républicains qui ont inspiré la politique conduite de 1981 à 1986 sont mis à mal.

Plus que jamais la réflexion sur ces problèmes s'impose pour dégager des solutions novatrices.

Constituée notamment de policiers, de magistrats, de juristes et de journalistes, l'Association Démocratique et Sécurité entend réunir tous ceux qui s'intéressent aux questions à des titres divers. Elle se propose d'organiser une réflexion pluridisciplinaire sur le champ vaste et complexe que couvrent les problèmes de sécurité, et d'intervenir dans le débat public aussi souvent qu'elle le jugera nécessaire.

FREDERIC POTTECHER,
Journaliste,
Président d'honneur.

MICHEL LE GALL,
Président honoraire,
Président.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Adresse
Téléphone
Profession
Bulletin à envoyer à l'Association « Démocratie et Sécurité », 3, rue Jean-Ferragut, 75015 Paris.

DONATEC, LA MICRO-INFORMATIQUE D'ENFER

Internal Donatec : Ses propositions diaboliques vont faire frémir tous les anges de l'informatique. Uniré centrales, écrans E.O.A., cartes d'extension, périphériques, strictement compatibles PC... tout cela à des prix lucratifs !

Le dernier né, par exemple, le Donatec 286 C (écran compris) ne coûte en configuration de base que 18 590 F (H.T.). Terminé !

Lorsqu'on est aussi compatible et aussi performant que les IBM, il faut s'attendre à ce que l'informatique le vire au ciel.

DONATEC le démon de l'informatique

Forum IBM-PC stand 4R23

Donatec 286 C : microprocesseur Intel 80286 à 20 MHz, 640 Ko de mémoire vive (RAM) 640 Ko en standard, extensible à 8 Mo - minuscule de taille, une unité de disque 1.2 Mo ou 5.25 Mo, 30 Mo (H.T.).

Moniteur présent : monochrome, 14 pouces, 50 caractères à 25 lignes, haute résolution.

Clavier Asury 87 touches, synchronisé avec l'écran, séparé du bloc principal.

8 connecteurs d'extension - interface série RS232C, parallèle pour imprimante.

Option d'exploitation MS/DOS 3.1/2.

حکذا من الاصل

حکومت الامم

Le Monde EDUCATION

Branle-bas de combat chez les instituteurs

Les trois principaux syndicats d'instituteurs, le SNI (FEN), le SCEN-CFDT et le SNUI-FO, ont appelé leurs adhérents à manifester en nombre, mercredi 4 février à Paris et en province, pour exiger le retrait des décrets créant la fonction de maître-directeur dans les écoles. Ces organisations, qui ont rassemblé 92 % des suffrages lors des dernières élections professionnelles, prennent rarement des initiatives communes.

Aujourd'hui, elles dénoncent ensemble la « provocation » du gouvernement qui constitue selon eux la publication des textes contestés, à la veille de leur journée de manifestation. Elles envisagent un défilé national à Paris pour le mercredi

11 février et appellent à la reprise des grèves tournantes dès jeudi.

Les propos tenus, mardi 3 février, par le ministre de l'éducation nationale, répétant qu'il n'était pas question de retirer les décrets, ont contribué à faire monter la tension. « Je n'ai jamais envisagé et je n'envisagerai pas pour ma propre action la pause », a déclaré M. Monory sur Antenne 2. « Je n'ai pas comme conception de mon travail de ministre de m'arrêter (...). Si j'étais entré en période de pause, je serais rentré chez moi. Si je suis là, c'est pour essayer de faire bouger les choses avec l'accord du plus grand nombre », a ajouté le ministre, se référant à un sondage effectué par le ministère et non publié, selon lequel plus de 70 % des parents approuveraient sa réforme sur les maîtres-directeurs.

Un vrai directeur sans casquette

« **A**LORS, vous n'êtes pas un vrai directeur ? » La question fuse chaque matin de la bouche des parents d'élèves, désorientés depuis que le débat sur les maîtres-directeurs de M. Monory occupe la place publique. Elle agace M. D., le « vrai » directeur de cette école tranquille du quartier de Plaisance à Paris. Directeur il est depuis treize ans, directeur il restera, décret ou pas. « Je n'ai pas besoin d'une casquette pour ça », rétorque ce militant du SNI à ceux qui en douteraient encore.

Fils d'ouvrier, il s'est trouvé propulsé, en 1955, à dix-huit ans, à la tête d'une classe de quarante-huit élèves du onzième arrondissement avec pour tout bagage son baccalauréat tout frais et ses souvenirs d'élève. Une vocation découverte sur le tas et un dynamisme débordant ont fait le reste. Aujourd'hui, avec son bureau moqueté, équipé d'un micro-ordinateur (qu'il a lui-même financé), la trentaine de personnes qui travaillent dans « son » école, et, comme tous les directeurs parisiens sa décharge complète de classe, il pourrait se sentir dans la peau d'un patron de PME. Mais ses origines modestes et sa sensibilité en ont décidé autrement. S'il se déclare volontiers « du côté des instituteurs », ce n'est pas seulement par calcul diplomatique.

Pourtant, reconnaît M. D., l'animation de l'équipe enseignante est la plus difficile des missions du directeur d'école.

Après leurs six heures de classe, les maîtres n'ont pas l'esprit frais pour participer à des réunions pédagogiques. Ils s'engouffrent dans le métro ou filent pour éviter les embouteillages. Avec seulement trois réunions du conseil des maîtres par an, l'animation pédagogique est une sorte de mythe encore inaccessible.

Le complément d'objet direct

Mais le directeur n'abdique pas : grâce à l'informatique, qu'il a introduite dans son école avec les parents d'élèves avant même la grande vague d'équipement, il a repris du service devant les élèves. En cas de gros pépin, il remplace aussi un collègue pendant quelques heures, et il lui est arrivé de demander aux instituteurs de se mettre d'accord sur le choix des manuels scolaires afin que la définition du sujet et du complément d'objet direct enseigné aux élèves ne varie pas d'une année sur l'autre.

Et puis, avec les absences à relever, les formulaires de médecine scolaire à distribuer, il a mille occasions de prendre la température des classes et de s'entretenir avec les maîtres.

Mais d'autres tâches attendent notre directeur à tout faire du quartier de Plaisance : responsable administratif, il discute avec les instituteurs de l'utilisation du budget des fournitures — 159 francs par élève cette année — rappelle inlassablement

au candidat boursier qu'il a toujours oublié de joindre les deux enveloppes timbrées indispensables à son dossier, téléphone à l'inspectrice pour obtenir le remplacement d'une maîtresse grippée, négocie avec la mairie les travaux de modernisation déjà très avancés.

« Si je voulais, je pourrais passer tout mon temps en tâches administratives », note M. D. Si certains directeurs, lassés de l'enseignement et des contacts avec les parents, se retirent derrière leurs livres de comptes, ce n'est pas son cas. M. D. se fait un devoir d'être présent à chaque entrée et sortie de classe pour dialoguer avec les parents. Par téléphone, ces derniers lui annoncent la rougole de leur fils ; dans son bureau, ils se plaignent des coups de poings reçus dans la cour ou lui annoncent qu'ils sont en instance de divorce.

Mais en cas de conflit à propos du travail d'un maître, l'ambiguïté règne : certains parents pensent à tort que le directeur a un pouvoir hiérarchique et il ne les déroute pas. Devant eux, il se place toujours du côté de l'enseignant, ce qui ne l'empêche pas de faire passer le message en douceur. Après trente-deux ans de carrière, M. D. gagne 9 654 francs par mois, sans compter, il est vrai, ses primes de cantine et, suprême privilège, un appartement de fonction de 120 mètres carrés, situé dans l'école. Mais il paraît insensible aux 300 francs supplémentaires proposés par M. Monory avec ses maîtres-directeurs. « Si je n'étais pas dans le même camp que les instituteurs, je ne pourrais pas fonctionner avec eux », explique-t-il.

A cinq ans de la retraite, M. le directeur garde au moins deux angoisses : qu'un gamin s'ouvre le crâne sur le bitume de la cour de récréation et que ses collègues ne cessent, soudain, leur conversation lorsqu'il pénètre dans la salle des maîtres.

PHILIPPE BERNARD.

Ecoliers du troisième âge

Les retraités sont de plus en plus nombreux à prendre le chemin des universités. Et pas seulement pour passer le temps.

AUX employés qui partaient à la retraite, on offrait jadis un fauteuil. N'était-ce pas l'heure du « repos bien mérité » ? Un tel cadeau passerait aujourd'hui pour une plaisanterie ou une insulte... « Moi, j'ai reçu un vélo de course », précise, avec un clin d'œil, Robert Baguet, président de l'Institut national pour la retraite active (INRAC), l'un des premiers en France à avoir accueilli ces deux termes apparemment antinomiques.

Les « retraités actifs » ne se contentent pas de voyager, de bricoler ou de militer dans des associations : ils sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin de l'école. Un... mouvement étudiant sans bruit, sans vagues. Les universités du troisième âge, qui fleurissent un peu partout en France deviennent un véritable fait de société.

Il y a toujours eu des étudiants aux cheveux gris. Et même très blancs ! Un Parisien de quatre-vingt-cinq ans, Elie Clément, s'est mis « en formation continue » depuis sa retraite, en 1970, avec un enthousiasme extraordinaire. Cet ancien cadre commercial, qui anime plusieurs associations, fait du théâtre, participe chaque lundi à un cours de peinture, vient de suivre une session de l'INRAC sur la pratique de la vie communale et se rend deux fois par an à l'université des sciences sociales de Grenoble pour étudier la gérontologie et la gérontologie... « Il faut s'adapter en permanence à l'environnement », souligne ce champion de la retraite active. Sinon, on prend du retard, on est complètement dépassé et on risque de devenir inutile.

Appréhender l'ordinateur

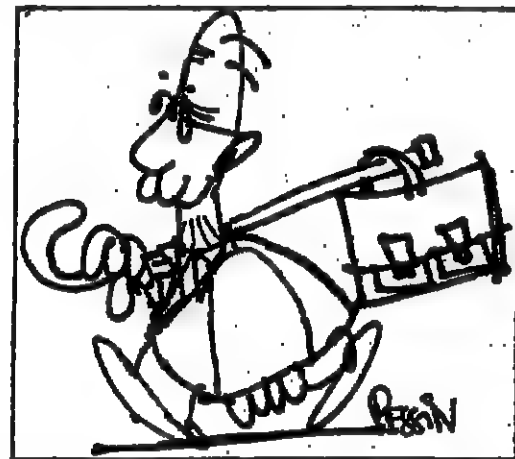
Les étudiants retraités ont toujours existé, mais ce qui est nouveau, c'est le caractère massif du phénomène. Depuis la création de la première université du troisième âge à Toulouse en 1973, ces structures n'ont cessé de se multiplier. On en compte désormais une quarantaine, regroupées en association nationale, avec des annexes dans de nombreuses petites villes.

Et, déjà, l'appellation évolue. Ne voulant pas refaire le ghetto des clubs du troisième âge, ces organismes accueillent des représentants de toutes les générations (à commencer par les mères au foyer) et ont été rebaptisées universités inter-âges, universités

ouvertes, universités pour tous, universités du temps libre ou de la culture permanente... Mais ce ne sont dans certains cas que des prolongements d'associations, n'ayant d'université que le nom.

Subventionnées par la municipalité, l'université inter-âges de Créteil est très bien intégrée à Paris-XII. Des enseignants lui sont délégués, des salles allouées ; ses adhérents peuvent assister aux mêmes cours que les autres étudiants, et même participer aux travaux pratiques. Ils sont quatre cents (un quart de plus qu'en

Généralement, les enseignants apprécient beaucoup les auditeurs de retraités. Quelle joie de pouvoir s'adresser à des élèves attentifs, ayant choisi les études comme un loisir et nullement obsédés par les examens ! « Les retraités disposent de beaucoup de temps pour lire et approfondir les cours », dit Marie-Françoise Fave-Bonnet, qui a été pendant trois ans la coordinatrice de l'université de la culture permanente de Nanterre. Ils ne se contentent pas de poser énormément de questions : ils apportent leur propre expérience de la vie. C'est une sorte de communauté éducative qui finit par se former. Et les autres étudiants profitent de cet apport quand des auditeurs du troisième âge participent à leurs groupes de travail.



1986). C'est un public qui rejette et se masculinise d'année en année, avec un fort bataillon d'enseignants à la retraite, mais aussi d'anciens cadres, des employés et des ouvriers. Les matières étudiées vont de l'informatique à l'art médiéval, en passant par la médecine, l'égyptologie, les langues et la mécanique auto. « Nous cherchons à attirer des gens à qui le terme d'université fait peur », explique le secrétaire de l'association, René Dufort, ancien ingénieur autodidacte.

Les universités du troisième âge se donnent volontiers pour slogan un proverbe japonais : « On commence à vieillir quand on a fini d'apprendre ». Leur succès dément définitivement le vieux schéma selon lequel les jeunes étudient, les adultes travaillent et les vieux se reposent. Il n'y a plus trois étapes dans l'existence, mais trois dimensions — formation, activité, loisirs — à répartir le mieux possible tout au long de la vie.

Cette nouvelle conception est due évidemment à l'émergence d'une nouvelle classe d'âge. Ou, plutôt, de plusieurs classes, car le public des retraités s'est agrandi par les deux bouts : si les Français vivent de plus en plus vieux, ils ont tendance à cesser le travail de plus en plus tôt. On se trouve donc devant trois publics différents, presque trois générations : les grands vieillards ; les soixante-cinq-soixante-dix ans ; et les jeunes retraités, en pleine force de l'âge.

Les retraités des années 80 sont en bien meilleure santé que les « vieux » de jadis. Ils ont souvent des revenus convenables et une certaine ouverture au monde, grâce aux voyages et à la télévision. Suivre des cours ou des conférences est d'abord, pour eux, un moyen de « rester dans le coup ».

Une communauté éducative

On le voit bien avec l'informatique, qui suscite un engouement inattendu. « Certains de nos « élèves » font un troisième degré d'informatique », dit Robert Baguet, président de l'INRAC. Nous refusons des candidats. (1). Appréhender l'ordinateur est à la fois un défi, un moyen d'exorciser la peur du monde moderne et de nouer un dialogue avec ses petits-enfants.

Les « universités ouvertes » portent bien leur nom : pour y entrer, aucun diplôme, aucune condition d'âge n'est exigée. Et l'enseignement n'y est pas limité dans le temps.

Pour une partie de ces étudiants, les conférences, les cours ou les ateliers sont surtout un moyen de sortir de leur isolement. Quitte à y découvrir d'autres avantages. Car les universités du troisième âge ne sont pas seulement le moyen de lutter contre le vieillissement grâce à des exercices intellectuels : elles permettent aussi à leurs adhérents de trouver une certaine identité, une image d'eux-mêmes plus valorisante.

La compétence des bénévoles

Un stade supplémentaire est franchi lorsque les étudiants retraités utilisent les connaissances acquises soit dans une association, soit pour devenir formateurs à leur tour. A Grenoble, les membres d'un stage informatique ont été chargés de copier et de contrôler des programmes scolaires ; seuls des bénévoles pouvaient faire un travail aussi long. Au Havre, un groupe de retraités formés à la vidéo ont pris en charge l'animation audiovisuelle des logements-foyers municipaux. Et, à l'université inter-âges de Créteil, le groupe d'informatique va lancer une vaste enquête sur les cinquante-cinq - soixante-cinq ans du Val-de-Marne qui permettra au conseil général de définir la politique future du logement dans le département.

Les retraités ne réussissent vraiment une formation que lorsqu'ils ont un objectif. « Notre premier rôle est de susciter des motivations », déclarait en avril 1985 le rapport final des Assises nationales des universités du troisième âge. Les débouchés sont nombreux dans le bénévolat, qui permet d'échapper à la quadrature du cercle : « Si les personnes âgées restent passives, elles sont une charge ; si elles deviennent trop actives, elles sont une menace pour les actifs » (2).

Le bénévolat exige des compétences, donc une formation. Et cela s'organise. Or, souvent réduites à quémander des subventions, portées à bout de bras par des bénévoles, les universités du troisième âge vivent encore dans la précarité et la marginalité. Un pays dont un quart de la population a plus de cinquante-cinq ans peut-il se permettre de les ignorer ?

ROBERT SOLÉ.

(1) Depuis sa création en 1973, l'INRAC a déjà accueilli quelque 50 000 personnes. 57, avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 43-59-61-54.

(2) Dan Ferrand-Bachmann, *Gérontologie et société*, n° 26, octobre 1983.

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES
Département d'anglais, cours intensifs et courts.
Reconnu par le Ministère de l'Éducation.
Sole College
Londres
Appréhender le British Council
94-95 Long Acre, London WC2E 9LH (Angleterre)
Tél. : 1464 1-240 2281, Tél. : 3533 12 Westminster Station
9 A 3 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

**Le Monde
CAMPUS
et
LA FONDATION NATIONALE
POUR L'ENSEIGNEMENT
DE LA GESTION
DES ENTREPRENEURS**
organisent un colloque :
**« AU-DELA DU DIPLOME :
LA QUALIFICATION »**
Frédéric Gausson, rédacteur en chef de Campus
et Jean-Marie Doubilet, secrétaire général de la FNEGE,
animeront plusieurs débats.
9 h 30 : les diplômés dans les entreprises, présentation de l'enquête
FNEGE/Campus : « Que deviennent les diplômés en gestion
trois ans après l'obtention de leur diplôme ? » ;
11 h : importance et limite des diplômes ;
12 h 30 : déjeuné à l'hôtel Intercontinental ;
15 h 30 : diplômes, gestion des compétences et nouveaux profils ;
16 h 30 : stratégie de formation et de gestion des compétences en
Allemagne ;
17 h 30 : fin du colloque.
Pour tous renseignements et inscription :
Contacter : Anne Kostromine, téléphone : 47-66-03-08.

Le BAIN LINGUISTIQUE
plonge les jeunes
dans la vie de
la langue choisie
Multiples formules de séjours en :
Angleterre, Allemagne, Espagne, Irlande,
Ecosse, Autriche, Italie, Malte, U.S.A.,
Australie, Canada, etc...
« Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.), sans
but lucratif, agréés Jeunesse
et Sports (n° 164) et Tourisme
(n° 70.027), offre toutes possibilités
de « Bain Linguistique » de toutes
durées et à toutes époques de
l'année : séjours en famille avec ou
sans cours ; séjours avec pratique de
sports ou séjours spécialisés informati-
que ou musique ou art dramatique
ou vidéo ou maths ; séjours school
langue ; séjours junior ou cap Stème.
1500 professeurs correspondants
locaux, France, D.O.M., T.O.M. et
l'Afrique.
Pour tout connaître sur ces réalisa-
tions présentant toutes garanties de
sécurité, de sérieux et d'efficacité, et
choisir la formule correspondant à
vos désirs, demandez la documenta-
tion complète et gratuite.
S.I.L.C. (service) 16022 ANGOULEME CEDEX Tél. : 45.95.83.58
PARIS Mme Beine 45.48.58.95 - Mme Vauzelle 46.56.81.15
Mme Bastella 45.20.21.49 - Mme Wazé 47.09.53.50
MORD 27.88.30.21 - 22.47.31.19 - 20.93.68.30 - EST 83.98.11.74
88.31.03.10 - RHONE 78.25.65.51 - 73.95.29.59 - 74.22.31.95 - ALPES
76.42.74.76 - 76.51.12.13 - SUD-EST 42.27.82.42 - 80.25.40.00 - 66.23.06.29
SUD-OUEST 61.23.96.53 - 56.92.83.45 - 61.21.88.17 - 59.24.33.17
53.65.51.51 - BRETAGNE 51.94.41.25 - 98.87.05.85 - 40.70.46.71 - 43.85.82.50
99.58.51.66 - 40.83.04.55 - NORMANDIE 35.88.63.70
LANGUEDOC 67.69.25.97 - CENTRE 55.08.10.70

ARTS ET SPECTACLES

« Le Déclin de l'empire américain », de Denys Arcand

La langue verte et le cœur juste

Triomphant à New-York, dépassant en recettes E.T. au Québec, faisant, dans le monde, plus d'entrées qu'aucun autre film canadien, le film-phénomène de Denys Arcand arrive.

ON doit sans doute à un moment d'aveuglement mercantile la bande-annonce désastreuse, l'affiche graffiée puérilement de nichons et de zizi, censée « promouvoir » le dernier film de Denys Arcand. Sans parler du slogan, de la plus crasse plouquerie, qui emballait le tout : « Un film de cul qui se regarde avec les oreilles. » Est-ce à dire qu'on doit fermer les yeux sur ce qui aurait été tourné avec les pieds ? Et dans l'affaire avec quoi se mouche-t-on ? Il faudra que soit remercié promptement, sur le marché de l'emploi cela s'entend, le subtil et badin « commercial » qui a conçu ce calembour calamiteux.

Fort heureusement, le travail de Denys Arcand ne ressemble à rien de tel. Ce n'est pas du tout ce qu'on appelle un film de cul, au sens où l'on n'en voit guère — pour ainsi dire pas beaucoup plus qu'au journal télévisé —, ce qui devrait décourager les amateurs d'un genre qui attend toujours ses lettres de noblesse. Au contraire, les personnages se débâtissent très peu, ils sont bien trop occupés à parler. Et faute de se rincer l'œil, on se décarasse en effet le tympan.

C'est même le principal charme de l'entreprise d'Arcand, cette abondance de dialogue, ces gens qui rivalisent de confidences et d'anecdotes circonstancielles ou déconifées, qui sont absolument ininterrompables sur ce sujet abordé sous tous ses angles évolutifs, en toutes sortes de culottes et de cir-

constances, et selon les fortunes diverses qu'a bien voulu lui donner le Seigneur dans son infinie bonté.

Ainsi quatre hommes préparent un déjeuner à la cuisine en attendant le retour des femmes. Deux sont professeurs d'histoire, de chauds lapins qui ne dédaignent pas de boussoler l'étudiante et ne laissent jamais s'endormir la secrétaire en dehors des heures de travail ni la femme du voisin ; le troisième est tout jeune, un étudiant ; le quatrième, le cuisinier, est homosexuel et tolérant, il drague comme un défoncé de temps à autre, mais rêve bien sûr d'avoir un gosse à lui. C'est à ses soins que l'on doit un beau poisson en croûte amoureuxment confectionné au fil des blagues.

Pendant que les messieurs jactent à l'office sur les dames qu'ils ont renversées, ici ou là, dans tel congrès, tel séminaire, leurs épouses, leurs maîtresses (dans un cas l'une s'est offerte à l'expérience des deux dans Juana) ou celles qui le deviendront, nagent dans la piscine, soulèvent des haltères, font du vélo de gymnastique, du cheval d'arçons, aussi bavardes que leurs compères — on en apprend de belles sur le karaté verbal, les phrases coquantes, les petits mots qui ont l'air de ramener la conversation virile des mâles à zéro et leur orgueil à plat du même coup — tout cela pour leur plaisir, rester jeunes et minces surtout, avant d'entamer le très calorifique repas qui les attend à la maison.

Evidemment, les deux sexes, si prolifiques et déboussonnés chacun de leur côté, restent cois et convenables en présence l'un de l'autre. On voit même reparaître des sentiments qu'on croyait fichus, envoyés à la casse : la jalousie, l'envie de garder l'autre à qui l'on s'est donné. On frôle un tout petit

drame, à peine, rien qu'une angoisse, deux cachets de tranquillisant pour endormir un des Casanovas pris la main dans le sac et qu'un remords étroit (comme c'est bête d'attraper ça, dans une saison si facile, une époque si libérale...), mais ça passe. Tout passe, parce que — un personnage en expose la théorie, celle d'Arcand — tout casse, a déjà commencé de casser. Notamment, la toute-puissance de l'empire américain.

Ce grand voisin, la Rome de ce siècle, n'a plus l'âme qu'il avait sous Roosevelt. Il s'est calé dans des guerres condamnées, sous des présidents corrompus, des guignols. Et quand vient le moment du déclin d'une civilisation, tout se gâte, les femmes obtiennent l'égalité avec les hommes, on ne sait plus attendre, ni même ce qu'on veut ; l'air du temps devient très doux, propice au libertinage qui précède l'indifférence et la mort.

Les comédiens d'Arcand sont tous remarquables et ne forcent pas leur accent québécois vers trop de pittoresque. On n'entend qu'un grognon « cibouire » à la place d'un honnête « américain », mais c'est la couleur locale minimum. Pour le reste, les mots sont les mêmes. Simplement, les Québécois d'Arcand ont la langue mieux pendue et dégoûdée que les Français et ne reculent devant aucune précision pour faire comprendre ce qu'ils ont à dire.

On sort de là l'oreille rincée, réjouie, le cœur un peu serré tout de même : les perspectives de la décadence ne sont pas trop tristes, ni la chair, mais Denys Arcand réussit, avec une sobriété de moyens digne d'un des contes moraux de Rohmer, à nous donner la nostalgie d'un temps héroïque où l'on s'aimait fort, sans partage et tout entier.

MICHEL BRAUDEAU.

Au Festival de Soleure

Le cinéma suisse chez lui

Journées cinématographiques de Soleure, le cinéma suisse ne serait pas tout à fait ce qu'il est.

A Soleure, il n'y a pas de compétition. Une commission sélectionne les meilleurs crûs (TV exceptée) réalisés par les cinéastes suisses et étrangers résidant dans la Confédération. Quatre-vingt-dix productions sur cent soixante-dix ont été retenues cette année : une quinzaine de longs métrages de fiction, autant de documentaires, le reste se partageant entre les courts métrages en tout genre et la vidéo, présente pour la première fois.

De l'avis général et en l'absence des vedettes (Tanner, Goretta, Soutter, Schmid, Godard...), la production 1986 n'est pas de très grande qualité. Pas ou peu d'œuvres fortes, pas ou peu d'innovations formelles. Si quelques films dénoncent encore les travers de la société helvétique (das kalte Paradies, de Bernhard Safarik, un regard sensible sur le problème du droit d'asile), se confirme la tendance prise au début des années 80 d'un retour au classicisme psychologique.

Un genre qui n'a rien de honteux surtout s'il est illustré par Léa Pool (Anne Trister, déjà sorti en France), Markus Imhoof (die Reise, à propos du terrorisme en Allemagne), Markus Fischer (der Nachbar, un polar nocturne et glauque avec héros vieillissant) ou même Ueli Mamin (die schwarze Perle, l'incertitude devant les choix de la vie).

Mais la vraie bonne surprise est venue d'un film en noir et blanc, coigné par trois jeunes réalisateurs (Helmut Berger, Daniel Levy et Anja Franke) héritiers de Godard et de Jarmusch, qui ont trempé leur caméra 16 mm dans l'air du temps : liberté de ton, mélange des genres, jeunesse en vadrouille. Du mich auch est un film que les distributeurs français, très absents de Soleure, devraient nous offrir rapidement.

Les documentaires, qui cherchent leur inspiration autant hors des frontières (Amérique latine, immigration entre Suisse et pays d'origine) que chez les artistes helvétiques au travail dans leur atelier, ont retrouvé les allures de produits standards de télévision.

En réalité, c'est plutôt du côté des courts et moyens métrages, toutes catégories confondues, que se trouve la possible relève du cinéma suisse. C'est là que se nichent l'audace et la recherche de nouvelles formes. Si Christoph Schaub, qui a réalisé Wendel (une belle errance dans la ville noire et blanche), emprunte encore au style de Du mich auch, la très jeune Anka Schmid, étudiante à Berlin, témoigne à travers les quatre courts métrages présentés à Soleure, d'une solide capacité d'invention.

Dans les cafés du Landhaus, au Kreuz et au Löwen, pleins jusque tard dans la nuit, on n'en finissait pas d'évaluer les chances d'un nouveau souffle du cinéma suisse, de regretter l'intérêt encore trop timide, même s'il est croissant, des autorités confédérales pour le septième art qui oblige les cinéastes à s'épuiser dans la recherche d'argent pour la production.

Mais, comme le rappelait Alfredo Kuchel, le tout nouveau directeur du Centre suisse du cinéma, cette situation porte sa propre contradiction. « Le cinéma est pauvre, mais il est à l'abri du marché. Et un certain type de films qui pourrait être négligé ailleurs trouve ici son financement grâce aux subventions multiples, aides des cantons, des villes, du mécénat, des Eglises et des coproductions TV. Le système n'est pas sans avantage. »

JEAN-LOUIS MINGALON.

(1) Après vingt-deux ans de service, Stephan Portmann vient de laisser la direction des Journées à une équipe de six membres, dont certains étaient déjà associés à la manifestation.

« 27 Horas », de Mantxo Armendariz

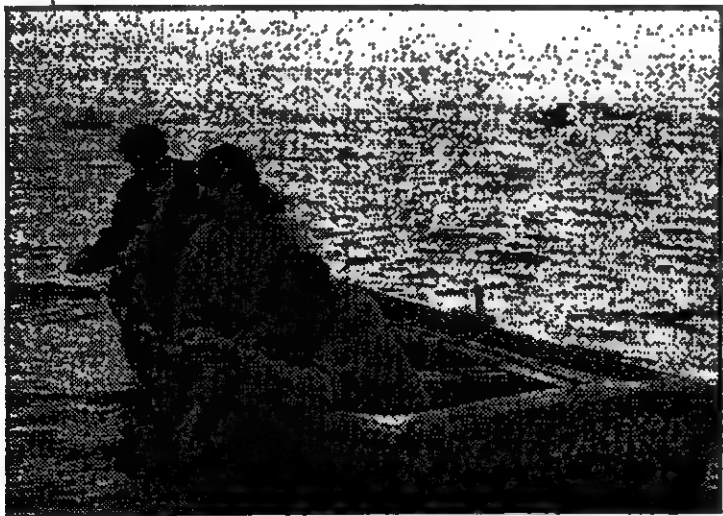
Survivre, c'est tout

Dans un port sans horizon, des adolescents battent le pavé et se droguent. Ce n'est pas nouveau, sans doute, mais il y a ces regards qui vous poursuivent et qu'on n'oublie pas.

SEPT heures du matin, petit matin tremblant. Sur le port de San-Sebastian, le ciel est gris, comme un mur. Si les adolescents qui traînent dans l'attente d'un « petit boulot » frissonnent dans leurs vêtements râpés, ce n'est pas tant de froid que du manque. Dans le port de San-Sebastian l'héroïne circule facilement, le tout est de pouvoir payer. Les petits boulots sont là pour ça, on se débrouille, on se rend mutuellement service...

Dans 27 Horas, son second long métrage (primé en 1986 au festival de San-Sebastian), Mantxo Armendariz suit les pas d'un garçon qui va mourir. A sept heures, ce matin-là, Jon, comme tous les jours, s'est levé, a mis à neuf heures le réveil pour son oncle, est allé charger du poisson, a battu le pavé jusqu'au moment d'aller voir Matité (Maribel Verdu) et de prendre ensemble la première dose de la journée. Elle vit avec un jeune dealer suffisamment amoureux d'elle pour lui fournir ce qu'elle demande.

Par la fenêtre de sa maison, Jon regarde sa famille, qu'il a quittée, et poursuit sa route. Quand par hasard il rencontre son père, ils ne se parlent pas, il n'y a plus rien à dire. « Regarde-moi, j'ai soixante ans et tu ne les auras jamais », dit l'oncle, qui, lui, est accroché à l'alcool. « Arrête-toi », supplie Patri, le meilleur ami de Jon. « Est-ce que tu serais avec moi si on ne se droguait pas ? », demande Jon à Matité. Question sans réponse, toute réponse se



Maribel Verdu, Mantxo Armendariz et Jon Doreau

fond dans le brouillard de ce port, de cet océan, de cet horizon faux comme un mirage.

Jon, Matité et Patri vont se balader dans une île proche. D'un coup, Jon parle d'un copain devenu aveugle. Une fois dans l'île, Matité les quitte. Ils la retrouvent, assommée par une overdose. Elle ne survivra pas. Jon n'a plus d'argent, il a froid, il a besoin de sa poudre. Il retourne à l'île chercher le sac de Matité, qu'elle a laissé tomber et qui contient les sachets. Il en a besoin pour mourir.

« Le thème du film, c'est l'absence d'alternative pour un garçon de dix-neuf ans, dans un port qui n'offre sur mille parts, une ville très belle et, en dehors des circonstances politiques, soumise à l'ordre habituel. » Après l'angoisse (prix du festival de Biarritz en 1984, prix Sadolet en 1986), qui raconte l'obstination à vivre d'un traconnier basque, Mantxo Armendariz et son producteur, Elias Querejeta, ne se sont pas

spécialement penchés sur le « problème de la drogue », ils ont parlé du mal de vivre de la jeunesse, de son insatisfaction organique.

Pendant quatre ans, Mantxo Armendariz a enseigné l'électronique à des garçons de seize à dix-huit ans, « dont plus de la moitié étaient totalement passifs ». Il s'est souvenu de leur indifférence désespérée. Avec Elias Querejeta, il a longuement discuté autour d'un poème de Rilke qui se termine par « survivre c'est tout », et aussi d'un poème d'Hölderlin qui commence par : « Je sors chaque jour, cherchant quelque chose de différent. »

Jon est claquemuré dans la solitude de sa détresse, et les bruits du monde lui arrivent assourdis. Il est comme un enfant qui ne parvient pas à naître. Son visage garde l'arroudi de l'innocence, porte une sorte de transparence, de clarté vacillante. Son regard est un appel auquel personne n'a la possibilité de répondre. Mantxo Rubio est de façon déchirante le « Werther

d'aujourd'hui » qu'a voulu Mantxo Armendariz.

Le film est tourné comme au temps du néoréalisme, presque entièrement en extérieurs, par temps de brume, avec des comédiens tellement identifiés aux personnages qu'on oublie la fiction. On s'accroche à eux, à la douceur fragile de leurs corps, à leurs regards perdus ou brûlants. Ils se parlent peu, ils ne forment rien d'essentiel. Les tentatives d'approche, la résignation, l'angoisse, le tranquille vertige de la mort, tout passe par les regards, et pour les saisir Mantxo Armendariz et Elias Querejeta ont écumé les écoles, les rues, les bars où les adolescents trompent le vide, se défont au babyfoot, font semblant de savoir ce qu'ils veulent. Mantxo Rubio était comble. Son amie Patri (Jon San-Sebastian), électronicien, Maribel Verdu est comédienne, mais n'avait tenu que de petits rôles.

« Nous avons passé des semaines. Nous avons vu des milliers de garçons et de filles, nous leur avons fait faire des tests vidéo. Ils devaient répondre à des questions simples : « Qu'est-ce que tu fais, qu'est-ce que tu aimes », des choses comme ça. Il y a eu une première sélection, avec pour seul critère le regard. Ensuite, nous leur avons donné un texte pour une scène à deux personnages. Plus les tests avançaient, plus les scènes se compliquaient, en fonction de ce qu'on avait à leur demander pour le film. »

« Les premiers tests dans ce qu'ils ont de brut sont impressionnants à voir. Il y avait un film à faire rien qu'en les enchaînant bout à bout. Un film qui parlait plus de la jeunesse que 27 Horas, que n'importe quoi d'autre. »

COLETTE GODARD.

DOLBY STEREO dans les salles équipées
V.O. : UGC BARRITZ - UGC DANTON - Ciné BAUBOURG-LES-HALLES
UGC ROTONDE - 14 JUILLET BASTILLE
V.F. : UGC BOULEVARD - UGC MONTMARTRE - UGC GODELINS
CONVENTION SAINT-CHARLES - LES IMAGES
Périphérie : Argenteuil ALPHA - Sevres 6 DALTONS

GOthic

Cette nuit-là
a été conçu un monstre...

UN FILM DE
KEN RUSSELL

AVOIR 87

avec GABRIEL Byrne, JULIAN SANDS, NADASHA RICHARDSON, ANTHONY CRY, TIMOTHY SPALL

هكذا من الامم

صحنه من الاحول

EXPOSITIONS

A la FNAC

Vive la photo créative !



Pruszkowski, « Photo-synthèses » : Florette et Jacques-Henri Lartigue.

Les zoos imaginaires de Den Hollander, les égrégies mystérieuses de Houcmant, les portraits-synthèses de Pruszkowski : autant de preuves de l'éclectisme, de l'invention et de la vitalité de la jeune photographie européenne.

Y EUX bleus et crinière bouclée blonde, c'est en travaillant durant ses vacances d'été à cueillir des fraises que Paul Den Hollander put s'acheter son premier appareil photo. Aujourd'hui, ce jeune homme ultrasympathique de trente-six ans, à l'air juvénile, indépendant et très organisé, né à

Breda, où il enseigne la photographie, est considéré comme un des meilleurs représentants de la nouvelle photographie hollandaise, organisée principalement autour de la galerie Canon, du Stedelijk Museum d'Amsterdam et de la revue *Perspektief*, animée par Baas Vroeghe.

Révéillé par son livre *Moments in Time* (1972), où il exprimait une méditation sur la mémoire par un traitement théâtral de l'espace, ce technicien du rêve a délaissé la froideur graphique de ses débuts, et l'on peut suivre son évolution par deux superbes expositions conjointement présentées à Paris. D'une part, chez Jean-Pierre Lambert (1), où, dans des images statiques et silencieuses, ordonnées par un regard de jardi-

nier, il déambule dans l'inquiétante quiétude des parcs et jardins anglais, scrutant la taille et le dessin, et enregistre les traces et influences de l'intervention humaine sur la végétation.

Totalement aboutis, ces vingt-trois tirages noir et blanc sont un tremplin magnifique à l'émerveillement que procurent ses recherches récentes, réalisées en 1984 et 1985 après une année d'absténence, au format carré (6 x 6) dans le décor factice des zoos, des serres, des jardins botaniques et des musées d'histoire naturelle en Europe (2). Dignes de Lafontaine et Grandville, ces vues magiques et envoûtantes, brossées dans des teintes sorbet, qui produisent un bonheur visuel instantané, sont pourtant éminemment complexes sous leur apparence mutine.

Les amalgames révélateurs

Faussement enfantines, elles traitent des rapports de la nature et de la culture et, par leur combinaison de formes, de matières, de surfaces et de reflets, dénoncent avec ironie l'illusion théâtrale du trompe-l'œil, créant de toutes pièces une réalité fausse que dépeint la couleur.

Si Den Hollander témoigne à la perfection du dynamisme inventif de la photographie néerlandaise, révélée en France par le *Studio 666*, c'est la diversité d'expression de la photographie belge, et même régionale, que présente sous le titre « Devoirs libres, livres de voir » (3) une sélection de quatre jeunes opérateurs formés à l'Institut supérieur des beaux-arts Saint-Luc, à Liège, par Hubert Grooteclaus. Passons sur les chromos néo-pictorialistes

du « maître », les séquences criantes de Hustinx, les clapotis aquatiques de Deru, qui sont décidément trop désuets, illustratifs ou déjà vus pour qu'on leur prête attention. En revanche, les tableaux Polaroid d'Alain Janssens, qui décade en gros plans mutilants des portions anodines du corps de son épouse (aisselle, genoux, cuisses, cou), sont parfois stupéfiants d'audace. Suggérant l'irruption du sexe masculin à partir d'un lobe d'oreille, dans des tons sursaturés, il tire des visions équivoques et dérangeantes qui reposent jusqu'au malaise sur le fantasme inavoué du regardeur.

Allant au-delà de la subjectivité, cette fascination perverse, née du trouble de la vue, de l'incertitude objective de cerner ce que l'on voit, fonde aussi l'approche du représentant le plus connu de cette école liégeoise, Pierre Houcmant. Captivé par le regard féminin, avec un expressionnisme distant inspiré d'Hausmann et de Drikkol, il en observe depuis des années la singularité. Procédant à la lisière de l'abstraction, par pans ombragés, détachant un œil, une bouche, une mèche, de superpositions indécises en reflets bariés, le visage féminin, souvent happé de profil, en se multipliant, se perd et crée une sorte de figure imaginaire idéale, galvanisée par le désir, prêteuse d'intrigants jeux de lumière.

La maturité de cette génération venue à la photographie à l'aube des années 70 s'épanouit aussi dans les « Photosynthèses » (4) accomplies depuis 1975 par Krzysztof Pruszkowski, quarante-quatre ans, polonais d'origine, personnalité excentrique et



Pierre Houcmant, « Devoirs libres, livres de voir ».

remuante. Par des moyens autres que Den Hollander ou Houcmant, c'est à une même subversion des images qu'il s'adonne par la mise en cause de l'apparence unique. Se livrant à une réelle opération de chirurgie esthétique, cet héritier lointain de Berillon, mais aussi de l'Anglais Francis Galton, surimprime le visage d'individus différents et aboutit au profil-type ou portrait-robot d'un être composite. Ainsi en est-il des membres du bureau politique du comité central du PC de l'URSS, des six présidents des Etats-Unis, de J.-F. Kennedy à Reagan, ou du portrait-modèle des présidents de la V^e République. Effrayant lorsqu'il superpose les traits d'une même personne à des âges différents, l'amalgame est révélateur lorsqu'il compose celui, cohérent,

tionniste, de Chirac et de Mitterrand, ou celui, plus intime à proprement parler, confondant, de Jacques-Henri et de Florette Lartigue.

PATRICK ROEGERS.

(1) Paul Den Hollander, galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-4^e, jusqu'au 14 février.

(2) Paul Den Hollander, photographies en couleurs, FNAC Forum, Forum des Halles, Paris-1^{er}, jusqu'au 28 février.

(3) « Devoirs libres, livres de voir », Deru, Grooteclaus, Houcmant, Hustinx, Janssens, FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris-6^e, jusqu'au 21 février.

(4) Krzysztof Pruszkowski, « Photosynthèses », FNAC Etoile, 26, avenue de Wagram, Paris-8^e, jusqu'au 7 mars.

« Soies de Chine » au Musée en herbe

Des enfances enchantées

Au Jardin d'acclimatation et à la halle Saint-Pierre, les enfants ont leur musée, où sont exposés les vêtements des petits Chinois avec le mode d'emploi.

C E n'est peut-être que justice : le musée de Paris présenté et animé avec le plus de soins, d'attentions de cœur et de poésie est le musée qui accueille les enfants : le Musée en herbe.

Il est situé dans deux lieux. L'un, le plus grand, qui comprend des espaces verts, le Musée en herbe proprement dit, est dans l'enceinte du Jardin d'acclimatation (une grande exposition sur les mammouths et les éléphants s'y ouvrira au printemps). L'autre, la halle Saint-Pierre, au pied de la butte Montmartre, présente dès ce mois de février une grande exposition sur les costumes des Chinois.

Trois jeunes femmes de talent, Sylvie Girardet, Claire Merleau-Fonty et Anne Tardy, ont composé cette exposition, et elles ont aussi donné carte blanche à un « artiste des espaces », Alain Batifoulier, qui a passé des mois en Chine en 1986.

L'idée première avait été de faire une exposition de jouets chinois, mais le principe *sine qua non* était, bien sûr, de mettre ces jouets à la disposition des jeunes visiteurs — on n'allait pas leur infliger un supplice de Tantale. Or ces jouets étaient trop fragiles. D'où l'idée de choisir plutôt les vêtements, qui permettent d'ailleurs bien mieux de faire vivre aux enfants l'histoire et les choses de la Chine, car le vêtement chinois n'est pas seulement un moyen de se protéger du froid et du chaud, et de se rendre plus avenant. Le vêtement, là-bas, est un véritable langage complet, en image animée, « portée », qui indique à peu près tout de chaque personne : âge, emploi, état d'esprit...

On plût être, puisque nombre de Chinoises et de Chinois portent aujourd'hui la coiffure

veste Mao, dont le premier modèle date d'ailleurs de 1759 : un édit obligea alors tous les membres de la Cour impériale à le porter, puis tous les fonctionnaires. Mais l'actuelle veste Mao fut dessinée par Sun Yat-tsun à la fin du siècle dernier.

Jusqu'à là, le vêtement chinois de base était, dans l'ensemble, masculin comme féminin, une longue robe, droite et ample. Seule la largeur des manches variait nettement d'un siècle à l'autre. Mais, pour tous les accessoires, chapeaux, épingles de cheveux, chaussures, ceintures, etc., un code vestimentaire était promulgué à l'avènement de chaque dynastie.

On ne plaisantait pas à ce sujet. Le grand livre des *Li Ki*, ou *Mémoires sur les bienséances*, commencé au douzième siècle avant J.-C., nous dit que « l'on met à mort celui qui introduit des vêtements inédits, et trouble-

rait ainsi les idées de la multitude ».

Les règles qui regardent le vêtement sont innombrables. Les enfants de huit à quinze ans portent une tunique de toile noire avec des bordures de soie à fleurs. Et, de même, chaque tranche d'âge a ses étoffes, ses couleurs, ses ornements. Sur l'autre penchant de la vie, le *Li Ki* nous dit : « Un homme, à soixante-dix ans, a droit, le jour, à des vêtements de soir, quelle que soit sa fortune, afin d'avoir chaud. » Et le texte ajoute, ce qui n'est plus vestimentaire mais mérite d'être su : « A quatre-vingts ans, il a droit, la nuit, à un compagnon de lit, afin d'avoir chaud. A quatre-vingt-dix ans, même avec ces secours, de jour comme de nuit, il n'a pas chaud. »

Les lois du Li Ki

L'empereur portait des vêtements verts ou bleu ciel au printemps, rouges en été, blancs en automne, noirs en hiver. Et, toute l'année, une ceinture de soie blanche unie, bordée de rouge, avec une doublure rouge. Les princes portaient la même ceinture, mais sans doublure. Le Livre des cérémonies précise qu'un « lettré sans emploi portait une ceinture de soie à fleurs ».

Les jeunes filles mettaient une épingle dans leurs cheveux lorsqu'elles atteignaient vingt ans, ou dès quinze ans si elles étaient fiancées. La longueur de la robe changeait avec les décennies. « Lorsqu'on vous demande l'âge d'une femme, dit le *Li Ki*, répondez évasivement : j'ai cru entendre dire qu'elle porte des robes de telle longueur. »

A propos des vêtements comme de toutes les choses de la vie, les coutumes de la Chine étaient dictées fermement, mais avec un raffinement exquis. A preuve, ces règles du *Li Ki* parmi des milliers d'autres :

« A table, si vous êtes invité, évitez de pousser des soupirs en mangeant. Le moment serait mal choisi. »

« Lorsque vous accompagnez un mort à sa dernière

demeure, ne quittez pas le cortège pour prendre un chemin de traverse. Il ne convient pas non plus d'éviter les flaques d'eau : seule la douleur doit vous habiter. »

« N'entrez pas dans le palais de l'empereur avec un bâton ou des vêtements de deuil. »

« Pour bâtir un édifice, si modeste soit-il, ne coupez pas les arbres qui sont auprès d'une tombe. »

« De l'empereur, pour dire qu'il est mort, on dit qu'il est tombé comme la cime d'une montagne. D'un prince, qu'il s'est écroulé avec fracas. D'un grand ministre, qu'il est arrivé au terme de sa carrière. D'un homme pauvre d'autres, pour dire qu'il est mort, on dit qu'il est mort. Mais d'un homme mort de vieillesse, on dit qu'il a fini ses jours. »

L'exposition chinoise de la halle Saint-Pierre, réalisée avec autant de délicatesse et de beauté que le *Li Ki*, fait une grande part à la soie. Elle est d'ailleurs intitulée « Soies de Chine ».

La soie a été longtemps une richesse de la Chine. Elle n'était pas seulement la base de multiples vêtements, elle était la matière des bannières, des cordes d'instruments de musique et d'arcs, des filets de pêche, des rênes de cheval, du papier, etc. Elle servait aussi de monnaie.

Modélisée et rythmée par Alain Batifoulier, cette exposition est un labyrinthe enchanté, une fête de couleurs et de lumières. Comme dans chaque exposition du Musée en herbe, nombre d'objets, de jeux, de meubles particuliers, sont préparés pour une information tout à fait « vécue » des enfants.

A la halle Saint-Pierre, les mamans chinoises, mais aussi africaines, ou françaises, ou maghrébines, ou autres, qui viennent tout à côté faire leurs achats au marché Saint-Pierre, peuvent laisser leurs enfants sous la conduite d'animateurs. Bonne visite chinoise, et, ensuite, faites de beaux rêves !

MICHEL COURNOT.

* « Soies de Chine », halle Saint-Pierre, 2, rue Roussard, 75018 Paris, Métro Aurore.

Petit bilan

L ORSQU'EN 1975 Gilles Mijangos, avec l'approbation d'André Essel, restructure les galeries de photo de la FNAC, son intention est claire : donner à voir au plus grand nombre, à Paris et en province, les œuvres produites par une technique qui en même temps qu'un moyen d'expression est un art.

Poursuivie depuis 1983 par François Hebel, devenu directeur des Rencontres d'Arles, et aujourd'hui par Laura Serani, qui lui succède en 1985, cette politique grand public, visant à faire du FNAC un outil de circulation des images, est menée sans souci de rentabilité.

Dans les vingt-deux établissements de France et de Belgique (le vingt-troisième s'ouvrira en avril prochain, à Liège), chaque exposition est montrée en moyenne cinq ou six fois, durant six semaines, ce qui représente une rotation continue de cent soixante expositions par an, dont trente sont des créations. Celles-ci sont entièrement prises en charge (transport, encadrement, assurance, promotion, frais de développement), et il convient d'y ajouter, comme aide au photographe, l'achat d'un ou deux tirages pour la collection, qui contient près de quatre cents œuvres, notamment de Soudek, Hosoe, Caps, Dolanau, Blumenfeld, Bill Brandt, Michals.

Sans parti pris esthétique, alternant les genres (recherche et document, inconnus et grands noms, création originale et rétrospective), les expositions, présentées en exclusivité,

sont choisies en tenant compte d'un spectateur qui souvent découvre la photographie. Quoique malheureusement chiffrable, la moyenne de fréquentation est de 100 000 visiteurs, et 14 % des clients viennent régulièrement pour les expositions. A cette politique intense de diffusion, différente de celle des galeries, musées et institutions, il faut ajouter l'aide apportée aux manifestations comme le Mois de la photo, les Rencontres d'Arles, les Journées internationales de la photographie à Montpellier ou Metz pour la photographie. Mais aussi les éditions (tracées) de l'Anonyme de Ralph Gibson et les réalisations propres comme la soirée « Rock et photo ».

Soul regret : l'édition des coffrets images interrompue après dix-sept numéros en 1985. Quant aux lieux, auxquels on reproche d'être exiguës, sans recul et trop passagers, peu propices à la contemplation et imposant un alignement des tirages au format standard, ils servent, à l'exemple de la galerie de l'Ecluse, originellement réaménagés, un à un, par des décorateurs différents.

Ménée par une équipe réduite de deux personnes et demi, disposant d'un budget global de 1 400 000 francs, l'action de vulgarisation pratiquée depuis vingt et un ans en faveur de la photographie devrait être consolidée par la création, à l'initiative de Michel Baroin, d'une Fondation FNAC internationale de la communication et de la culture.

P. R.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

55, RUE DE RICHELIEU, PARIS (7^e) 47-43-81-80

REMBRANDT

La figuration humaine

Tous les jours, de 10 à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures DU 22 JANVIER AU 3 MARS

MARIE de HOLMSKY

Galerie 80, rue Bonaparte, Paris-6^e - 43-29-08-90

Fred ZELLER - Gustave ALAUX

jusqu'au 28 février

CINÉMA

John Huston tourne James Joyce

Les Irlandais dans la maison

Une longue et profonde complicité existe entre l'œuvre de James Joyce et John Huston, mais c'est la première fois que le cinéma les réunit. Non loin de Los Angeles, les Gens de Dublin.

VALENCIA, dans la Vallée, à une heure de voiture de Los Angeles. Dans la zone industrielle, le hangar 24843 est devenu une usine de cinéma. En haut, les bureaux de la production ; en bas, le plateau. Au centre, une nuée de charpentiers érigent les murs d'une maison bourgeoise de Dublin au début du siècle. Sur le côté, des cloisons, des racks, des tables de camping, des chaises pliantes.

Dans moins d'une heure, ce sera l'allée des loges pour les comédiens, l'atelier de maquillage, celui des costumes. John Huston donne le premier tour de manivelle de son nouveau film, *les Gens de Dublin*, d'après une nouvelle de soixante pages de James Joyce, tirée des *Gens de Dublin* et adaptée par John Huston et son fils Tony, avec, en vedette, Anjelica Huston.

Dans une salle du premier étage, les comédiens — blue jeans et polo — répètent un quadrille. Pas à pas, passe par passe. Ils sont tous irlandais, de Donal McCann (qui a joué *Godot* avec Peter O'Toole) à Kate O'Toole (la fille de), en passant par Anjelica Huston, qui a grandi auprès de son père dans le comté de Galway et parle sans une trace d'accent.

« Gens de Dublin » au programme

Le décor est construit en deux parties : le rez-de-chaussée d'un côté, pratiquement terminé. Une maison bourgeoise, panneaux de bois et tentures, un vestibule, une entrée, un demi-escalier débouchant sur le vide. Raccord avec le décor voisin, représentant le premier étage de la maison. Un demi-escalier qui part de nulle part et aboutit au palier, sur lequel donnent la salle de bains (la baignoire et les lavabos sont déjà en place), la salle à manger (la table est dressée mais pas l'argenterie) et le salon-salle de musique-salle de bal. Sur le côté, une rampe qui permet l'accès à l'étage. Essentiel : atteint d'empyème, John Huston se déplace le plus souvent en fauteuil roulant, avec sa bouteille d'oxygène.

Tony Huston a la quarantaine terriblement britannique. Son premier souvenir de cinéma ? « Gregory Peck unijambiste, accroché à une montagne de caoutchouc blanc, un harpon à la main, une brigade de pompiers qui l'aspergeaient de leurs lances

d'arrosage, et lui qui plongeait en hurlant le harpon dans le caoutchouc. J'avais trois ans et mon père tournait *Moby Dick*. »

Sa rencontre avec James Joyce ? « *Palms Penny Each*, que j'avais acheté pour six pence ou 1 shilling, je ne sais plus. Quand nous avons émigré en Irlande, j'ai convaincu mon père de collectionner les livres anciens, en particulier ceux des auteurs irlandais : Yates, Synge, O'Casey et Joyce, naturellement. Et puis, j'avais Gens de Dublin au programme du baccalauréat. »

La méthode de travail de John Huston est simple. Estimant qu'une bonne partie de la mise en scène consiste à bien choisir ses acteurs, une fois la troupe réunie, il leur laisse dans un premier temps la bride sur le cou. Ils répètent entre eux, donnent leur conception de la scène. Puis Tony et Tommy Shaw, son premier assistant — une trogne à la Hemingway, — la mettent en forme. Dans les décors. Lorsque la scène ou la séquence est bouclée, elle est enfin présentée au maître — qui remettra tout à plat.

Midi. John Huston arrive. Les deux producteurs vont à sa rencontre. Chris Sievernich a produit, entre autres, le *Paris, Texas* de Wim Wenders. Wieland Schultz-Kell avait déjà coproduit *Au-dessous du volcan*.

Huston est conduit jusque devant la façade de la maison, qu'il examine attentivement. Les marteaux se sont arrêtés de cogner, tout le monde s'est tu, suspendu à sa décision. La façade est une réplique exacte de celle d'une maison dubinoise qu'il connaît. Les extérieurs à tourner en Irlande concernent cette maison et cette façade. Un temps. Il approuve de la tête.

Les acteurs sont prêts. John Huston est conduit au pied de l'escalier, devant la porte de la cave. Il a la vue sur la porte d'entrée, le vestibule, le vestiaire. La scène : l'arrivée des premiers invités. Trois jeunes femmes, deux jeunes gens. La petite bonne les accueille : « Le vestiaire des dames est en haut », et les annonce, puis conduit les hommes, juste à gauche de Huston. « Je vous remercie. » Huston remercie toujours ses acteurs.

« Puis-je la revoir, s'il vous plaît ? » Les comédiens se remettent en place. Les jeunes femmes entrent, la bonne les accueille. « Un instant, s'il vous plaît. Quels vêtements porteront-elles ? Des capes ? Elles mettront plus de temps que ça à s'en défaire. Très bien, merci. Continuez, je vous prie. » La petite bonne conduit les hommes vers leur vestiaire. En haut, les femmes dialoguent. « Un instant, je vous prie. » Tout le monde s'arrête.



Tony Huston, John Huston, Anjelica Huston

« Les hommes ne remontent jamais ? A quel moment sortent-ils du vestiaire ? » Il règle la cadence des sorties et la montée des hommes dans l'escalier. On reprend la scène. Anjelica pose son blouson de duvet sur les genoux de son père.

« C'est typique de ses méthodes, dit-elle. On ne discute jamais avec lui des motivations du personnage. Vous faites votre job, il regarde, il fait son job. C'est un minimaliste. Il met immédiatement le doigt sur ce qui est à faire, et les choses tombent naturellement en place. »

La scène a pris sa bonne allure. Elle sonne juste. « Très bien. Je vous remercie. » John Huston se penche vers le directeur de la photo, Fred Murphy, un tout jeune homme. « Quelle lumière envisagez-vous ? » Murphy : « Sombre... pas trop. Il faut que l'on puisse voir. » Murphy propose : « Un rond de lumière dans l'entrée, quelques rayons du bec à gaz de la rue, le reste de la lumière venant du premier étage ». Un temps. « Très bien. Merci. »

A-t-il dans sa jeunesse connu James Joyce ? « Non, mais il a certainement été l'auteur le plus déterminant de ma vie. Ulysse a ouvert les fenêtres, et la lumière est entrée. C'est le premier livre de lui que j'ai lu. Ma mère m'en avait rapporté un exemplaire de la Shakespeare Press de Paris.

J'avais vingt et un ans, je venais de me marier... et c'est ma femme qui m'a lu Ulysse à haute voix. L'impact a été énorme. J'ai voulu tout lire de Joyce. Avant et après Ulysse, de Gens de Dublin à Finnegans, dont je ne comprends pas tout mais... ce n'est pas nécessaire de toujours tout comprendre. Le style de Gens de Dublin est d'une clarté absolue. Limpide. Les nouvelles de Joyce sont à l'irlandaise ce que celles de Tchekhov sont à la Russie. Ça m'étonnerait que Joyce n'ait pas été influencé par Tchekhov. Je crois bien qu'il le dit lui-même quelque part. »

Le masque mortuaire de Joyce

Le nom de John Huston se trouve déjà associé à celui de James Joyce. L'architecte qui avait restauré sa maison de Galway possédait un terrain sur lequel se trouvait érigée la tour de Martello, dont Joyce parle dans son livre. « C'est l'escalier de la tour que montait Buck Mulligan... J'ai d'ailleurs bien connu Olivier Saint John Gogarty, qui était le vrai Mulligan et qui appelait Joyce « le Danois de Dublin. » Huston et l'architecte prennent l'initiative de la transformer. La présidence du comité est offerte à Huston... qui refuse. « Je trouvais inconvenant que cette présidence soit exercée par un Américain :

elle devait revenir à un Irlandais. Ce dont ils sont convenus, à leur grand soulagement comme au mien. Mais, pour me remercier du rôle que j'avais joué dans la création de ce musée, ils m'ont offert le deuxième moulage du masque mortuaire de Joyce. Une pièce rarissime, que j'ai donnée à Tony. »

Le lendemain, John Huston est là très tôt. Les costumes sont arrivés, les acteurs s'habillent sous le regard acéré de Dorothy Jeakins, une amie d'Alexandre Trauner, créatrice des costumes sur douze films de Huston. Des tenues somptueuses, sorties des musées ou des greniers, dont un corsage tout en dentelle. Il appartient à Dorothy Jeakins, elle le portait il y a plus de cinquante ans, quand elle était jeune fille, elle ne l'avait jamais ressorti. De même, le décorateur prêterait au film sa maison de poupée victorienne. Une pièce unique.

Huston passe tout le monde en revue. Aucun détail ne lui échappe. « Les gants me semblent une fausse note. » « Trop rugueux », murmure Dorothy Jeakins. Exécuté les gants. « Quelle coiffure envisagez-vous pour Lili, la petite bonne ? » Le coiffeur se précipite : « Peut-être un nœud à l'arrière des cheveux ? » Huston réfléchit. « Des nattes ? Portait-on des nattes à l'époque ? » « ... Uniquement pour se coucher, je crois », répond le

coiffeur... mais il va vérifier. Tommy Shaw passe : « Alors ? Les tresses ? » Huston : « Ce n'est pas encore sûr. » Le coiffeur revient : pas de tresses. Huston réfléchit : « Un chignon serré et une petite frange frisée comme celle qui dépasserait d'un bonnet ? »

Plus tard, au premier étage, dans la salle de bal, John Huston examine attentivement le décor. Il aimerait ajouter une dimension supplémentaire à la scène : peut-être des souvenirs, des bibelots, sur lesquels la caméra s'attarderait pendant une des séquences de piano. Il échange quelques souvenirs d'Irlande avec Marie Kean, qui jouait la mère de Barry Lyndon.

Tous deux ont bien connu Nora Fitzgerald et John, qui tenait le Red Bank, ce pub où, par tradition, les pères emmenaient leurs fils pour leur apprendre à manger des huîtres. Le Red Bank a aujourd'hui disparu, remplacé par une église (!), mais Marie Kean a assisté au dernier banquet — qui a duré deux jours.

Deux bouteilles de porto en cadeau

Huston lui raconte un des plus beaux cadeaux qu'il ait jamais reçus : deux bouteilles de porto. Il en avait offert une fût à un de ses amis pour célébrer la naissance de son premier garçon (c'est la tradition). Cet ami a eu des revers de fortune, il a dû vendre peu à peu le porto — ce qui a payé toute la scolarité du fils, qui fait le voyage pour offrir les deux dernières bouteilles à Huston.

Dans un recoin, le metteur en scène Karel Reisz (*la Maitresse du lieutenant français*) observe. Sa présence est exigée par les compagnies d'assurances qui, inquiètes de l'état de santé de Huston, n'ont accepté d'assurer le film que si un metteur en scène de renom était là, prêt à prendre la relève et à finir le film.

Pourquoi donc John Huston s'est-il attendu si longtemps pour porter au cinéma une œuvre de Joyce ? « Il y a longtemps que je voulais tirer un film des *Morts*. Mais ce n'est pas véritablement une opération commerciale. S'ils gagnent de l'argent, tant mieux, mais ils le font par amour. Quand Wieland Schultz-Kell m'a contacté pour tourner les *Morts*, j'ai dit oui. Tout de suite. »

Le film sera prêt en mai prochain.

HENRI BÉHAR.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

AVORIAZ 87

PRIX SPECIAL DU JURY

LA MOUCHE

UN FILM DE DAVID CRONENBERG

LA MOUCHE confirme le talent de David Cronenberg. Déjà un classique.

LA MOUCHE... L'amour monstre... Cette mouche... n'a pas fini de nous obséder. FRANCES-BOUR (R. Chazot)

LA MOUCHE... le plus défilant et le plus pathétique des films d'amour... TÉLÉRAMA (S. Germ)

LA MOUCHE a gagné. LIBÉRATION (O. Séguin)

Le film de David Cronenberg, de loin le plus fascinant du Festival d'Avoriaz... L'ESPRESSO (F. Forrester)

Qualité du jeu, justesse de la mise en scène. Le résultat vole haut.

LE POINT (J. M. Produn)

THEATRE MODERNE
LOCATION 43.59.39.39

L'EFFET GLAPI N

de Jacques Audibert - mise en scène de Jacques Seiler

avec
JACQUES SEILER - ANNIE JOUZIER - ALAIN COURIVAUD

Coproduction Centre Culturel Français de Milan, Compagnie Adelbert, Théâtre National de Chaillot

LES DESOSSÉS

Louis-Charles Sirjaço - Sophie Louchevsky

THÉÂTRE GÉMIE 47 27 81 15

Du 31 JANVIER AU 22 FÉVRIER À 20H30

Dimanche à 15h. Relâche dimanche soir et lundi

DU 5 AU 28 FÉVRIER

PAYSAGES HUMAINS

de Nazim Hikmet

Mise en scène Mehmet Ulusoy

Scénographie et costumes Michel Launay

avec Ayla Algan, Daniel Martin, Robert Ohniguián, Emiliano Suarez, et le musicien Ali Dede Altintas

Coproduction THEATRE DE L'EUROPE - THEATRE DE LA LIBERTÉ

18H30 - PETIT ODEON - SALLE ROGER BLIN - 43.25.70.32

NANTERRE AMANDIER

VIENNE POUR MEMOIRE

(La trilogie de WELCOME IN VIENNA)

Un film de AXEL CORTI - V.O. sous-titrée 35x40

2 DERNIERS WEEK-ENDS

7-8 février • 14-15 février

1ère partie : DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS - 15h

2ème partie : SANTA FE - 17h30 & 3ème partie : WELCOME IN VIENNA - 20h30

THEATRE DES AMANDIERS - NANTERRE

avenue Pablo Picasso 92000 Nanterre

Location : 47.21.18.81 - Tél. 47.21.18.81

Horaires : 18h30 - 20h30 - 22h30

DERNIERE le 11 FÉVRIER

AUBERVILLIERS

GROUPEUSE

ROLAND BLANCHE

L'ETOURDI

MOLIERE

Mise en scène : Jean-Louis THAMIN

Une création du Centre Dramatique National de Bordeaux-Aquitaine

THEATRE DE LA COMMUNE

Location : 48.34.67.67 et FNAC

هكذا من الالاح

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

JAPON DES AVANT-GARDES 1910-1970. Architecture, design, arts appliqués, arts du graphisme et de l'édition. Grande galerie, 9 étages. Jusqu'au 2 mars.

KOTORA. Peintures et sculptures japonaises. Grand Foyer. Jusqu'au 9 février.

JULIAN SCHNABEL, RICHARD RAUQUE, MARCEL ODENBACH. Galeries contemporaines du MNAM. Jusqu'au 22 mars.

KOMOSCHKA. Dessins de 1906 à 1936. Salle d'art graphique (4^e étage). Jusqu'au 22 mars.

LE JAGUAR DE DARTWOOD. Atelier des enfants. Rez-de-chaussée.

LE VENTEUR ET SON DOUBLE. Salle d'actualité BPI et Centre d'information CCI. Jusqu'au 16 mars.

LE CENTRE POMPIDOU. UNE ARCHITECTURE QUI EXPOSE. Galerie du Forum. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 16 mars.

HISTOIRE D'IMAGES. Une sélection de la production graphique du Centre depuis dix ans. Galerie des Brèves CCI. Jusqu'au 16 mars.

Musées

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES. Grand Palais. Gal-

eries nationales, av. Winston-Churchill (42-89-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Sauf mardi et mercredi, 21, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

JEUNE PEINTURE. 39 Salons. Grand Palais. Avenue Winston-Churchill (42-86-45-06). Tous les jours de 10 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 22 février.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La vie de bohème ; l'ouverture de l'Opéra ; La carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle ; L'industrie Thonet ; Les journaux au dix-neuvième siècle ; Stars et monstres sacrés ; Autour d'une sculpture de

Maillol. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, soirées jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANJOU. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 1^{er} mars. RÉTROSPECTIVE ARP (1896-1966). Jusqu'au 8 février. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée 15 F.

LOTHAR RAUMGARTEN, PHILIPPE CAZAL, RICHARD TUTTLE, ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 février.

LES ACQUISITIONS DES XVII^e et XIX^e siècles. Jusqu'au 22 mars. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNES DES MORT-TELS, photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, tél., sauf le mardi de 9 h à 17 h 45.

Centre culturel suédois. Hôtel de Marle, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Jusqu'au 19 février.

JOSEF FELIX MULLER. Centre culturel suisse, 32-34, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 22 février.

QUATRE AMÉRICAINS À LA MANUFACTURE DE SEVRES. American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Du lundi au samedi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 mars.

RÉALITÉ ET FANTASIE DANS LA PEINTURE NAPOLÉONNE DU XVIII^e AU XIX^e SIÈCLE. Institut culturel indien, 50, rue de Varenne. Sauf dimanche, de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 21 février.

CECI N'EST PAS UN CARRÉ BLANC. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (43-63-90-55). Sauf mardi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

NÉGRITUDINISME. L'usage des Nègres dans la peinture depuis son siècle. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-78-14-60). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

WILFREDO LAM. Galerie Maeght, Leclap, 13, rue de Téhéran. Jusqu'au 21 février.

ROBERT MALAVAL. Blum Galerie, 52-54, rue du Temple (42-72-39-54).

HENRI MATISSE. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 28 février.

MICHAUX. Galerie Patrice Trigano, 4, 46, rue des Beaux-Arts (45-34-15-01). Jusqu'au 28 février.

JUDY MILNER. Sculptures. Galerie Samia Samra, 2, impasse des Bourdonnais (43-36-44-56). Jusqu'au 7 mars.

JEAN LE MOAL. Dessins, peintures et gravures. Galerie Galérie, 13, rue Mazurine (43-25-90-84). Du 5 au 28 février.

ANNE MOREAU. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 7 mars.

KACERU NOKU. Galerie Lucien Dazand, 19, rue Mazurine. Jusqu'au 15 février.

PIERRE PAPALIEZOS. Sculptures. Galerie Sculptures, 11, rue Vivienne (46-34-13-75). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février.

ANDREAS FFEIFFER. Galerie Galérie-Schiller, 47, rue de Lappe (42-00-32-10). Jusqu'au 28 février.

JEAN-PIERRE FENECIN. Gravures. Galerie Ben Léazar, 7, rue Poisson (42-77-72-77). Jusqu'au 21 février. L'usage de l'usage. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-75-36-00). Jusqu'au 28 février.

SERGE FLAQUOL. Galerie Pierre Lesot, 153, rue Saint-Martin (48-57-81-71). Jusqu'au 14 mars.

ROLAND SABATIER. Galerie Michel Broomhead, 44, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 14 février.

JULIEN SCHNABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 19 février.

SILBERMANN. Galerie Claude Samuël, 18, place des Vosges (42-71-16-77) et Galerie Gilbert Bouvenot, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 28 février.

ATSUKO TANAKA. Galerie Sandler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 7 mars.

THIBAUT. « Prologue ». Galerie Polaris, 23, rue Michel-Le Comte (42-72-21-37). Jusqu'au 21 février.

TIBOUTLET. Galerie Jean Peyronel, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 28 février.

THIERRY SMOG. Galerie Durban Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (43-34-78-41). Jusqu'au 28 février.

JAMES TURRELL. Galerie Yvon Lambert, 3, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 19 février.

FLORENCE VALAY. Sculptures. Galerie Ragot, 11, rue des Beaux-Monuments (42-71-04-11). Jusqu'au 28 février.

BRAM VAN VELDE. Lithographies. Galerie Marie Perceat, 3, rue Jacques-Cadot (40-46-03-08). Jusqu'au 28 février.

PIERRE WEISSE. Galerie Montemayor-Delval, 31, rue Meisner (43-54-55-30). Du 5 au 28 février.

Galleries

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL. Galerie Justine Olier, 26, place des Vosges (48-57-28-57). Jusqu'au 28 février.

ARTE POVERA. 1945-1971. Galerie Liane et Michel Dumont-Duport, 3, rue des Harpennes (42-77-63-60). Jusqu'au 28 février.

DIX PHOTOGRAPHES AMÉRICAINS CONTEMPORAINS. Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix (42-73-35-47). Jusqu'au 14 février.

POÈMES À VOIR. (Jean Tardieu, Pierre Alchichsky). Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-08). Jusqu'au 13 février.

LETTERMAN. Les débuts (1944-1966). Galerie Liane et Michel Dumont-Duport (42-77-63-60). Jusqu'au 14 février.

EXPOSITION DE GROUPE pour le 9^e anniversaire de la galerie. Galerie Alain Liane et Michel Dumont-Duport (42-77-63-60). Jusqu'au 21 février.

LE NOIR EST UNE COULEUR. (App. Devaux, Herling, etc.). Galerie Liane et Michel Dumont-Duport (42-77-63-60). Jusqu'au 21 février.

FONTANA, HARTUNG, MATTIA. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 28 février.

VALERIE POCCO, ROUAD BELLA-MINE. Galerie Nidol Dina Mouquard, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 28 février.

UNION DES ARTISTES MODERNES. Œuvres d'Artaud, Barré-Despoud, Galerie Vial, 1, rue Sainte-Opportune (42-31-43-33).

A PROPOS DE DESSIN. Dessins, études et carnets ; Chant de d'été de l'artiste japonais. Galerie Adrien Maestri, 44, rue de Bea (43-48-45-15). Jusqu'au 10 mars.

ALANTAR. Peintures, gravures. Galerie Passage, 1, passage des Médicis (Quartier de l'Écluse) (42-77-92-33). Du 6 février au 7 mars.

ALSEN. Galerie Pierre Pont, 76, rue Vieille-du-Temple (42-77-44-24). Jusqu'au 20 février.

ARCANGELO. Galerie Maeght Leclap, 14, rue de Téhéran. Jusqu'au 21 février.

MICHAEL RASTOW. Galerie Jean Brissac, 23-25, rue Guisot (43-26-85-31). Jusqu'au 7 mars.

RICOT. L'empire des la méditerranée. Galerie Convergences Paris, 39, rue des Archives (42-78-37-45). Jusqu'au 18 février.

LOUIS CANE. Gravures et dessins. Galerie Lacourrière-Frélat, 23, rue de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 mars.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Bure, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

CHRISTOPHE CARTIER. Peintures. Galerie Elia, 7, rue de Bourgogne (43-61-63-91). Jusqu'au 27 février.

LE GOURIC. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Fontaine (45-08-58-63). Jusqu'au 28 février.

GRATALOUP. Levigons Baudin, 27, rue de Charonne (41-00-88-18). Jusqu'au 13 mars.

PAUL-ARMAND GETTE. Galerie Claire Bure, 30-32, rue de Lappe (43-65-36-90). Jusqu'au 27 février.

MORIS GONTARD. Galerie Brual, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 21 février.

ROBERT GIBORNE. Galerie Baudouin Leclap, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 14 février.

JEAN-PAUL JAPPÉ. Peintures. Galerie Bellin, 28 bis, boulevard Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 21 février.

JEAN-LOUIS KOLE. Peintures récentes. Galerie Krief-Raymond, 30, rue Mazurine (43-29-32-37). Jusqu'au 15 février.

JOSEPH KOSUTH. Galerie Croust-François, 5 bis, rue des Harpennes (48-57-63-91). Jusqu'au 12 février.

JEAN-MAURICE KRAUTH. Galerie Bure, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

TED EUBAHARA. Galerie Lail Galilé, 37, rue de Charonne (48-07-34-78). Jusqu'au 7 mars.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Le bois grand en Chine et en Occident. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Famille. Jusqu'au 28 mars.

CHELLES. Microgravures « romantiques ». Les Microgravures via par le microscopie « romantique ». Foyer du Centre régional d'animation culturelle, place des Martyrs-de-la-Libération.

LA DÉFENSE. Un siècle de relations artistiques. Galerie de l'Éplanade. Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.

Saint-Denis. L'art guerrier du Japon. Galerie Art 4. Paroisse de la Madeleine (49-05-15-96). Jusqu'au 10 avril.

FRESNES. Miniatures de St. Eusebe, 41, rue Maurice-Théne (46-08-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

JOYEUX-EN-JOSAS. Dessins, peintures, sculptures. Galerie de la Madeleine, 41, rue Maurice-Théne (46-08-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

LEVALLOIS-PERRET. La peinture par l'usage d'objets. Hôtel de Ville, 46 ter, rue Gabriel-Péri (47-31-11-35). Jusqu'au 20 février.

MONTROUGE. Le dessin mural à Héliopolis. Origines de dessins, esquisses, croquis... Bibliothèque, 32, rue Gabriel-Péri. Jusqu'au 25 février.

MONTREUIL-BREYTEN. Rétrospective. Bibliothèque municipale R. Demos, Jardins de l'Hôtel de Ville. Jusqu'au 27 février.

PONTAISE. Hommage à Serge Chateaubain. Patchworks d'aujourd'hui. Jusqu'au 22 février. Musée de Pontaïse, 4, rue Lemaire (30-38-02-40) ; Hôtel de ville (Les Officiers via par André Mabeau). Musée Fierro, 17, rue du Château (30-38-06-75). Jusqu'au 28 février.

SAINT-DENIS. Dessins. Musée d'art et d'histoire, 22, rue Gabriel-Péri (42-03-05-10). Jusqu'au 26 avril.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. La Louve d'Orléans. Jusqu'au 23 février. Les chemins de la Préhistoire en France. Musée des antiquités nationales (34-51-33-65). Jusqu'au 2 mars.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas • J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA. 43-59-20-41. 142, Champs-Élysées. Tous les jours. 19 h à 22 h. Vie agréable au jardin. Spécialités danoises et scandinaves. Vins d'exportation. FESTIVAL DE SAUMON, CANARD SALE, MIGNON DE RENNE.

DINERS

ARMAND. 6, rue Beaujolais, 1^{er} (Palais-Royal). F. sam. midi et dim. Dans une ancienne et belle cave voûtée du XVIII^e s., la mer livre ses trésors : poissons fins, truites, bar, homard... Gîte. Menu 120 F. Accueil j. l. h. du matin. Recom. par Gault et Millau. Tél. 42-60-05-11.

DARKOUM. 42-96-83-76. 44, rue Sainte-Anne, 2^e. F. mardi. Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MECHOUI. Cadre typique et raffiné. Déj. d'affaires et d'hommes. Accueil jusqu'à 23 h 30.

RELAIS BELLIAM. 47-15-54-42. 37, rue François-1^{er}, 8^e. F. sam., dim. Jusqu'à 22 h 30. Cadre dépayssé et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.

AU PETIT RICHE. 47-70-68-68/47-70-86-50. 25, rue Le Pelletier, 5^e. F. dim. Son étouffement menu à 100 F. a.s.c. Vin de Loire. Décor 1880. Salon de 6 à 30 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

Restaurant de la TRINITÉ. 45-26-10-08. 1, r. de la Trinité, 9^e (angle 7, r. Blanche). F. dim. Spécialités foie gras, saumon cru mariné, filet mignon Renaissance et sa belle carte « CORDON ROUGE 85 ». Salle pour repas d'affaires. Cadre fleur. Dîner aux chandelles.

DOUCET EST. 42-06-40-62. 8, rue du 8-Mai-1945, 10^e. Tous les jours. J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasseur, menu 60/95 F. et 91/40 F. a.s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1^{er} Spéc. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS frais maison.

AUX DEUX CANARDS. 47-70-03-23. 8, rue Faintour-Poissonnière, 10^e. F. dim. On. dim. midi, F. dim. midi, de 12 h à 14 h et 19 h 30 à 0 h 15 : carte. Trappe de tradition MENU DÉGUSTATION 120 F. Une spécialité et un repas qu'il n'y a pas à passer. 1^{er} restaurant au 1^{er} Spéc. : Poisson, Foie gras, Foie gras.

CRACOVIA. 43-70-36-72. 33, av. Philippe-Auguste, 11^e. M^e Nation. Spécialités polonaises et slaves. Ouvert tous les soirs sauf dimanche. Ambiance avec musique.

CLOSERIE SARIADAISE. 43-46-68-07. 94, bd Diderot, 12^e. F. dim. Spécialités du PÉRIGORD. Déjeuners d'affaires - Dîners - Salons pour groupes.

YVONNE. 47-20-98-15. 13, rue de Bassano, 16^e. F. dim. VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. HUITRES. Spéc. de POISSONS. Plats régionaux. Carte 150 à 200 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche.

EL PICADOR. 43-87-28-87. 80, bd des Capucines, 17^e. F. lundi, mardi. Déj., dîner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zazmels, gambas, bacalao, calamars tinta. Environ 150 F. Formale à 79,80 F. a.s.c. avec spécialités.

BABOTCHKA. 45-72-60-76. 9, rue Belidor, 17^e. F. dim. LE NOUVEAU RESTAURANT RUSSÉ de la porte des Ternes (entre les hôtels Méridien et Concord).

ANNICK et FRANÇOIS VALLOUT. 42-27-88-44. 75, avenue Niel, 17^e. F. dim. A trois pas de l'Étoile, dans leur décor Napoléon III. Salon particulier. Spécialités de poissons. Vins de propriétaires. Dîner aux chandelles. F. dim soir et lundi.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH. 43-34-26-07. 72, boulevard Saint-Germain, 5^e. TLJ. J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biryani, Tandoori, PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « GRILL D'OR 86 » de la gastronomie indienne.

LE RESTAURANT AÏSSA. 45-48-07-23. 45, rue de la Harpe, 6^e. F. dim. Au 5, rue Sainte-Beuve, 6^e. MÈME DIRECTION. MÈME CUISINIÈRE DEPUIS 1963. Pastilla, couscous-beurre, tagines. Réserv. à partir de 17 h. F. dim-lundi. C.B.

LE JOCKEY. 46-34-23-00. 127, bd du Montparnasse, 6^e. F. dim. Déjeuner, dîner. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin. Foie gras. Poisson. Huitres toute l'année. Parking en sous-sol (sortie rue de Chevreuse.)

CHEZ FRANÇOISE. 47-05-49-03. Adrogat des Invalides, 7^e. F. dim. soir et lundi. Toujours son MENU PARLEMENTAIRE à 95 F. a.s.c. et son dîner MENU exceptionnel à 170 F. Vin et service compris. Parking assuré devant le restaurant : face au 2^e, rue Faber.

RIVE DROITE

LE TRESOR DE GARONNE. 1^{er} étage après Jean-Christ. Des monnaies dans la Cave. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (41-23-12-48). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

LA TÈLE À CINQUANTE ANS. Jusqu'au 15 mars. LES ALLUMÉS DE LA TÈLE. Jusqu'au 22 février. Sauf lundi, de 11 h 30 à 19 h 30 ; mardi jusqu'à 21 heures. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lièvre (42-78-70-00).

CRÈCHES ET TRADITIONS DE NOËL. Musée national de la Céramique, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'entrée gratuite). Jusqu'au 16 février.

SIX PEINTRES TUNISIENS CONTEMPORAINS. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 23 mars.

LE TRESOR DE GARONNE. 1^{er} étage après Jean-Christ. Des monnaies dans la Cave. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (41-23-12-48). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

HERMES. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 mars.

AUGUSTE SANDER. Antiquaire et de l'Antiquaire. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Jusqu'au 8 février.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE À PARIS. TLJ. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e. Salons. CHOUCRUTES. Grillades. POISSONS. Dégustations d'huitres et coquillages.

CHARLOT. « ROUS COQUILLAGES ». 12, place de Clichy - 48-74-49-64. Accueil jusqu'à 1 h du matin. GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOUE À TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER. L'UNE DES MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON. 6, rue Coquillière - 42-36-11-75. « LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES ». Un moment gastronomique de la vie nocturne parisienne. Huitres et fruits de mer toute l'année.

LE GRAND CAFÉ CAPUCINES. 4, bd des Capucines - 47-42-75-77. « LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA ». La fraîcheur des poissons. La finesse des entrées. Magnifique banc d'huitres. ÉPOUSTOUFLANT DÉCOR 1900.

LA MAISON D'ALSACE. 39, Champs-Élysées - 43-59-44-24. « L'AMBASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE ». Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tout-Paris.

AUJOURD'HUI

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN. UN FILM DE DENYS ARCAND

Sortie Nationale 4 février

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE (Festival de Cannes 1986)

PRIX DE LA PRESSE ITALIENNE (Festival de Taormina)

PRIX CINÉMA GEORGES BRASSENS (Festival de Sète)

SÉLECTION OFFICIELLE (Festival de New York)

SÉLECTION CANADIENNE NOMINÉ POUR LES OSCARS 87

DU MEILLEUR FILM EN LANGUE ÉTRANGÈRE

PRIX DU MEILLEUR FILM CANADIEN (Festival des festivals, Toronto)

PRIX DU FILM LE PLUS POPULAIRE (Festival des festivals, Toronto)

MEILLEUR FILM ÉTRANGER 1986 (Association de la critique new-yorkaise)

MOBIER MINIATURE-OBJETS DE MAÎTRISE XVI^e-XX^e. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

OUVERTURE. Un musée d'art contemporain en châteaux de Rivoli (Turin). Hall du CNAP, 27, avenue de l'Opéra. Du lundi au vendredi de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 mars.

JUDITH BARTOLANI ; HÉLÈNE DELPRAT ; LUC LE GROSMEILLER. Hôtel de Ville de Paris. Salle Saint-Jean. Sauf le lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 mars.

SIMPLICISSIMUS. 108 caricatures des années 1918-1933. Jusqu'au 10 février. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (47-23-61-21).

ERIC GRATE. Sculptures et dessins ; TAGE HEDQVIST, peintures et collages.

Centre culturel suédois. Hôtel de Marle, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Jusqu'au 19 février.

JOSEF FELIX MULLER. Centre culturel suisse, 32-34, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 22 février.

QUATRE AMÉRICAINS À LA MANUFACTURE DE SEVRES. American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Du lundi au samedi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 mars.

RÉALITÉ ET FANTASIE DANS LA PEINTURE NAPOLÉONNE DU XVIII^e AU XIX^e SIÈCLE. Institut culturel indien, 50, rue de Varenne. Sauf dimanche, de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 21 février.

CECI N'EST PAS UN CARRÉ BLANC. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (43-63-90-55). Sauf mardi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

NÉGRITUDINISME. L'usage des Nègres dans la peinture depuis son siècle. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-78-14-60). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

WILFREDO LAM. Galerie Maeght, Leclap, 13, rue de Téhéran. Jusqu'au 21 février.

ROBERT MALAVAL. Blum Galerie, 52-54, rue du Temple (42-72-39-54).

HENRI MATISSE. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 28 février.

MICHAUX. Galerie Patrice Trigano, 4, 46, rue des Beaux-Arts (45-34-15-01). Jusqu'au 28 février.

JUDY MILNER. Sculptures. Galerie Samia Samra, 2, impasse des Bourdonnais (43-36-44-56). Jusqu'au 7 mars.

JEAN LE MOAL. Dessins, peintures et gravures. Galerie Galérie, 13, rue Mazurine (43-25-90-84). Du 5 au 28 février.

ANNE MOREAU. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 7 mars.

KACERU NOKU. Galerie Lucien Dazand, 19, rue Mazurine. Jusqu'au 15 février.

PIERRE PAPALIEZOS. Sculptures. Galerie Sculptures, 11, rue Vivienne (46-34-13-75). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février.

ANDREAS FFEIFFER. Galerie Galérie-Schiller, 47, rue de Lappe (42-00-32-10). Jusqu'au 28 février.

JEAN-PIERRE FENECIN. Gravures. Galerie Ben Léazar, 7, rue Poisson (42-77-72-77). Jusqu'au 21 février. L'usage de l'usage. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-75-36-00). Jusqu'au 28 février.

SERGE FLAQUOL. Galerie Pierre Lesot, 153, rue Saint-Martin (48-57-81-71). Jusqu'au 14 mars.

ROLAND SABATIER. Galerie Michel Broomhead, 44, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 14 février.

JULIEN SCHNABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 19 février.

SILBERMANN. Galerie Claude Samuël, 18, place des Vosges (42-71-16-77) et Galerie Gilbert Bouvenot, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 28 février.

ATSUKO TANAKA. Galerie Sandler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 7 mars.

THIBAUT. « Prologue ». Galerie Polaris, 23, rue Michel-Le Comte (42-72-21-37). Jusqu'au 21 février.

TIBOUTLET. Galerie Jean Peyronel, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 28 février.

THIERRY SMOG. Galerie Durban Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (43-34-78-41). Jusqu'au 28 février.

JAMES TURRELL. Galerie Yvon Lambert, 3, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 19 février.

FLORENCE VALAY. Sculptures. Galerie Ragot, 11, rue des Beaux-Monuments (42-71-04-11). Jusqu'au 28 février.

BRAM VAN VELDE. Lithographies. Galerie Marie Perceat, 3, rue Jacques-Cadot (40-46-03-08). Jusqu'au 28 février.

PIERRE WEISSE. Galerie Montemayor-Delval, 31, rue Meisner (43-54-55-30). Du 5 au 28 février.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Le bois grand en Chine et en Occident. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Famille. Jusqu'au 28 mars.

CHELLES. Microgravures « romantiques ». Les Microgravures via par le microscopie « romantique ». Foyer du Centre régional d'animation culturelle, place des Martyrs-de-la-Libération.

LA DÉFENSE. Un siècle de relations artistiques. Galerie de l'Éplanade. Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.

Saint-Denis. L'art guerrier du Japon. Galerie Art 4. Paroisse de la Madeleine (49-05-15-96). Jusqu'au 10 avril.

FRESNES. Miniatures de St. Eusebe, 41, rue Maurice-Théne (46-08-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

JOYEUX-EN-JOSAS. Dessins, peintures, sculptures. Galerie de la Madeleine, 41, rue Maurice-Théne (46-08-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

LEVALLOIS-PERRET. La peinture par l'usage d'objets. Hôtel de Ville, 46 ter, rue Gabriel-Péri (47-31-11-35). Jusqu'au 20 février.

MONTROUGE.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20.35 Série : Marie Perle.
La dernière pétrole.
21.35 Magazine : Médecine à la Une.
D'Igor Barrière, présenté par Robert Namias.
Le corps et l'esthétique.
23.05 Patinage artistique : championnats d'Europe
à Sarajevo. Figures libres, couples.
23.40 Documentaire : Centre Pompidou, 10^e anniversaire.
23.45 Journal.
0.05 Magazine : Premier plan.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Finale, en direct de Monte-Carlo.
21.45 Patinage artistique : championnats d'Europe
à Sarajevo. Figures libres, couples.
22.45 Histoire courtes.
23.10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20.35 Variétés : La nouvelle étoile.
Avec Catherine Lara, Daniel Lavoie, Caroline Loebe,
Touré Kanda...
21.55 Magazine : Thalassa.
Emission de Georges Perroud.
22.40 Journal.
23.10 Cinéma du tiers-monde.
23.35 Prétude à la nuit.

CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : L'été magenta. ■ Film américain de
Michael Ritchie (1980), avec Michael Caine, David Warner,
Angela Pouch McGregor, Frank McKinnon, Jeffrey

Frank. 22.45 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : Ginger
et Fred. ■■ Film italien de Federico Fellini (1985), avec
Giulietta Masina, Marcello Mastroianni, Franco Fabrizi
(v.o.). 2.00 Cinéma : Grizzly, le monstre de la forêt. ■ Film
américain de William Girdler (1976), avec Christopher
George, Andrew Price, Richard Juchacz, Joan McCall, Joe
Dorsey. 2.25 Magazine : Vidéo plaisir.

LA 5

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.40 Série : Les
Cinq. 22.35 Série : Kojak. 23.35 Série : Supercopier.
0.30 Série : L'inspecteur Derrick. 1.40 Série : Les Cinq.
2.35 Série : Star Trek.

TV6

20.30 Sixties : La grande vallée. Les chevaliers du ciel.
Destination danger. 23.20 The London Rock 'n' roll Show.
0.05 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Autoparc. Les Ibis de l'Amélie, de Françoise Théodé.
21.30 Musique. Plein volume. La sélection du mois :
Edouard Loebe. La revue critique. 22.30 Nuits magiques.
La nuit et le moment. Sur le vif. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 26 janvier 1987 à Sarrebruck) : La
chambre de la maison Usher, de Debussy. Les cloches, pour
celles, chœur et orchestre, op. 35, de Rachmaninov, par
l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, les chœurs de
la radio de Stuttgart et de la radio de Hambourg, dir. Myung
Whun Chung, avec Rachel Yakar, Eberhard Buchner, Siegfried
Lorenz, Walter Groenewald, Philippe Huttenlocher.
22.30 Les scènes de France-Musique. A 23.00, Jazz-club.
En direct du Petit Olympe : Bob Dorough et Bill Talamo.

Jeudi 5 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 13.50 Série : La croisière s'annule.
14.40 Feuilleton : Lesur (24^e épisode).
15.15 Quarté à Vincennes.
16.30 Ravi de vous voir.
16.50 Série : Alfred Hitchcock présente...
17.00 Variétés : La chanson aux chansons.
17.00 Émission de Pascal Sevras.
17.25 La vie des Soies.
17.50 Feuilleton : Huit, qu'on s'arrête.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
De Patrick Drovet.
18.40 Jeu : La roue de la tortue.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocomacaboy.
20.00 Journal.
20.30 Série : Columbo. La femme cablée.
Magazine : Infovision.
Émission d'Alain Dervaux, Roger Pio, Maurice
Albert, Jacques Dourouy et Bernard Lelievre.
21.15 Documentaire : Centre Pompidou, 10^e anniversaire.
22.20 Journal.
23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 13.45 Feuilleton : La riche et la pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe.
Enquête : cancer et emploi (3^e partie).
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Recré A2.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma :
Le même Vert-de-gris. ■ Film français de Bernard Borderie (1952). Avec
Eddie Constantine, Dominique Wilms, Howard Vernon,
Jean-Marc Téberg, Dario Moreno.
22.15 Patinage artistique : championnats d'Europe
à Sarajevo (figures libres, messieurs).
23.20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 14.00 Magazine : Thalassa (rediff.).
14.30 Espace francophone (rediff.).
16.00 Documentaire : Hautes curiosités.
16.50 Les médias-peintres.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.20 La cuisine des jumeaux.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.04 Jeux : La classe.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : Le fils ricanant. ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1973), avec

Walter Matthau, Bruce Dern, Lou Gosset, Albert
Pachard.
22.25 Journal.
22.55 Magazine : Montagna.
23.25 Prétude à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 Le cavalier rouge. ■ Film français de Robert Housin
(1986), avec Robert Housin, Candice Paton, Ivan Desny,
Maurice Audier, Constantin Koularow. 15.40 Cinéma :
L'Éducation de Rita. ■ Film anglais de Lewis Gilbert
(1984), avec Michael Caine, Julie Walters, Michael Wil-
kings, Jeanne Crowley, Maureen Lipman, Malcolm Douglas.
17.25 Série : Triangle en herbes. 18.00 Flash d'informa-
tions. 18.05 Dessin animé. 18.15 Jeu : Les affaires sont
les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash
d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nuit. 20.05 Sco-
quiz. 20.35 Cinéma : Pasa d'ango. ■ Film français de
Jean-Louis Daniel (1985), avec Robin Remond, Alexandra
Stewart, Véronique Delbois, Jean-Paul Muel, Jeffrey Kime,
Agathe Cassandre. 21.50 Flash d'informations. 22.00
Cinéma : Terreur dans la salle. ■ Film américain d'
Andrew J. Koenig (1984), avec Clint Eastwood, Faye
Dunaway, Sylvester Stallone, Jane Fonda, Dustin Hoffman,
Anthony Perkins, Elliot Gould, Bette Davis, Sissy Spacek.
23.30 Cinéma : Pasa en voyage d'affaires. ■ Film
italien de Elio Petri (1985), avec Predrag Milki-
Manojlovic, Moreno de Bartoli, Mirka Karasovic, Mustafa
Nadarevic, Mira Fariha, Davor Dujmovic (v.o.).
1.35 Série : Expiation à la mode.

LA 5

14.10 Série : L'inspecteur Derrick. 15.20 Chips.
16.15 Série : K 2000. 17.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
18.00 Série : Supercopier. 18.15 Jeu : Les affaires sont
les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.50 Flash
d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif nuit. 20.05 Sco-
quiz. 20.35 Cinéma : Pasa d'ango. ■ Film français de
Jean-Louis Daniel (1985), avec Robin Remond, Alexandra
Stewart, Véronique Delbois, Jean-Paul Muel, Jeffrey Kime,
Agathe Cassandre. 21.50 Flash d'informations. 22.00
Cinéma : Terreur dans la salle. ■ Film américain d'
Andrew J. Koenig (1984), avec Clint Eastwood, Faye
Dunaway, Sylvester Stallone, Jane Fonda, Dustin Hoffman,
Anthony Perkins, Elliot Gould, Bette Davis, Sissy Spacek.
23.30 Cinéma : Pasa en voyage d'affaires. ■ Film
italien de Elio Petri (1985), avec Predrag Milki-
Manojlovic, Moreno de Bartoli, Mirka Karasovic, Mustafa
Nadarevic, Mira Fariha, Davor Dujmovic (v.o.).
1.35 Série : Expiation à la mode.

TV6

14.00 6 Toes. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6.
19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps
des copains. 20.30 Cinéma : Bel ordure. ■ Film français de
Jean Marbœuf (1973), avec Bulle Ogier, Claude Brasseur.
22.00 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les scènes de France-Musique, de Franz Bartel, avec Denise
Genot et Michel Robin. 21.30 Musique : Emotion-
nement. La danse du canard. Tympan sorcier. Lettre
d'Amérique. Nouvelles musiques de Tokyo.
22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment. Arsons.
0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la Grande Halle de La Vil-
lette) : Concerto pour violon et orchestre n° 1 en si bémol
mineur K 207, Concerto pour violon et orchestre n° 2 en ré
mineur K 211, de Mozart, par l'Orchestre de chambre
d'Europe, dir. et violon : Gidon Kremer; après l'entracte :
Concerto pour violon et orchestre n° 3 en ré mineur K 216 et
Adagio et fugue pour cordes en ré mineur K 546, de Mozart.
23.00 Les scènes de France-Musique. Jeanne d'Arc 3
Roses : la combustion (Parodi, Riboni, Honegger, Stock-
hausen). 24.00 L'air du froid : Britten, Chostakovitch, Hin-
demith, Brahms, Leken.

Pour les allocations familiales maintenant, je timbre !



EN BREF

■ **COLLOQUES** : un symposium du Collège des études juives. — Le Collège des études juives, créé par l'Alliance israélite universelle, organise les 7, 8 et 9 février un symposium : « Israël face aux nations ». Image biblique, approches talmudiques, représentations de l'Orient et de l'Occident, visions du christianisme, seront envisagées par un grand nombre d'orateurs dont Shmuel Trigano et Marc-Alain Dufrenoy. Du samedi 7 février à 20 h 30 au lundi 9 février au soir, à l'École normale israélite orientale, 6 bis, rue Michel-Ange, 75016 Paris. Pour tout renseignement, tél. : 42-80-35-00, poste 146.

■ **SÉMINAIRE** : au seuil de l'an 2000. — L'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU) organise, le vendredi 6 février, un séminaire d'une journée ouvert au public, sur le thème « Espoir et inquiétudes au seuil de l'an 2000 ». Trois sujets de réflexion ont été retenus : « Informatique », « Santé » et « Nucléaire ». Inscriptions : 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél. : 43-20-01-32 (de 14 heures à 17 heures).

■ **STAGE** : aéromodélisme. — Le Centre audiovisuel d'information sur le pilotage des aéronefs (CAVIPA), association régie par la loi de 1901, organise du 16 au 21 février un stage gratuit d'initiation à l'aéromodélisme (c'est-à-dire la technique de construction et la pratique d'utilisation des modèles réduits d'avion), pour les jeunes qui souhaitent s'orienter vers les carrières aéronautiques.

■ **CAVIPA**, 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris, tél. : 46-51-29-77.

■ **STAGES** : ARACQ. — L'Association de recherche et animation culturelle de quartier (ARACQ), régie par la loi de 1901, propose des stages d'expression orale et de formation aux techniques radiophoniques aux personnes qui se destinent aux carrières de speaker, de réalisateur, d'animateur, ou qui, simplement, souhaitent acquérir plus d'aisance et d'assurance dans leur vie quotidienne et professionnelle. Deux formules sont proposées : un stage longue durée de deux mois à partir du 17 mars, à raison d'une séance de trois heures par semaine, ou, au choix, du mardi au vendredi de 19 heures à 22 heures, ou un stage intensif de cinq jours à raison de 6 heures par jour du 16 au 20 mars inclus.

■ **Inscriptions** : ARACQ, 3, rue de Mont-Louis, 75011 Paris, tél. : 43-70-54-48.

PARIS EN VISITES

VENREDI 6 FÉVRIER

■ **Le nouveau Musée d'Orsay**. 9 h 45, 1, rue de Bellechasse (Académie).
■ **L'Opéra de Paris**. 14 heures, hall.
■ **France et Russie au dix-huitième siècle**. 13 h 30, Grand-Palais (J. A. Auzanet). Ou 16 h 30 « Paris et son histoire ».

■ **Les salons de l'hôtel de Launay**. 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

■ **Trésors de la cathédrale russe**. Fête de mariage de Sacha Guym. Filles de l'Est. 15 heures, 12, rue Daru (L. Haulier).

■ **Évocation de Victor Hugo en sa maison**. 15 heures, 6, place des Vosges. Inscription au : 42-60-71-62; après 18 h 45 au 45-48-26-17 (A. Ferrière).

■ **Le faubourg Saint-Honoré**. 14 h 30, parvis église de la Madeleine (M. Pobyer).

■ **Du Sentier au Palais-Royal**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Exposition l'orfèvrerie hellénistique de Tarente**. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Le musée d'Orsay**. 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

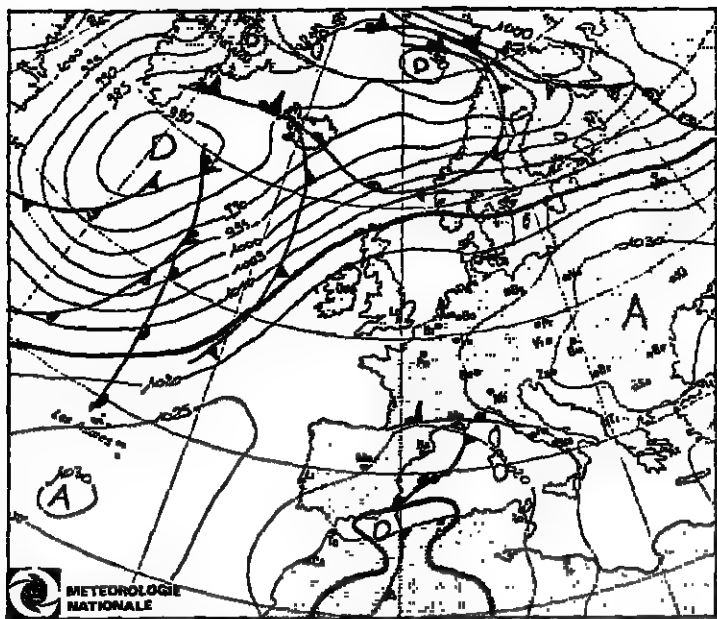
■ **Hôtels et jardins du Marais**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

■ **Hôtels du Marais (nord)**. Place des Vosges. Le manoir de Clisson. Les dernières restaurations. 14 h 30, 158, boulevard Haussmann, caisse (Approche de l'art).

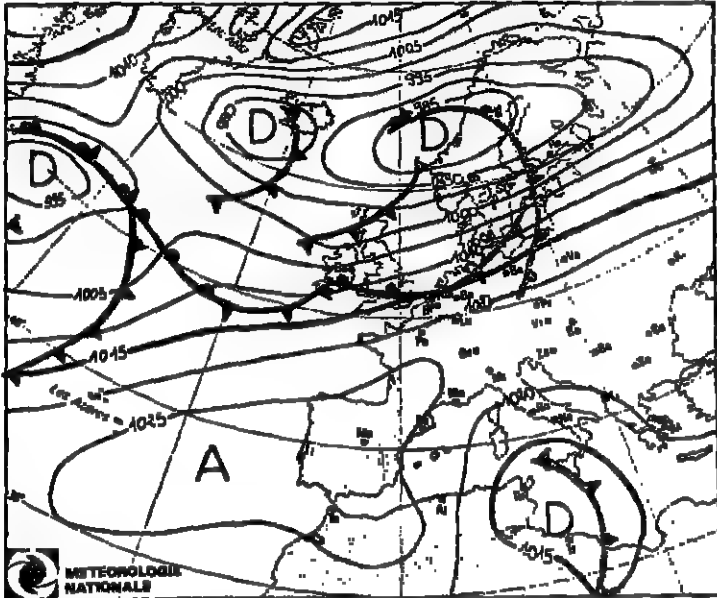
■ **Hôtels de l'île Saint-Louis**. 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et historique).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 4 février à 0 heure et le jeudi 5 février à 24 heures

Au cours des journées des 4 et 5 février, le temps en France restera en général calme et très brumeux du fait de la présence sur notre pays d'une large zone anticyclonique. Ces hautes pressions rejettent vers le sud la dépression méditerranéenne, marquant ainsi la fin des pluies dans le Midi; dans le Nord-Ouest, une nouvelle onde perturbatrice atlantique touchera faiblement la France le 5 en soirée.

Le 4, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 5, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 6, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 7, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 8, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 9, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 10, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 11, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 12, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 13, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 14, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 15, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 16, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 17, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 18, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 19, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 20, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 21, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 22, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 23, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 24, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

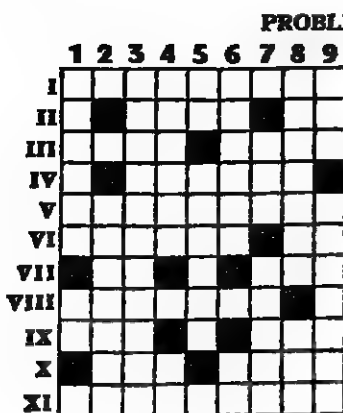
Le 25, le matin, le temps sera gris avec des brumeaux denses et de nombreuses régions, notamment sur le Nord, le Nord-Est, la Bourgogne, le Lyonnais, le Centre, le Massif Central et l'Aquitaine, il gèlera modérément en Alsace, -2 degrés, où les brumeaux seront persistants ainsi que dans tout le nord-est. Les températures minimales seront légèrement positives dans l'intérieur du pays, de l'ordre de 2 à 3 degrés.

Le 26, le matin, le temps sera gris avec

حكايا من الاصل

« Services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Dont le fruit est bien juteux. —
II. Tour de champ. Carte de crédit.
— III. Un vrai poison. Hors-jou ou
ont. — IV. Peut nous peindre au nez.
— V. Homme d'affaires.
— VI. Enveloppe de charme. Person-
nel. — VII. Dans le coup. Mot
d'esprit. — VIII. Etat de manque.
— IX. Vieil éclat. Animal. — X. Abré-
viation universitaire. Bien mûr. —
XI. Dure ce que dure l'Eros.

VERTICALEMENT
1. Voût ou est vu d'un mauvais
œil. Lettre grecque. — 2. Boîte de
métal. — 3. Couvert de noir. —
4. Cause de feu et parfois de froi-
deur. Personnel familial. — 5. Forme
d'avoir. Très amer. — 6. Établisse-
ment de « crèche ». — 7. Menus de jeu.
A peut-être demandé le menu ou
refusé la carte. — 8. Accessoire de
pêche. Science naturelle. — 9. Forme
d'être. Bien exposée.

Solution du problème n° 4413
Horizontalement
I. Sommier. — II. Trier. Air. —
III. Requins. — IV. U.R.S.S. RQ. —
V. Prête. Eau. — VI. Tel. Rangé.
— VII. Économie. — VIII. Ain. Nègre.
— IX. ST. As. Mal. — X. Cl. Sein.
— XI. Dentiste.
Verticalement
1. Strip-tease. — 2. Ore. Récit. —
3. Miquelou. Ce. — 4. Meurt. Ain.
— 5. Irises. — 6. NS. Ame. Si.
— 7. Ras. Enigmes. — 8. Ragernit.
— 9. Braque. Elou.

GUY BROUTY.

EN BREF

● **AVENTURE** : femmes sur la
banquise. — En février 1987 (le
Monde du 29 janvier 1988) six
femmes entreprennent la conquête du
Pôle Nord. Il s'agit de traverser la
banquise de l'océan arctique de
l'archipel de Spitzberg au Pôle
Nord. Après un périple de soixante
jours sur la glace et six cents kilomè-
tres elles devront abandonner. Leur
aventure n'est pas moins une
première et un exploit physique et
sportif. Dans le cadre du Forum de
l'aventure, Madeleine Griselet et
l'équipe des « Femmes pour un
pôle » présenteront un diaporama
relatant leur expédition le dimanche
8 février à 13 h 30 au CNIT la
Défense et répondront aux questions
des spectateurs.
★ Femmes pour un pôle, 1, rue
Saint-Epvre, 54000 Nancy, tél. 83-32-
08-03.

● **EXPOSITION** : voyage au
centre de la terre. — Cuy a-t-il
sous nos pieds ? Bien des choses :
des plantes, des animaux, des
câbles, des galeries, des carrières,
des murs et piliers souterrains etc. ;
la Maison de la nature présente
jusqu'au 15 mars une exposition sur
le « Monde souterrain et ses mystères ».
La première partie est consa-
crée aux plantes et animaux vivant
sous terre (cloportes, hannetons,
taupes, renards, lombrics jaillies).

champignons dont certains doivent
être observés à la loupe). La
deuxième partie traite des divers
aménagements du sous-sol, en par-
ticulier dans la région parisienne :
restes archéologiques, distribution et
stockage du gaz et de l'eau, réseaux
de câbles (télévision, téléphone,
électricité), canalisations, etc. Pour
les visites de groupes, il est indispen-
sable de s'inscrire par téléphone.
★ Maison de la nature, 9, quai du
4-Septembre, 92100 Boulogne. Réser-
vements et réservations de 9 heures à
12 h 30 et de 14 heures à 18 heures au
46-03-33-56.

● **VIE PRATIQUE** : déconcu-
binage. — Contrairement à la femme
légitime, la concubine abandonnée
après des années de vie commune
n'a aucun droit sauf un hypothétique
dédommagement pour « enrichisse-
ment sans cause » si, par son ac-
tivité, elle a contribué au dévelop-
pement de l'entreprise ou du commerce
du concubin. Mais après un procès
dont l'issue est hasardeuse car la
preuve difficile à apporter. Ni pension
alimentaire ni partage des biens n'est
prévu en cas de « déconcubinage ».
Un petit guide pratique, la Vie à deux
en 1988, conseille utilement les cou-
ples vivant maritalement. On peut se
le procurer auprès de la Chambre des
notaires, 12, avenue Victoria, 75001
Paris, (20 F).

JOURNAL OFFICIEL

Sous publiés au Journal officiel
du mercredi 4 février

DES DÉCRETS :

● N° 87-57 du 2 février 1987
modifiant le décret n° 74-515 du
17 mai 1974 portant statut particu-
lier des corps militaires des méde-
cins, des pharmaciens-chimistes et
des vétérinaires-biologistes des
armées.

● N° 87-60 du 3 février 1987
portant modification des prix du ser-
vice des télécommunications dans le
régime intérieur.

● Du 3 février 1987 portant pro-
motions et nominations dans la pre-
mière section, nomination dans la
deuxième section du cadre des ingé-
nieurs généraux de l'armement.

UN ARRÊTÉ
● Du 26 janvier 1987 interdis-
sant, en application de l'article
L. 552 du code de la santé publique,
la publicité pour un objet, un appa-
reil ou une méthode présentée comme
bénéfique pour la santé lorsqu'il
n'est pas établi que le dit objet,
appareil ou méthode, possède les
propriétés annoncées.

loterie nationale

TRANCHE (N°1) DU

SUSPENSE

TIRAGE DU MARDI 3 FÉVRIER 1987

LE NUMÉRO 093115

SAIGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 700

GAGNENT 1 500,00 F

loterie nationale

TRANCHE (N°1) DU

SUSPENSE

TIRAGE DU MERCREDI 4 FÉVRIER 1987

LE NUMÉRO 070850

SAIGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 277

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

VENTES AUX ENCHÈRES
CHARTRES - GALERIE DU CHARTRES
DIMANCHE 8 FÉVRIER à 14 h 30
ARMES, pistolets 18°, 19°
M. Marquand, exp. 43-27-51-27
DIMANCHE 15 FÉVRIER à 14 h
CABINET de PROFES. X...
Instr. de physique et chimie. Horlogerie
Exp. M. Randier - 45-48-86-24
M. Anthony Turner, expert
M. LELIEVRE, com. pris. am.
1 bis, pl. du Général-de-Gaulle
28000 CHARTRES, T. 37-30-43. Catalogue

FONTAINEBLEAU
HOTEL DES VENTES
5, rue Royale
DIMANCHE 8 FÉVRIER
à 14 h
Obj. d'art et d'ameublement
argenterie, bij. tablé aux et mod.
mob. anc., tapis d'or, tapissierie
M. J.-P. OSENAT, comm.-priseur
Tél. (1) 64-22-27-62

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jean et Sylvie
MICHEON-CALDAIROU

ont la joie d'annoncer la naissance de
leur petite-fille,

Marion,

le 19 janvier 1987,
au foyer de Jean-Marie et Anne Prost-
Bichon.

Le Mont-Charvay,
Saint-Baldouy,
73190 Challes-les-Eaux.

— Dominique, Bruno SCHWAB
et leurs enfants, Julie, Thomas
et Raphaël,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Quentin,

le 28 janvier 1987.

12, avenue Baudard,
92270 Bois-Colombes.

Décès

— Roy ADZAK,
sculpteur, photographe, peintre,
est décédé le 30 janvier 1987.

Le service religieux sera célébré le
vendredi 6 février, à 10 h 30, en l'église
St-Michel's, 3, rue d'Aguesseau, à Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Arfeuille, Gaubert,
Poussanch, Sudre,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean ARFEUIL,

née Thérèse Ramez,

survenue le 3 février 1987, à l'âge de
soixante-quatre ans.

Brazz-Paiz,
81500 Lavaur.

— Le président,
Et le conseil d'administration de l'univer-
sité de la Réunion,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Théodore CADET,

doyen honoraire
de la faculté des sciences,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenue le 3 février 1987, à l'âge de cin-
quante ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Saint-
Denis-de-la-Réunion.

— Le président,
Le vice-président,
Le conseil d'administration,
Et le personnel de la Société natio-
nale Elf-Aquitaine,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean FEGER,

ancien directeur général adjoint
de la Société nationale
des pétroles d'Aquitaine.

Il a été en pleuvoir du développement
du gisement de gaz de Lacq.

— Jacques et Françoise Lautman,
Isabelle, Alice, Jean Sébastien,
Olivier et Madeleine Lautman,
Sophie, Sabine, Albert, Bruno,
Nathalie, Olivier Couvier,
Les familles Mathiez, Aumeunier,
Krivine, Lautman, Perquet, Sam-
Lajouane,
Parents et alliés,

ont la tristesse d'annoncer le décès, le
30 janvier 1987, à Chamonix, de

Suzy LAUTMAN,
née Perquet-Doré,
agréée de l'Université,
professeur honoraire au lycée Fénélon,
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Conformément à son désir, elle sera
ensevelie aux côtés de son mari.

Albert LAUTMAN,
(1908-1944),
résistant, mort pour la France,

dont le souvenir est ici rappelé,
le vendredi 6 février, à 10 h 30, au cime-
tière de Dourdan (Essonne).

Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Diana Forcand,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Riso-Levi, Ocini et
Miller,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Geddo RISO-LEVI,

médicins égyptiens,

survenue le 3 février 1987, à Paris.

5, rue du Bois,
92000 Asnières.

— MM. Numa Sadoul,
père et fils,
M. Maurice Bortol
et sa famille,
Les familles Fernandez, Peyrignat et
Bordet,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Albina SADOUL,

survenue à Nice, le 31 janvier 1987, dans
sa soixante-quatrième année.

— M^{me} Raymond Schwartz,
son épouse,
M^{me} Monique Schwartz,
sa fille,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond SCHWARTZ,

survenu à Cagnes-sur-Mer, le 29 janvier

1987.

Les obsèques ont eu lieu le mardi

3 février, au cimetière parisien de Pau-
ville.

La famille remercie tous ceux qui lui
ont témoigné leur affection.

52, boulevard Rochecrouart,
75018 Paris.

— M^{me} Gilberte Solag,
M. Claude Solag
et ses enfants,
Nathalie, Jean-Pierre et Ludovic,
M. et M^{me} Jean-Claude Fouchon
et leurs enfants,
Laurent et Jean-Yves,
M. Daniel Solag,
Les familles Chemin, Tartour,
Cohat, Hagiage, Naccache et Solag,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest SEBAI,

survenu le 2 février 1987, dans sa

quarante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi

5 février.

Le convoi partira de l'hôpital Bouci-
caut, à 13 h 15.

On se réunira à la porte principale du

cimetière parisien de Thiais, à

14 heures.

47, rue de l'Église,
76015 Paris.

— M^{me} Claude Seignour,
M. et M^{me} Claude Geoffroy
et leurs enfants,
M. Francis Mennet
et ses enfants,
M. Evlyne Seignour,
M. Marie-France Espagnet
et ses enfants,

Le docteur et M^{me} Bernard Dardalet
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Patrick Seignour
et leurs enfants,
M^{me} veuve Jean Seignour
et ses enfants,
M^{me} veuve Pierre Boudovillain
et ses enfants,
M. et M^{me} Pierre Wolfin
et leurs enfants,
Ses frères et sœurs,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SEIGNEUR,

survenu le 1^{er} février 1987, au Cap

Antibes, dans sa quarante-deuxième

année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Avec immense regret, en souvenir

de

Paul BOUCHON,

journaliste,
(4 avril 1908-4 février 1971),

une pensée est demandée.

« Thou wast not born for death... »
(John Keats 1821 f.)

« Tu n'étais pas né pour la mort... »

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare : « La

mémoire en l'honneur de... » défilé autour de

l'effigie de Waldstein, de B. Cohen et

L. Rosenzweig, en présence de Lac

Rosenzweig, journaliste au Monde, le

5 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-
Claude, à Paris-3.

— Les orphelins apprentis d'Auteuil

présenteront les 10 et 11 février pro-
chains au cirque d'Hiver, à Paris, une

comédie musicale *Joseph*. Réser-
vation : châteaux des Vaux, 28240 La

Louppe. Tél. (16) 37-37-02-02.

Soutenances de thèses

— Université Toulouse-II, 5, allées

Antoine-Machado, 31000 Toulouse,

vendredi 6 février, à 9 heures, salle du

Château, M^{me} Jacqueline Guesnot,
épouse Bonifay : « La promotion du

français scientifique et technologique
dans l'enseignement supérieur. Pro-
blèmes généraux et recherches appli-
quées. »

— Université Paris-VIII, 2, rue de la

Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02,

samedi 7 février, à 14 h 30, salle G 201,
M. Jean-Claude François : « Le théâtre

allemand de l'après-guerre (1945-
1950) : traditions et nouvelles. »

— Université Paris-Val-de-Marne,
jeudi 19 février, à 15 h 30, salle des

thèses, M^{me} Evlyne Garnier, épouse

Silvan : « Rôle des terminaux dans le pro-
cessus de transformation et d'humidifi-
cation de la matière organique des sols

forestiers tropicaux. »

— Université Paris-I, mercredi

25 février, à 14 heures, salle Liard,
M^{me} Solange Montagne : « L'industrie

du prêt-à-porter en France. »

— Université Paris-VIII, 2, rue de la

Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02,
samedi 28 février, à 14 h 30,

salle G 201, M^{me} Marianna Cour : « La

maître et l'épave, une œuvre mé-
diévale. »

— Nas abonnés, bénéficiez d'une

réduction sur les insertions du « Car-
net du Monde », sans frais de journal et
sans envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Communication

Patron de la FNAC et de la GMF

M. Baroin candidat au rachat de TF 1

M. Michel Baroin, président de la
GMF (Généraliste mutuelle des fon-
ctionnaires), s'appuie à poser sa can-
didature pour la reprise de TF 1.
Face au tandem Hachette-Havas, à
l'association Bouygues-le Point et au
personnel de TF 1, voici donc un
nouveau challenger dans une com-
pétition difficile et dans laquelle, aux
yeux de certains, les jeux sont déjà
faits.

Si la soudaine entrée sur scène de
M. Baroin paraît bonnuler au peu
les cartes, l'initiative du patron de la
GMF — un empire contrôlant une
soixantaine de sociétés et dont le
chiffre d'affaires dépasse les 10 mil-
liards de francs — n'est pas non plus
une surprise. A la fin novembre, ce
dernier avait clairement laissé
entendre son intérêt pour la « Une »,
laquelle, selon lui, peut se révéler
« une très bonne affaire ». La dis-
crétion était, depuis, totale, mais
une équipe solide travaillait au pro-
jet en refusant « toute stratégie de
pression et d'effet d'annonce ».

Le dossier sera soumis à la Com-
mission nationale de la communica-
tion et des libertés, au nom de la
GMF et de la FNAC, l'une de ses
filiales, dont M. Baroin est le PDG.
Une candidature que ce dernier
servira sous la forme d'une « lettre
réaction » entre le grand public, le
personnel de la chaîne et les socié-
taires de son groupe. Un principe de
partenariat cher à M. Baroin qui
n'exclut pas pour autant le « réa-
lisme financier ».

ANITA RIND.

PUBLICITÉ

Mamie et ses sponsors

Les mamies sont à la mode !
Les premiers à s'en rendre
compte ont été les responsables
des machines à laver Vadelette
avec leur « mère Denis ».
D'autres entreprises ont pris le
relais : Nova — yaourts et
crèmes dessert — et se célèbre
« mamie », les pâtes Lustru et
leur bonne-maman qui apprend à
de petits hommes verts à cuire
des pâtes.

Les cafés Grand-mère propo-
sent aujourd'hui d'honorer celles
qui font leur fortune en instituant
une fête à leur nom, la « fête des
grand-mères » célébrée tous les
ans le troisième dimanche avant
Pâques (cette année le 28 mars)
et de leur consacrer une fleur : la
jonquille. Une fleur qui pousse à
cette époque et qui, assure
M. Pierre Jacquesson, directeur
général des cafés Grand-mère,
inspire « dynamisme, gaieté et
jeunesse ».

Elle n'était en tout ces pas
triste du tout cette conférence de
presse organisée, lundi 2 février
à Paris, pour lancer la campagne.
Une vingtaine de mamies res-
plendissantes — parmi lesquelles

la comédienne Bernadette
Lafont, la réalisatrice Catherine
Moléro, Françoise Gornet-
ADG de Western — avaient été
convignées à un cocktail puis à un
dîner, toutes émuees à l'idée d'être
fêtes une fois de plus entre les
femmes, le 6 mars, et la fête des mères, en
mai.

Madame Michaux-Chevry,
secrétaire d'Etat auprès du pre-
mier ministre chargée de la trans-
phonie, s'est associée à l'ini-
tiative. Sur ses conseils, les
mamies de Paris ont organisé en
janvier un après-midi « fée-
me-moi grand-mère », au cours
duquel des cortèges profession-
nelles, des grand-mères de qua-
dix et des enfants des cortèges de
loisirs ont échangé des lettres
connaissances ou idées.

Le succès a été immédiat, l'opé-
ration sera-t-elle étendue aux
autres mamies de France et
l'association pour la promotion
de la fête, sponsorisée par les
cafés, publie un recueil des
meilleures histoires de mère-
grand.

SOLIDARITÉ

Les associations caritatives françaises ont fait largement appel aux stocks de la CEE

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les associations caritatives fran-
çaises font assez largement appel à
la possibilité qui leur a récemment
été offerte par la Commission euro-
péenne de puiser dans les excédents
agricoles de la Communauté. Ainsi,
à la date du 2 février, 500 tonnes de
beurre et 479 tonnes de viande leur
avaient été livrées.

La procédure est assez simple : les
associations s'adressent au ministre
de l'Agriculture, qui les renvoie aux
organismes de stockage. Ceux-ci
fournissent gratuitement le beurre,
la viande de bœuf, mais très bientôt
aussi la farine, la semoule. La com-
mission prend en charge les frais de
transport (plus de 200 francs par
tonne de beurre, comme pour la
viande), mais aussi ceux de condi-
tionnement et de distribution. Dans
le cas de la viande, ces derniers sont
remboursés à la hauteur de
1 100 francs par tonne.

Ph. L.

Le Monde

sur minitel

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Communication

Le ministère du budget et le financement de l'audiovisuel

Le satellite de télévision contesté

La publication par le *Figaro* d'une lettre de M. Alain Juppé au premier ministre remettant en question la politique des pouvoirs publics sur le satellite de télévision directe (*le Monde* du 4 février) plonge le gouvernement dans l'embarras. Le ministre du budget rallume en effet une polémique qui avait été tranchée personnellement par M. Jacques Chirac en juillet 1986.

Le premier ministre avait alors confirmé le programme des satellites TDF 1 et TDF 2, entraînant l'évolution du système de télévision européenne vers la norme industrielle D2 MAC qui doit remplacer le PAL et le SECAM. Si l'Etat assure le financement du premier satellite, M. Chirac avait demandé que celui de TDF 2 soit pris en charge par le privé. M. Claude Contamine, chargé d'étendre le problème, a remis son rapport il y a quinze jours. Il y préconise l'apport de 600 millions de francs, en premier tiers du financement de TDF 2, par une société composée d'industriels (Thomson, Philips, Aérospatiale, Alcatel, etc.) et des candidats aux chaînes du satellite : Hachette, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et le groupe britannique de M. Rupert Murdoch.

Depuis, certes, la CLT a « suspendu » son accord à ce montage. Candidato à la reprise de la Cinq, le satellite devait lui servir à élargir son réseau. Mais devant la défection de son partenaire Hava, la CLT a dû se rabattre sur la sixième chaîne et n'envisage plus de monter sur le

satellite. Or le nouveau candidat à la reprise de la Cinq, M. Robert Herment, n'a pas fait connaître ses intentions vis-à-vis du satellite. A moins que la publication de la lettre de M. Juppé par le *Figaro* soit une sorte de réponse déguisée.

Une exigence logique

Le ministre du budget s'inquiète aussi d'un autre point du plan de M. Contamine : la garantie demandée à l'Etat des prêts bancaires sollicités par la société d'exploitation du satellite. Une garantie qui devrait couvrir jusqu'au lancement et à la mise en service de TDF 1. L'exigence semble logique puisque l'Etat assure toute la première phase du programme. Mais les industriels du secteur Ariane, les polémiques sur la fragilité technique du satellite de télévision directe ne rassurent guère M. Juppé.

Enfin, le ministre du budget semble très sensible aux arguments de son collègue M. Gérard Longuet,

ministre des P et T. Ce dernier n'a jamais caché son hostilité au programme de satellites de télévision directe. Il préfère soutenir les projets concurrents de sa propre administration, la direction générale des télécommunications, qui s'intéresse fort aux transports des chaînes de télévision par des propres satellites Telecom 1 A et 1 B. Les bénéfices de la DGT servent traditionnellement à renforcer les caisses du budget, rien d'étonnant à ce que M. Juppé et Longuet fassent, pour une fois, cause commune.

On ne connaît pas encore la réaction de M. Chirac à la demande de réunion d'un conseil interministériel sur le sujet. Mais les industriels de l'électronique ont déjà fait savoir leur détermination à poursuivre le programme TDF 1-TDF 2. Pour eux, il s'agit, au travers du satellite, de protéger tout le marché européen de télévision dans une collaboration européenne sur la norme D2 MAC. Un enjeu considérable sur lequel les industriels ne sont pas prêts de céder.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La reprise de la 6^e chaîne

Accord entre la CLT et la Lyonnaise des eaux

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), maison mère de RTL et la Lyonnaise des eaux se sont réunies pour discuter de la reprise de la sixième chaîne de télévision. Leurs conseils d'administration respectifs ont donné leur accord, vendredi et samedi derniers. Les deux partenaires disposeront de 25 % chacun du capital de la société exploitante. Les 50 % restants sont actuellement proposés à leurs anciens partenaires dans des tours de table devenus caducs à cause des changements de stratégie.

Paribas (pour la CLT), les Editions Amery, la Compagnie finan-

cière de Suez, Pathé-Images et la maison de production MK 2 de M. Marie Karmine, NRJ (pour la Lyonnaise), sont donc actuellement sollicités pour rejoindre le nouveau regroupement. Les résultats de ces ultimes tractations devraient être rendus publics jeudi.

Mais sans attendre de confirmation officielle, le rapprochement de la CLT et de la Lyonnaise des eaux rend la tâche plus difficile pour les autres candidats reprenant la sixième chaîne : UGC et son projet TFM, ainsi que les actuels propriétaires de TV 6 s'ils confirment leur volonté de concourir à nouveau.

La SEPT en panne de redevance

M. Georges Daby, président de la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT), et M. René Han, président de FR 3, devaient présenter à la presse ce mercredi 4 février, les grandes lignes d'un accord conclu entre les deux entreprises. La SEPT - la chaîne culturelle - assumerait la responsabilité éditoriale et financière de six journaux thématiques diffusés sur FR 3.

La première, le 1^{er} mai, sera consacrée au XX^e anniversaire de Beaubourg. Parallèlement, les deux sociétés ont conclu un vaste accord de copro-

duction pour 1986 et 1987. Chaque société mettra en « pot » commun 116 millions de francs. Une somme non négligeable, puisqu'elle représente par exemple de 10 à 11 % de ce que la troisième chaîne consacre annuellement à ses programmes. Mais cet accord, aussi bienveillant soit-il pour chacune des partenaires, ne lève pas toutes les hypothèques pesant sur la SEPT, chargée par ailleurs de préparer le lancement d'une chaîne de télévision culturelle et européenne par satellite.

A leur grand étonnement, les responsables de la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT) s'aperçoivent, début janvier, que le premier versement de la quote-part de redevance, à laquelle cette société publique pour l'émission de programmes, n'a pu en lieu. Renseignements pris, ils apprennent que la comptabilité publique a reçu l'ordre du ministère du budget, de ne pas l'effectuer.

Vendredi dernier - jour théorique de « paie » - la SEPT n'a toujours rien reçu. Malgré les inquiétudes de ses dirigeants et leurs demandes d'explications, aucune réponse, aucun contre-ordre n'est encore parvenu au service de la redevance. A l'automne dernier, pourtant, le Parlement avait, dans le cadre du vote annuel du budget de l'audiovisuel public, accordé 300 millions de francs de redevance à la société. Une décision qui aurait dû mettre cette dernière à l'abri de toute mauvaise surprise.

« Le mois de janvier est traditionnellement un gros mois d'encaissement de la redevance », explique le directeur général, Jean-Loup Aumond. « Ce sont donc plus de 25 millions qui ne nous ont pas encore été versés. » Une somme importante, même si elle ne plonge pas la trésorerie de la SEPT dans le rouge. Les débats difficiles, les échéances électorales, les changements consécutifs d'équipe et de politique, ont gâté son développement. L'an dernier, les deux tiers du budget ont été restés inemployés : une situation inhabituelle qui s'est conclue par une ponction - exceptionnelle - de 40 millions sur le solde pour boucler le financement de... satellite français TDF 1.

Avec les retards dans les versements de la redevance, cette « ponction exceptionnelle » deviendrait-elle la règle ? Au gouvernement, chacun le

sait et méconnaît l'affaire. Le ministère de la culture et de la communication, sans taire ce que l'attitude du ministère du budget pourrait avoir de troublant, assure officiellement que « tout est sur le point d'être réglé » et que les premiers versements devraient intervenir incoûtablement. Le cabinet de M. Edouard Balladur affirme qu'il ne faut « en aucun cas voir dans ce problème une remise en cause du projet ».

En réalité, le ministère du budget a d'abord cherché à se justifier par une argutie juridique : la SEPT était-elle la « société nationale de programmes (...) chargée de la conception et de la programmation par satellite » prévue à l'article 45 de la loi sur la communication ? Que la réponse soit non, et le versement direct du produit de la redevance devenait impossible. L'argument n'a pas tenu longtemps.

Un argument qui ne tient pas

En réalité, le ministère du budget a d'abord cherché à se justifier par une argutie juridique : la SEPT était-elle la « société nationale de programmes (...) chargée de la conception et de la programmation par satellite » prévue à l'article 45 de la loi sur la communication ? Que la réponse soit non, et le versement direct du produit de la redevance devenait impossible. L'argument n'a pas tenu longtemps.

Licenciements à l'ACP

Le nouveau patron de l'Agence centrale de presse (ACP), M. Ian Maxwell, a décidé le licenciement économique de seize salariés, quelques jours après son accession à la présidence de l'agence, dont il est le principal actionnaire (*le Monde* du 29 janvier). Cette mesure concerne huit employés, dont un cadre administratif, et huit journalistes, parmi lesquels trois chefs de service, sur un total d'environ cent trente salariés.

Le plan de travail de l'ACP par le fils du magnat de la presse britannique, M. Robert Maxwell, prévoyait une réduction de la masse salariale grâce à des suppressions d'emplois. Ceux-ci devaient se traduire par des

départs volontaires ou par des préretraites. Le personnel de l'agence avait donné son aval à ce plan. Toutefois, le nombre de salariés licenciés (deux journalistes de plus que prévu) gêne les syndicats de l'agence.

Un délégué de Forces ouvrières (syndicat majoritaire) estime cependant que « les syndicats ne peuvent rien objecter à ces licenciements puisqu'ils ont accepté le plan de M. Maxwell ». La CFDT, pour sa part, proteste contre une méthode « qui plonge le personnel malgré le contrat de confiance passé ».

Y.-M. L.



AGIP POUR L'AFRIQUE.

Agip Petroli

هكذا من الامم

Le Monde

ASSURANCES

Le grand décollage de l'assurance-vie

L'ASSURANCE française est une industrie nationale importante : 221 entreprises, dont certaines très grandes, 210 000 emplois, 120 milliards de contrats gérés, 231 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985 (mesuré par le montant des primes encaissées) et probablement plus de 250 milliards de francs en 1986. C'est bien normal : tout Français, à un moment ou à un autre de son existence, devra contracter une assurance.

C'est aussi une industrie en bonne santé. Depuis le début des années 80, elle a connu une croissance rapide et régulière, toujours supérieure à celle du produit intérieur brut, donc supérieure à l'inflation. Les primes encaissées ont augmenté de 17,6 % en 1981, de 18,1 % en 1982, de 13,9 % en 1983, de 13,6 % en 1984 et de 11,5 % en 1985, soit 5,4 % de croissance réelle hors inflation cette année-là. Dans cette progression constante et brillante, un événement : en 1985, pour la première fois, le chiffre d'affaires de l'assurance-vie a dépassé celui de l'assurance automobile.

L'automobile dépassée

Antérieurement, selon une enquête de l'INSEE réalisée en 1984, les ménages consacraient, sur un budget de 3 500 F destiné à l'assurance (3 % de leurs dépenses totales), l'essentiel à leur couverture automobile (55 %), 21 % seulement étant destinée à l'assurance-vie, 19 % à l'assurance-habitation et 5 % aux divers. Bien plus, alors que les encaissements de la branche automobile stagnent (+ 2 % en 1985), ceux de l'assurance-vie « explosent » littéralement : un bond de 26,4 % en 1985, à 75,3 milliards de francs, qui succède à un autre bond de 21,5 % en 1984 et à des

progressions de 22,8 % en 1982 et 22,6 % en 1981, l'année 1983 ayant fait exception, avec une progression de 11 %.

Cette explosion est liée, indubitablement, à un besoin croissant de retraite complémentaire par l'assurance individuelle ou collective. On sait que, au contraire de l'assurance-décès, qui peut ne jamais donner lieu à un versement si elle est limitée dans le temps, l'assurance-vie donne toujours lieu à un versement à une date déterminée ou non, ce qui rassure le plus souvent à un produit d'épargne, l'aboutissement logique étant le contrat de capitalisation, qui permet au souscripteur une accumulation d'épargne sur une longue période.

Pour illustrer ce souci de protection qu'éprouvent les Français, on estime qu'en 1985 le chiffre d'affaires de l'assurance-retraite n'a pas été inférieur à 20 milliards de francs. Un tel souci est nouveau, car, depuis le second conflit mondial, l'instauration en France de régimes de retraite par répartition n'a guère poussé les Français sur le chemin de l'assurance-vie. Ajoutons-y une inflation qui a souvent été galopante et, surtout, spoliatrice, justifiant cette observation : « L'épargne, le cœur du monton et les jambes du lièvre ».

Ces facteurs expliquent que si la France occupe une place honorable en assurances-dommages, loin derrière le géant américain mais à un bon rang derrière le Japon et l'Allemagne, elle reste à la traîne en assurance-vie. Dans ce secteur, elle ne représente qu'un peu plus de 5 % des primes encaissées aux États-Unis (c'est normal), à peine 10 % des primes au Japon (c'est aussi normal, car le Japon est une vraie fourmi), moins de la moitié des primes de

RFA et 80 % de celles du Canada, ce qui n'est plus du tout normal.

Suivant la même enquête de l'INSEE, en 1984 les primes d'assurance-vie étaient de plus de 4 000 F par habitant et par an au Japon, champion toutes catégories, d'un peu moins de 4 000 F aux États-Unis et de 3 000 F en Grande-Bretagne et d'un peu plus de 1 000 F seulement en France. Cette absence de relation naturelle entre l'épargne et la retraite par assurance-vie et capitalisation, au profit d'une répartition immédiate des cotisations, a pénalisé notre pays dans la mesure où le marché financier français n'a pu, pendant quarante ans, recevoir d'apports suffisants.

Le PER de Balladur

Mais, heureusement, tout cela est en train de changer et à grande allure, grâce d'abord à la désinflation qui, pour un certain temps, a rendu à l'épargne financière sa rentabilité. Les ménages ont pris conscience des risques qui pèsent sur l'avenir des régimes de retraite par répartition, menacés par une diminution relative de la population active des cotisants par rapport à une population de retraités qui ne va pas cesser de croître. La constitution d'un patrimoine pour les vieux jours, ou d'une retraite complémentaire, entre dans les mœurs, ce qui a favorisé le développement fondamental de l'assurance-vie et des produits financiers qui lui sont apparentés.

Un autre événement notable a été l'annonce, à l'automne dernier, par M. Edouard Balladur du fameux plan d'épargne-retraite (PER), dont l'objet est d'encourager la constitution d'une épargne-retraite par capitalisation, disponible sous forme d'un patrimoine ou d'une rente viagère différée. Ce projet, qui devrait

être voté au premier semestre de cette année par le Parlement, est directement inspiré du système américain de l'Individual Retirement Accounts (IRA). Il prévoit, on le sait, un versement annuel déductible des bases de l'impôt sur le revenu, avec un maximum de 6 000 F (12 000 F pour un ménage), les sommes recueillies étant imposables « à la sortie », avec une pénalisation importante en cas de retrait avant dix ans et avant soixante ans et, au contraire, une bonification de 5 % et 10 %, sous forme de crédit d'impôt, en cas de retrait à soixante-trois et soixante-cinq ans.

Ce projet, qualifié de « très ambitieux » par le gouvernement, a, il faut bien le dire, un peu déçu. Les Français auraient bien voulu être détaxés à la sortie comme à l'entrée. C'était, quand même, beaucoup demander, d'autant que le coût du dégrèvement fiscal sur les versements va s'élever, sans doute, à plus de 5 milliards de francs en année pleine.

Parmi les principales critiques, citons celles des assureurs par la voix du président de leur fédération, M. Jacques Lallemand. Pour lui, le PER est, tout simplement, une « occasion manquée ».

Certes, il lui reconnaît toute une série d'avantages. La modernité, tout d'abord : souplesse de gestion dans le contenu (actions, obligations, etc.), dans l'utilisation (plurialité des comptes, versements et retraitements), dans le choix des gestionnaires. L'unicité ensuite, qui donne satisfaction aux assureurs, puisque les produits d'assurance seront admis au PER et que la fameuse taxe d'assurance de 5,15 %, la seule qui, en France, frappe l'épargne à sa formation, ne sera pas perçue : une véritable novation. Non-exclusivité : autre source de satisfaction pour les assureurs, puisque

les établissements bancaires ne seront pas les seuls gestionnaires. Ouverture, enfin, la compétence reconnue à l'assurance pour distribuer des produits bancaires, au moins dans le cadre du PER, constituant un début d'application de la loi bancaire à l'assurance.

Les assureurs très critiques

Mais, après tous ces éloges, M. Lallemand formule une série de critiques. Pour lui, le PER est complexe, sinon compliqué, et l'avantage somme toute limité : 12 000 F par an investis pendant vingt ans donneraient une retraite de 1 500 F par mois. Cette formule a donc peu d'attrait pour ceux qui auraient les moyens de se constituer par eux-mêmes un plan d'épargne-retraite, tandis que les plus intéressés par ces 1 500 F n'en ont sans doute pas actuellement les moyens. M. Lallemand estime en outre que le régime fiscal du PER à la sortie est très différencié et très rigide — notamment en cas d'évolution de la législation fiscale. Un tel argument n'est pas sans valeur, car quel gouvernement peut s'engager valablement pour trente ans et plus ?

Mais la critique la plus grave formulée par les assureurs porte sur la « confusion entre l'épargne et la retraite » : avoir des disponibilités au moment de la retraite sous forme d'un patrimoine n'est pas disposer d'une véritable retraite. Et M. Lallemand de souligner les différences. La retraite est une rente certaine que l'on perçoit toute sa vie à partir d'un certain âge, tandis que la mise à la disposition d'un patrimoine comporte des aléas de gestion. On jouit de sa retraite mais on gère son patrimoine avec plus ou moins de bonheur.

Les assureurs, c'est certain, sont favorables à la retraite sous forme de rente viagère différée. En dépit de leur inclination pour le libéralisme, ils estiment que la nature humaine étant ce qu'elle est, il faut aider quelquefois (ou souvent) les fournis à être fournis et à ne pas se comporter en cigales. En clair, ils veulent protéger les gens contre eux-mêmes, surtout au moment de leur vieillesse. Ils soulignent, également, que la constitution d'une rente viagère différée ressort de techniques très spécifiques et particulièrement contraignantes, parce qu'il faut assurer une sécurité absolue. Très contraignantes parce que l'organisme qui doit verser une rente viagère prend des engagements sur la durée de la vie humaine, avec tous les risques qui pèsent sur la durée de la vie humaine, modification de la fiscalité, etc. Et d'évoquer l'expérience parfois douloureuse de la Caisse nationale de prévoyance, qui a la charge de transformer des patrimoines en rentes viagères immédiates.

Enfin, les assureurs demandent une incitation fiscale plus grande, pour les versements effectués au titre d'une rente viagère, plus pénalisants que ceux effectués pour la formation d'un patrimoine. Un patrimoine est toujours disponible, ce qui n'est pas le cas pour la rente viagère, dont le capital est bloqué pendant toute la durée de la vie active et se trouve perdu en cas de décès prématuré.

Que ces louanges et ces critiques émises par les assureurs ne soient pas purement désintéressées, tout le monde l'a compris. Mais elles ne peuvent et ne doivent pas masquer les difficultés qui vont apparaître dans un pays qui n'a pas connu de véritable épargne longue depuis quarante ans.

FRANÇOIS RENARD.

LES VINGT PREMIERS GROUPES DU MARCHÉ FRANÇAIS

Classement 1985	Rapport 1984	Groupes	Nombre de sociétés	Chiffre d'affaires (en millions de francs)	En % de l'activité du groupe	Chiffre d'affaires directs (en millions de francs)	En % de l'activité du groupe	Chiffre d'affaires totaux	Chiffre d'affaires 85/84	Part du groupe sur le marché	Commentaire
1	1	UAP	6	10 945,0	45,4 %	13 154,4	54,6 %	24 109,4	+ 17,2 %	11,7 %	11,7 %
2	2	Mut. Agricole	3	3 218,3	18,7 %	14 005,7	81,3 %	17 224,0	+ 15,7 %	8,3 %	20,0 %
3	3	AGF	4	8 072,2	48,6 %	8 543,0	51,4 %	16 615,2	+ 14,6 %	8,1 %	28,1 %
4	7	AXA	13	1 965,4	15,5 %	10 717,1	84,5 %	12 682,5	+ 5,4 %	6,1 %	34,2 %
5	4	GAN	8	5 179,2	43,6 %	6 691,9	36,4 %	11 871,1	+ 8,8 %	5,8 %	40,0 %
6	5	CNP	1	10 243,4	100,0 %	0	0,0 %	10 243,4	+ 14,2 %	5,0 %	45,0 %
7	6	MGF	6	1 293,0	14,7 %	7 493,1	85,3 %	8 786,1	+ 7,3 %	4,3 %	49,3 %
8	8	Victoire	2	3 014,0	43,3 %	3 943,2	56,7 %	6 957,2	+ 11,3 %	3,4 %	52,7 %
9	9	GMF	3	1 484,9	24,0 %	4 692,6	76,0 %	6 177,5	+ 14,9 %	3,0 %	55,7 %
10	10	MACIF	1	0	0,0 %	5 733,5	100,0 %	5 733,5	+ 15,1 %	2,8 %	58,5 %
11	12	AGP	7	1 198,4	23,1 %	3 993,0	76,9 %	5 191,4	+ 7,6 %	2,5 %	61,0 %
12	11	PFA	3	654,4	13,1 %	4 331,5	86,9 %	4 985,9	+ 3,3 %	2,4 %	63,4 %
13	18	Rhin/Moselle et 19 VIA	8	1 132,9	23,7 %	3 639,8	76,3 %	4 772,7	- 0,6 %	2,3 %	65,7 %
14	13	MAAF	1	0	0,0 %	4 600,7	100,0 %	4 600,7	+ 1,6 %	2,2 %	67,9 %
15	14	Concorde	6	1 800,7	39,4 %	2 770,9	60,6 %	4 571,6	+ 14,6 %	2,2 %	70,1 %
16	17	MAIF	2	233,5	5,7 %	3 882,0	94,3 %	4 115,5	+ 28,9 %	2,0 %	72,1 %
17	16	France	2	1 485,0	41,8 %	2 069,3	58,2 %	3 554,3	+ 3,6 %	1,7 %	73,8 %
18	-	CARDIF	3	3 095,1	93,2 %	225,7	6,8 %	3 320,8	+ 113,3 %	1,6 %	75,4 %
19	20	AMF	4	142,2	5,9 %	2 254,3	94,1 %	2 396,5	+ 5,6 %	1,2 %	76,6 %
20	-	SMABTP	2	138,7	6,2 %	2 111,7	93,8 %	2 250,4	+ 2,2 %	1,1 %	77,7 %
		Total	85	55 296,3	34,5 %	104 854,4	65,5 %	160 150,7	-	77,7 %	-

* A structures comparables

Depuis trois ans, M. Patrick Sailly, qui fut chargé des relations publiques à la Fédération française des sociétés d'assurances, a entrepris pour le compte de l'hebdomadaire spécialisé l'Argus de publier un classement annuel des groupes sur le marché français. Cette initiative, rare dans une profession où la discrétion a été la règle depuis très longtemps, nous a paru suffisamment intéressante pour que nous lui donnions une diffusion plus large et aussi pour fournir aux lecteurs une image assez complète des structures de l'assurance française.

L'activité des groupes a été mesurée par le chiffre d'affaires directement réalisé en France en 1985. M. Sailly a précisé qu'il s'agissait d'évaluer la part de ces groupes sur le marché français, et non sur leur dimension mondiale. Les opérations effectuées à l'étranger, que ce soit par succursales ou par filiales, ne sont pas prises en compte. Par ailleurs, ne sont intégrées dans un groupe que les sociétés qu'il contrôle à plus de 50 %.

Les mutuelles, qui n'ont pas de capital social, sont intégrées au sein d'un groupe à chaque fois que leur

action apparaît suffisamment coordonnée pour que l'on puisse parler d'unité de commandement.

Ce qui frappe dans ces classements, selon M. Sailly, c'est l'ampleur des changements qui se produisent d'une année à l'autre avec le développement accéléré de groupes comme AXA ou Cardif.

En 1985, l'ordre reste inchangé pour les trois premiers, l'UAP en tête, la Mutualité agricole et les AGF ; en revanche le groupe AXA de M. Claude Bébéar passe de la septième à la quatrième place du fait du rachat du groupe Présence-Providence.

Le GAN, la Caisse nationale de prévoyance et la MGF rétrogradent donc d'un rang, aux cinquième, sixième et septième places, tandis que le groupe Victoire, la GMF et la MACIF restent stables.

A noter la percée fulgurante de la CARDIF, filiale de la Compagnie occidentale, au dix-huitième rang de l'assurance française, toutes branches confondues.

Les vingt premiers groupes ont réalisé en 1985 un chiffre d'affaires directement cumulé de 160 milliards de francs, soit 77,7 % du marché, contre 76,8 % en 1984.

LES RENTABILITÉS

Groupes	Total des primes en millions de francs	Résultat d'exploitation (en millions de francs)	Résultat d'exploitation/total des primes	Classement	Résultat au bilan (en millions de francs)	Résultat au bilan/total des primes	Classement
UAP	28 444,4	- 248	- 0,87 %	18	1 599,6	+ 5,62 %	3
Mut. agricole	19 020,4	904,7	+ 4,76 %	3	960,1	+ 5,05 %	7
AGF	18 835,4	283,9	+ 1,51 %	7	1 355,7	+ 7,20 %	2
AXA	13 690,2	461,5	+ 3,37 %	4	641,1	+ 4,68 %	10
GAN	13 577,1	146,5	+ 1,08 %	10	714,6	+ 5,26 %	5
CNP	10 458,3	79,6	+ 0,76 %	13	544,2	+ 5,20 %	6
MGF	11 065	- 92,5	- 0,84 %	17	473,2	+ 4,28 %	11
Victoire	7 668	242,6	+ 3,16 %	5	369,5	+ 4,82 %	9
GMF	6 336,1	18,8	+ 0,30 %	15	116,6	+ 1,84 %	18
MACIF	5 795,2	30,1	+ 0,52 %	14	125,7	+ 2,17 %	16
AGP	5 874	382,2	+ 6,51 %	1	673,9	+ 11,47 %	1
PFA	5 965,7	- 55,1	- 0,92 %	19	111,4	+ 1,87 %	17
Rhin/Moselle VIA	5 120,4	71,8	+ 1,40 %	8	189,6	+ 3,70 %	13
MAAF	4 681,4	4,3	+ 0,09 %	16	144,1	+ 3,08 %	15
Concorde	6 186,6	81,2	+ 1,31 %	9	260,8	+ 4,22 %	12
MAIF	4 203,7	131,5	+ 3,13 %	6	137,8	+ 3,27 %	14
France	3 955,4	- 64,3	- 1,63 %	20	65,4	+ 1,65 %	20
CARDIF	3 438,9	33,7	+ 0,98 %	11	58,8	+ 1,71 %	19
AMF	2 472,4	19	+ 0,77 %	12	136,4	+ 5,52 %	4
SMABTP	2 639,7	145,1	+ 5,50 %	2	128	+ 4,85 %	8
Total	179 428,3	2 576,7	+ 1,44 %	-	8 806,5	4,91 %	-

LES MUTUELLES ET L'ASSURANCE VIE

Société	Groupe d'origine	Encaissements totaux 1985 (millions de francs)
SORAVIE	Mutualité agricole	3 218
GMF Vie	Garantie Mutuelle des fonctionnaires	1 484,9
CMA Vie	Caisse Mutuelle Vie Métallurgie, Mines	937,1
MUTAVIE	MAAF, MACIF et autres mutuelles	689
CAPMA-CAPMI	Groupe Monceau	290,2
PARNASSE-VIE	MAIF	+ 192,5
SMA-BTP Vie	SMA-BTP	138,7
Total		7 539,1

Sur 10,6 % de l'assurance-vie.

La part des mutuelles dans l'assurance-vie monte lentement : plus de 10 % en 1985 avec 7,5 milliards de francs de primes émises.

Parmi elles, la Soravie, avec 3,2 milliards de francs, qui était antérieurement rattachée au Crédit agricole,

s'en est séparée pour relever désormais de la Mutualité agricole. Une mutuelle en croissance très rapide est la filiale de la GMF, pris de 1 milliard de francs (+ 47,4 %), suivie par le groupe de Nîort (MAAF, MACIF et MAIF).

حکومت الاموال

سكننا من الاجل

Les nouveaux circuits de distribution

B IEN après celle des produits alimentaires, du meuble et de l'électroménager, la distribution de l'assurance vit à son tour aujourd'hui une profonde transformation. Les réseaux traditionnels de vente — les 33 000 agents généraux, les 1 700 cabinets de courtage et les 25 300 salariés commerciaux des sociétés d'assurances — voient en effet arriver sur leur terrain de nouveaux concurrents. Trois bataillons ont pris d'assaut le marché : les grandes surfaces, les sociétés de vente par correspondance (et les sociétés de cartes de crédit) et les établissements financiers (banques, caisses de retraite...). Une profonde redistribution des positions est en cours.

Dans son caddy...

Premier groupe d'assailants, les grandes surfaces commerciales. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, elles jouent déjà un rôle important dans la vente de produits d'assurance pour les particuliers. Elles sont guidées par le principe de l'*offre globale* : le client peut tout trouver sous un même toit, la plaquette de beurre, les bouteilles d'eau minérale... et les polices d'assurance. Pour l'instant, en France, plusieurs expériences ont été menées, elles ne se sont pas révélées très concluantes.

Ainsi Carrefour a ouvert, en août 1984, à Ecully, près de Lyon, dans l'un de ses magasins, un stand où un contrat d'assurance-automobile est proposé à la clientèle. « Les consommateurs ont adopté une attitude prudente », commente M. Dominique Guilan, l'un des promoteurs de l'opération. Effectivement, au bout de dix-huit mois, dix mille polices seulement avaient été contractées. Lancée il y a deux ans également, l'expérience d'Habitat, qui propose dans ses magasins une assurance multirisque habitation, n'a pas rencontré le succès escompté.

Les grands distributeurs ont certes quelques handicaps. Environ 6 % des Français seulement seraient prêts à acheter des produits d'assurance dans des grands magasins, d'après une étude réalisée pour certains professionnels. Chez Carrefour comme chez Habitat, on estime ensuite que le fait de n'avoir proposé qu'un seul produit d'assurance ne permet pas de le crédibiliser. A cette fin,

Habitat relance ce mois-ci ses Basic-Habitat, mais, cette fois, avec une gamme de trois produits différents (la multirisque habitation, l'automobile et un produit d'épargne).

La qualification des vendeurs est un autre problème auquel se heurtent les grands distributeurs. Chez Carrefour, les hôtes du stand Assurances sont des caissières qui ont suivi une formation professionnelle particulière. Cela n'a pas suffi, semble-t-il. « Au-delà de la formation professionnelle requise, c'est une vraie mutation culturelle qui est nécessaire pour nos vendeurs », expliquait M. Michel Bon, ancien directeur général adjoint de Carrefour, lors d'un récent colloque à Bruxelles.

Malgré ces handicaps, le grand commerce ne désarme pas, au contraire. Il multiplie ses initiatives. La Compagnie financière des Nouvelles Galeries a élargi la gamme des produits d'assurance proposée par sa filiale Cofinaga-Assurances. Comme celui des Halles, le magasin FNAC de Montparnasse a été doté d'un espace finance. L'hypermarché Mammouth de Caluire, près de Lyon, a ouvert un stand où sont commercialisés différents produits d'épargne, le « Point Saphir ».

Sa boîte aux lettres

Les sociétés de vente par correspondance (grands distributeurs et sociétés de cartes de crédit) forment le second groupe des assailants. Spécialistes de la vente directe (par courrier, par téléphone ou par minitel...), elles cherchent à exploiter au mieux leurs gigantesques fichiers de clients. A l'étranger, toutes les grandes firmes de VPC disposent depuis longtemps de sociétés d'assurances : Quelle en Allemagne, GUS en Grande-Bretagne, Sears Roebuck, J.C. Penney et Montgomery Ward aux Etats-Unis. En France, elles s'y mettent. La Redoute, par exemple, a créé en 1984 deux sociétés d'assurances Le Chêne (l'une pour la Vie, l'autre pour l'IAIRD) en association avec la Cardif (qui détient 40 % du capital). Dans son catalogue 1986, Le Chêne propose ainsi aux clients de La Redoute

une gamme de produits de prévoyance, d'épargne et de placement.

Les sociétés de cartes de crédit (American Express, Diners Club...) ont la même démarche. Le Diners Club a créé en 1980 un cabinet de courtage, Diners Assurances, qui vend actuellement quatorze polices différentes. Avec aujourd'hui 20 000 clients et 25 000 contrats, cette société voit ses enregistrements croître à un rythme de 40 % à 50 % par an depuis sa création.

Pour les vendeurs par correspondance, la principale difficulté reste le bon ciblage des envois publicitaires. L'investissement est élevé. La technique de la VPC, enfin, ne devrait concerner, selon les professionnels, que certains produits standards.

A côté des « mailings », d'autres techniques modernes de vente menacent les réseaux traditionnels : le téléphone, le minitel ou le « couponing ». Dans cette dernière méthode, l'annonceur cherche à inciter le lecteur à lui renvoyer un coupon, le téléspectateur à lui téléphoner. Les assureurs français commencent à pratiquer cette technique. Après

Euravie (de la Mutualité agricole), l'UAP à son tour y a eu recours pour le lancement de l'un de ses nouveaux produits, le Fil bleu. Plus de 20 000 appels ont été reçus par la compagnie à la suite de ces messages télévisés.

Ou au guichet de sa banque

Les guichets bancaires et ceux des caisses de retraite constituent le troisième bataillon. Tous les réseaux bancaires proposent désormais en France des produits d'épargne, de prévoyance et d'assurance. Certains attaquent ce marché en force, le Crédit agricole, par exemple, a créé l'an dernier sa propre société d'assurance-vie, Fredica. L'objectif est d'atteindre à la fin de cette année un encours de 5 milliards de francs, de 10 milliards à la fin de l'an prochain. L'investissement est à la hauteur de l'ambition : une immobilisation en fonds propres de 400 millions de francs ! Grands magasins, spécialistes de la VPC et banques, ces trois nouveaux venus ne représentent encore qu'une part modeste dans

la distribution de l'assurance en France. Mais leur rapide expansion, notamment sur les nouveaux produits, représente une réelle menace pour les compagnies d'assurances, et leurs réseaux traditionnels de vente. Elles ne restent pas inertes. Certaines nouent des alliances avec des concurrents potentiels, d'autres utilisent pour leur propre compte les techniques modernes de vente, toutes enfin cherchent à « rajeunir », par un intense effort de formation, leurs équipes de vente.

La stratégie de M. Claude Bébear, le président du groupe AXA, est à cet égard symptomatique. Il multiplie les expériences de nouvelles formes de distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de sa filiale La Nouvelle Mutuelle. Les grands magasins ? Des stands, tenus par des agents généraux représentant le groupe, ont été ouverts dans plusieurs grandes surfaces. « Des expériences très satisfaisantes », affirme M. Bébear. Le groupe travaille également avec Habitat. La VPC *Modes et Travaux* diffuse à ses abonnés un catalogue présentant une gamme de huit produits d'assurance offerts par le

groupe AXA. Celui-ci propose également un contrat d'assurance-automobile aux clients du Diners, du Creg et du club de lecture par correspondance France-Loisirs.

Le service en plus

Les grandes compagnies (UAP, AGF, GAN) s'efforcent également de s'adapter à l'émergence de ces nouvelles formes de distribution. Elles gardent leur confiance à leurs agents généraux, leurs mandataires. Leurs atouts dans cette nouvelle compétition : un « service personnalisé et global », souligne-t-on tant à l'UAP qu'à GAN. La gamme des produits que les agents proposent s'élargit. Ceux de l'UAP commercialisent dorénavant des produits bancaires de la banque Worms (possédée par l'UAP) : certains des agents du GAN peuvent proposer à leurs clients des produits des banques du groupe CIC (dont le GAN détient le tiers du capital).

Un intense effort de formation a été engagé pour faire face à cette profonde transformation des circuits de distribution et des produits d'assurance eux-mêmes. Autrefois simple compensation en espèces, ils se rapprochent de plus en plus d'une prestation en nature. En contractant, par exemple, une multirisque habitation, l'assuré ne demande pas seulement une somme d'argent en cas de sinistre, il veut auparavant des conseils en matière de sécurité et éventuellement une aide matérielle, une assistance, pour la réparation des dégâts. « L'agent général est de moins en moins un vendeur, il devient de plus en plus un conseiller », insiste-t-on dans les sociétés d'assurances.

Au cours des vingt dernières années, les assureurs ont eu à faire face à l'attaque sauvage des mutuelles, des intermédiaires. Grignolant chaque année un point de part de marché, elles sont aujourd'hui plus de la moitié des primes d'assurance-automobile. Les compagnies doivent faire face à un nouveau défi, celui qui constitue l'arrivée de ces nouveaux concurrents que sont les grandes surfaces, la VPC et les banques. Leur réaction est-elle à la hauteur du challenge ? Avec la création du marché financier européen à l'horizon 1992, le défi suivant est déjà connu.

ERIK ZRALEWICZ

Les banques et l'assurance-vie

Société	Groupe bancaire	Date de création de l'entreprise	Encassements totaux 1983 en millions de F	Encassements totaux 1985 en millions de F
CNP	Caisse des dépôts et consignations	1959	6 762,7	10 243
Ass. du Crédit mutuel-Vie	Crédit mutuel	1970	657,6	1 460
Médicale de France	Crédit lyonnais	1971	226,9	698
CARDIF	Compagnie bancaire	1973	1 016,8	3 086
SOGECA	Société générale	1973	346,7	1 290
Fructivie	Banques populaires et CARDIF	1978	50,4	585,7
La Hénin-Vie	La Hénin	1979	62,8	318
Natio Vie	Banque Nationale de Paris	1980	125,3	251
PREPAR	BRED	1984	—	263
Fructuavie	Banque populaire du Nord	1985	—	59,3
Prosperité	Caisse centrale des Banques populaires	1985	—	2,5
TOTAL			9 253,3	13 025,6

La croissance des banques sur le marché de l'assurance-vie est très rapide. Avec un peu plus de 18 milliards de francs d'encassements en 1985, les banques et assimilés ont représenté 25 % du marché de l'assurance-vie contre 22 % en 1984 et 18,9 % en 1983. Ces chiffres annoncés par

M. Patrick Sallay dans *l'Argus*, est bien plus élevé que celui annoncé habituellement de 18 % à 13 %.

L'acteur en effet laché dans son classement la Caisse nationale de prévoyance (CNP) parmi les « filiales » des banques.

Assurances et caisses de retraite

EN apparence, c'est une concurrence imitoyable, voire un conflit, qui oppose compagnies d'assurances et caisses d'épargne et de prévoyance, ces institutions paritaires — dites « L4 » dans le jargon des techniciens, d'après l'article du Code de la sécurité sociale qui les régit — chargées de gérer les retraites complémentaires des salariés, mais qui interviennent aussi dans le vaste domaine de la « prévoyance » (garanties en cas de décès, d'invalidité, de maladie ou d'incapacité de travailler) collective. L'opposition, à peine moins brutale qu'avec la mutualité, est plus sournoise, le judo plutôt que la boxe.

Principal terrain de bataille : la retraite. Si les compagnies, chaperonnées, ne prédisent plus à grands coups de courbes démographiques l'effondrement des régimes obligatoires par répartition, elles soulignent la faiblesse relative des pensions par rapport aux revenus d'activité, surtout pour les cadres. Objectif : la conquête des contributions « facultatives » des entreprises. Les « L4 », se rebiffant, dénoncent la « supercherie » des partisans des retraites par capitalisation ou obligatoirement conçues sinon gérées par les assureurs — et rappellent malicieusement les échecs du passé.

Pour la prévoyance, les arguments restent davantage dans un registre concurrentiel classique : on vante, d'un côté, la souplesse des formules, moyen de contourner la rigueur salariale d'aujourd'hui, et l'universalité des prestations (« nous pouvons aussi assurer vos locaux et vos camionnettes ») ; de l'autre, les avantages financiers (pas de taxe) ou sociaux (le paritarisme, facteur de participation et de paix sociale). Mais la référence aux retraites demeure en arrière-plan.

Réelle, cette lutte qui occupe le devant de la scène masque bien des alliances coté cour ou jardin, qu'ignorent beaucoup de syndicalistes à la base comme au sommet. C'est d'abord le roman des origines. Au départ, les caisses de retraite ont été créées par des compagnies d'assurances. Ce passé n'est pas sans laisser de traces. Physiquement d'abord : certaines caisses de retraite ou de prévoyance restent logées par des compagnies d'assurances ou partagent leurs locaux. Une situation qui ne tient pas seulement à l'important patrimoine immobilier des compagnies.

D'abord, les caisses confient généralement la gestion de leurs réserves à des compagnies d'assurances. C'est notamment le cas pour la plupart des caisses de l'UNIRS (Union nationale des institutions de retraite des salariés), le plus important régime de retraite de non-cadres — 5,5 millions de cotisants, 650 000 entreprises — qui, de surcroît, s'en remettent généralement à une seule société. Parmi les gestionnaires, les grands groupes nationaux, UAP, AGF, GAN, se taillent la part du lion.

Seuls les grands...

« Seules de grandes entités comme les groupes CRI, Malakoff, Médéric — auxquels il faudrait ajouter l'AGRR et la CNRO (1) — gèrent directement leur patrimoine, en créant, si besoin est, des établissements financiers avec le concours des banques », voire dans certains cas leurs propres instruments financiers, affirmait, il y a deux ans, un rapport commun de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale des affaires sociales (*Le Monde* du 29 mai 1985). Les autres semblent avoir hésité à prendre leur liberté.

C'est que les services rendus par les assurances ne s'arrêtent pas à la finance : l'information, l'administration, voire la gestion du personnel, peuvent leur être délégués. Près de la moitié des caisses UNIRS ont ainsi des conventions de gestion avec des compagnies d'assurances, comme aussi, hors de l'UNIRS, la CARCEPT, caisse des transports (315 000 cotisants), liée à la Paternelle, du groupe de Paris, ou une institution interprofessionnelle comme l'ANEP (Association nationale d'entraide et de prévoyance, 33 000 entreprises adhérentes, 590 000 cotisants), liée au GAN, comme l'est la CRICA (2), caisse de cadres. A l'extrême, certaines se contentent de recevoir les adhésions et les cotisations ; la recherche des adhérents, la gestion proprement dite, voire le versement des prestations, sont faits par une compagnie d'assurances.

Plus récemment, le développement de la prévoyance (*Le Monde* du 6 février 1986) est venu ajouter d'autres liens.

D'abord, la pratique de la « réassurance ». Celle-ci n'est pas obligatoire. Mais elle est prudente pour certains risques « lourds », comme le décès ou l'invalidité, qui peuvent impliquer des versements de capitaux importants ou de rentes sur une longue période, et la direction de la Sécurité sociale le demande généralement. Une quarantaine d'institutions se rassurent auprès de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), département de la Caisse des dépôts. Mais la plupart ont préféré une compagnie d'assurances — souvent la même pour tous les risques. Là encore, les « gros » sont plus libres : « Depuis 1980, nous avons atteint la taille critique ; nous avons renoncé à la réassurance systématique auprès de l'UAP », explique M. Pierre Cellot, directeur du développe-

ment de l'AGRR, troisième régime de non-cadres.

Mais, le plus souvent, la caisse de prévoyance ne fait que présenter des produits d'une compagnie d'assurances — et n'est en fait qu'un intermédiaire agissant pour le compte de celle-ci ; le versement n'est guère plus qu'une commission. Sur les vingt-cinq caisses de cadres étudiées en 1985 par les enquêteurs de l'inspection générale des affaires sociales et de l'inspection des finances, « vingt-deux ne sont que de simples correspondants de compagnies d'assurance ».

Une position dominante ?

La pratique n'est pas limitée aux caisses de cadres : en 1981, selon le même rapport, plus de 40 % des cotisations de prévoyance encaissées par les institutions « L4 » l'étaient à ce titre. La proportion semble avoir baissé depuis, mais le phénomène reste très répandu : il explique que les assurances puissent détenir plus de 65 % du marché de la prévoyance collective et que, en même temps, les caisses « L4 » puissent en revendiquer 50 %.

Tant de liens, historiques, économiques ou fonctionnels, font que les hommes aussi sont souvent communs aux institutions de prévoyance et aux compagnies d'assurances. Ces dernières, rodées aux différentes techniques, ont fourni bien des cadres — actuels, financiers, administratifs — à la protection complémentaire collective, y compris dans les organismes peu suspects de dépendance.

Il arrive même que des dirigeants restent communs : ainsi outre UNI-Prévoyance et l'UAP. Au sommet, cependant, de telles

situations se raréfient dans la mesure où les branches « groupe » fournissent moins de hauts dirigeants qu'autrefois.

Dans cette collectivité, un homme occupe sans doute une place à part. Expert respecté par l'ensemble des « parties » de la protection sociale — il a été, en 1982, chargé de coordonner les études sur la retraite à soixante ans dans les régimes complémentaires, — M. Jean Picot dirige à la fois le Bureau commun de prévoyance (qui réunit cinq caisses de retraite et une de prévoyance) et le Bureau commun des assurances collectives, organisme d'études où l'on retrouve les représentants des principales sociétés. Un poste qu'il doit quitter dans quelques mois pour prendre la direction générale de l'ARRCO, dont il fut déjà le directeur technique de 1962 à 1973.

Ainsi retrouve-t-on partout les sociétés d'assurances dans la protection complémentaire collective. Cela permet-il de parler de position dominante — voire d'en redouter les abus ? Pas si simple. D'abord en termes économiques. 70 % du chiffre d'affaires « prévoyance » des « L4 » sont entre les mains d'une poignée de grosses institutions, suffisamment fortes pour être indépendantes : la CNRO (près de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), la CIPC (Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres), l'URRPFIMEC, l'AGRR, la CRI (Caisse de retraites interentreprises)... Certaines d'entre elles ont même leurs propres compagnies d'assurances, comme l'AGRR, qui a créé, l'an passé, une assurance automobile et une multirisque habitation pour des retraités.

Plus généralement, les relations entre caisses de prévoyance et compagnies d'assurances dépendent de relations de force et pour-

tant subtiles. Si l'on voit mal le responsable d'une branche d'assurances agir contre ses intérêts lorsqu'il dirige une « L4 », s'il est difficile à une caisse totalement « captive » de s'opposer à sa société « parente » ou gestionnaire, certaines institutions savent jouer de leur rôle d'intermédiaire et donner le contrat à la compagnie qui fait les meilleures conditions. Des liens avec une ou plusieurs assurances peuvent apporter un argument commercial supplémentaire à certaines caisses de prévoyance (« nos adhérents peuvent aussi assurer vos camionnettes »).

En dépit de son objet « lucratif », l'assureur n'est certes pas le « méchant loup » : « Je connais des sociétés à bas lucratif qui marchent bien et donnent toute satisfaction, et, dans certains domaines, je n'entrerais pas en concurrence avec elles », souligne un des responsables d'une institution de prévoyance « indépendante » peu suspect de complaisance. Mais la multiplicité des liens entre assurances et caisses de prévoyance ne contribue pas à la transparence du marché. Il serait souhaitable que les entreprises — et surtout leurs salariés — sachent non seulement les termes du contrat, mais aussi avec qui il a été passé. Cela éviterait par exemple que des syndicalistes se battent au nom du paritarisme et des institutions à but non lucratif pour... faire gérer un accord de prévoyance par une caisse « captive ».

GUY HERZLICH

(1) Association générale de retraites par répartition, 177 000 entreprises adhérentes, 1 084 000 cotisants, Caisse nationale de retraite des anciens du bâtiment et des travaux publics, 350 000 adhérents, 1 085 000 cotisants.
(2) Caisse de retraites des ingénieurs, cadres et assimilés.
(3) Association nationale interprofessionnelle de prévoyance des salariés, Association de prévoyance générale interprofessionnelle des salariés.

ASSURANCES BOUSCULONS LES IDEES REÇUES.



Aujourd'hui, les particuliers, comme les entreprises ne veulent plus être seulement des numéros de dossiers. Ils éprouvent le besoin légitime d'être considérés comme de véritables partenaires. Conscientes de ce nouvel état d'esprit, la PROVIDENCE et le SECOURS, deux sociétés d'assurances réputées pour leur professionnalisme et leur sens de l'innovation, rassemblent toutes leurs compétences pour créer une nouvelle entité: PRÉSENCE ASSURANCES. Un groupe décidé à bousculer bien des idées reçues dans les assurances. Son objectif: tenir désormais un langage clair, transparent et personnalisé afin d'aider chaque assuré à bien gérer l'imprévisible.

Sa force: le dynamisme et la disponibilité de ses 1100 agents généraux et de leurs 1800 collaborateurs présents sur toute la France. Des professionnels qui savent prendre le temps du dialogue pour bâtir avec chaque assuré, particulier et entreprise, un plan de protection sur

mesure. Celui qui recouvre tous les risques sans laisser de «trous» dans les garanties.

Cette nouvelle volonté permet à PRÉSENCE ASSURANCES d'exercer son métier d'assureur avec passion. Une passion qui va bousculer beaucoup d'idées reçues dans l'intérêt de chaque assuré. Tout en restant présent à ses côtés dans les bons comme dans les mauvais moments.

AVA
GROUPE

Présence Assurances, 56, rue de la Victoire 75308 Paris Cedex 09

هكذا من الاجل

Economie

Les grands enjeux de l'aéronautique mondiale

Les Européens rejettent les accusations américaines de concurrence déloyale à l'encontre d'Airbus

REPÈRES

Accidents du travail Provence-Côte d'Azur en tête

Selon une étude du Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), qui porte sur les accidents du travail à l'exclusion des accidents de trajet, la région Provence-Côte d'Azur détient toujours le record d'accidents graves du travail (avec mort ou invalidité) : 77 pour 1 000 salariés, alors que la moyenne nationale est de 58 pour 1 000. Selon les statistiques de 1984 - année où selon la Caisse d'assurance-maladie on avait compté 777 867 accidents ayant entraîné un arrêt de travail pour l'ensemble des salariés - les autres régions à risques sont le Languedoc-Roussillon (70 pour 1 000), la Lorraine (65) et Rhône-Alpes (64), alors que la région parisienne est en dessous de la moyenne avec 50 pour 1 000.

Devises

Baisse des réserves en décembre

Les réserves de change de la France s'élevaient fin décembre à 421 milliards de francs, soit une augmentation de 586 millions de francs par rapport au mois précédent. En un an (fin décembre 1985), les réserves de change ont augmenté de 8 milliards de francs. L'augmentation des réserves de change en un mois s'explique par la dévaluation de 18,5 milliards de francs des avoirs en or (application des nouvelles bases d'évaluation semestrielle). Les avoirs en devises ont au contraire diminué de 17,2 milliards de francs en décembre (10,8 milliards du fait du Fonds de stabilisation des changes, 6,3 milliards du fait du cours d'évaluation du dollar).

Indice composite

Rebond de 2,1 % en décembre aux Etats-Unis

L'indice composite américain a augmenté, pour le quatrième mois consécutif, de 2,1 % en décembre, annonce le département du com-

merce. Sur les douze indices composant cet indicateur préfigurant l'évolution de l'activité économique aux Etats-Unis, huit ont été positifs. Le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige, estime que les craintes d'un très net ralentissement de la conjoncture sont désormais injustifiées et qu'une croissance de 3,1 % en 1987 est probable. Les analystes sont beaucoup plus sceptiques et soulignent le caractère exceptionnel de certains facteurs à l'origine du rebond de décembre. Avant l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, de la nouvelle législation fiscale, le nombre des permis de construire s'est accru rapidement en Californie et le volume des crédits à la consommation a été provisoirement gonflé par d'importants achats d'automobiles. Ce même facteur a joué en faveur des commandes aux industries qui ont progressé de 1,2 % en décembre grâce à une hausse de la demande du secteur civil de 4,4 %, la plus forte depuis avril 1978.

Pétrole

L'Aramco accepte le prix officiel saoudien

L'Aramco, le consortium de quatre compagnies américaines qui exploite le pétrole saoudien, a accepté de signer un contrat d'achat de brut au prix officiel fixé lors de la dernière conférence de l'OPEP (17,52 dollars par baril). Ce contrat porte, selon l'Aramco, sur plusieurs années. Les grandes compagnies pétrolières avaient jusqu'ici refusé de s'engager sur des contrats à prix fixe pour des longues durées, comme le souhaitent les pays de l'OPEP, déterminés à revenir à un système de commercialisation stable aux prix officiels. Jusqu'ici seule une poignée de compagnies relativement marginales (japonaises, brésiliennes et espagnoles) avaient accepté les conditions posées par Riyad, la plupart des grands n'ayant consenti à revenir sur prix fixes que pour des durées très courtes, n'excédant pas un mois.

Airbus fait-il une concurrence déloyale aux constructeurs américains Boeing et McDonnell Douglas ? Les deux émissaires de Washington qui ont entrepris, du lundi 2 au vendredi 6 février, une tournée des capitales concernées, Londres, Paris et Bonn, étaient arrivés avec la conviction que tel était bien le cas. Il y a gros à parier que les protestations d'honnêteté commerciale qu'ils ont reçues ne les ont pas convaincus et qu'Américains et Européens se retrouveront à Genève autour d'une table de négociation dans le cadre du GATT.

Même s'ils utilisent la forme interrogative qui sied à la diplomatie, M.M. Mike Smith, sous-secrétaire au commerce, et Bruce Smart, adjoint du représentant spécial pour le commerce, sont persuadés de plusieurs anomalies dans le comportement des Etats du Vieux Continent en matière d'industrie aéronautique. En dix ans, les programmes A 300 et A 310 ne sont toujours pas parvenus à dégarer des bénéfices, ce qui change, selon eux, les avances remboursables versées par les Etats aux constructeurs en subventions pures et simples. Quand McDonnell, firme privée, investit 700 millions de dollars pour construire son triracteur MD 11,

c'est 2,5 ou 3 milliards de dollars qu'Airbus, consortium public, envisage de dépenser pour lancer son triracteur A 330 et son quadrimoteur A 340. On ne peut rêver de preuve plus éclatante de l'illogisme du système européen qui porte à bout de bras des avions non rentables. Selon les deux hommes, les Etats-Unis pouvaient supporter une telle concurrence déloyale tant que l'Europe se relevait de la guerre, mais aujourd'hui « elle est en bonne santé et il n'est plus question de fermer les yeux sur ses pratiques ».

Ces manœuvres aux règles de la bonne gestion n'auraient pas duré si les constructeurs européens avaient été des firmes privées contraintes d'équilibrer leurs comptes, pensent M.M. Smith et Smart, qui ajoutent *mezzo voce* que cette querelle n'aurait pas eu lieu si Airbus avait accepté de coopérer avec McDonnell Douglas, qui lui proposait d'abandonner son projet d'A 340 et de l'aider à construire le MD 11.

Car tel est bien le fond du débat. Celui-ci ne porte pas tant sur les principes sacro-saints de la concurrence, que sur les craintes des Américains de voir battre en brèche leur

domination dans le monde aéronautique. S'ils se sont déchaînés contre Airbus depuis deux semaines, c'est qu'ils en ont désormais peur. Deux événements ont achevé de les irriter : d'abord l'annonce que Fiat participerait à la fabrication des futurs Airbus, ensuite les démarches du consortium européen pour faire changer d'avis la compagnie américaine SAS qui a opté pour le MD 11 de McDonnell. C'en était trop pour une nation obsédée par ses déficits commerciaux et habituée à dégrader d'énormes excédents dans la vente de ses avions. Plus de 80 % des avions civils volant dans le monde sont américains.

Dialogue de sourds

Deux réflexions ont échappé à M.M. Smith et Smart, qui corroborent une interprétation mercantile de leur démarche. Ils ont reconnu qu'ils ne demandaient pas de comptes au hollandais Fokker, qui n'est pas moins aidé par des fonds publics qu'Airbus, mais qui ne fait pas d'ombre aux avions américains. Interrogés sur le peu d'impôts payés par Boeing, ils ont répondu que la firme de Seattle appliquait la

loi fédérale, et que les systèmes fiscaux américains et européens n'étaient pas comparables.

Leurs interlocuteurs ont reçu ces deux émissaires assez fraîchement. A Londres, M. Geoffrey Pattie, ministre chargé de l'industrie, a parlé, à propos de leur démarche, de « gesticulations ». A Paris, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a déclaré : « Les allégations de concurrence déloyale ont été totalement rejetées ; la concurrence d'Airbus est conforme aux accords internationaux, et le soutien accordé à Airbus n'a fait que placer le constructeur européen à égalité avec les industriels américains bénéficiant de commandes militaires massives ».

Ce dialogue de sourds ne peut déboucher que sur une épreuve de force. M. Willy de Clercq, commissaire européen aux relations extérieures, ne se fait guère d'illusions sur l'utilité des négociations futures : « La question n'est pas de savoir qui a raison au regard des règles du GATT mais si les Européens veulent défendre leur industrie aéronautique. Et si oui, il faut agir en conséquence ».

ALAIN FAUJAS.

Boeing et McDonnell ont autant profité qu'Airbus de la reprise des ventes

L'année 1986 a été faste pour les industriels de l'aéronautique mondiale, qui ont pratiquement tous vu leurs ventes d'avions atteindre des sommets. Des deux côtés de l'Atlantique, au Japon comme au Brésil, on se frotte les mains devant ce regain du marché qui suit, avec deux ans de retard, la reprise du transport aérien.

A tout seigneur tout honneur : Boeing, qui publie le plus vite les comptes les plus complets, fait état d'une année exceptionnelle. Le géant de Seattle a reçu pour 1986 12,9 milliards de dollars de commandes (14,9 milliards en 1985) pour 34 avions. Parmi ceux-ci deux modèles se taillent la part du lion : le gros 747 (83 exemplaires) et le petit 737 (216 exemplaires). Les livraisons effectuées ont porté sur 242 appareils. Pour un chiffre d'affaires de 16 341 millions de dollars (13 636 millions en 1985), le bénéfice net s'est élevé à 665 millions de dollars (566 millions de dollars).

Du côté de l'européen Airbus, où l'on ne parle pas de gros sous, laissant ce soin aux partenaires industriels, on annonce 170 avions commandés en 1986 (7 A 300, 17 A 310 et 146 A 320) contre 92 en 1985. Les livraisons qui sont à leur décharge n'ont concerné que 29 appareils.

Chez McDonnell Douglas, les comptes définitifs n'ont pas été publiés, mais les premières estimations font apparaître un joli score : 228 avions commandés (191 MD-80, 5 DC-10, et 32 futurs MD-11). 103 appareils ont été livrés.

Ces trois grands, qui se battent bec et ongles pour arracher des

contrats dans le monde entier, n'envisagent pas l'avenir de la même façon. Boeing se dit assez pessimiste en raison d'un ralentissement prévu des ventes de 747 et d'une diminution des crédits spatiaux et militaires. Chez McDonnell Douglas, on a décidé de lancer le MD-11, triracteur dérivé du DC-10, après avoir enregistré 32 commandes. McDonnell ne disposait plus en catalogue que du petit MD-80, concurrent du Boeing-737 et de l'Airbus A-320. Il lui fallait reconstruire une gamme. En faisant chuter l'action de McDonnell, Wall Street a plutôt mal pris l'annonce de ce lancement que les experts jugent difficile à rentabiliser en raison de l'énormité du marché pour les avions longs courriers de moyenne capacité.

Enfin, chez Airbus, on se félicite des succès de l'A-320, vendu ferme et en option à plus de 437 exemplaires deux mois avant son premier vol, en mars 1987. On espère que le marché des gros porteurs reprendra de la vigueur. On tarde à lancer les futurs A-300 et A-340, pour la construction desquels les gouvernements allemand, britannique, français et espagnol rechignent à donner les 2 ou 3 milliards de dollars d'avances nécessaires.

En fait, tous les aviateurs du monde s'inquiètent de savoir si les pertes des compagnies aériennes (800 millions de dollars en 1986 pour les membres de l'Association internationale du transport aérien) les dissuaderont ou non de renouveler leur flotte à la cadence des deux dernières années.

AL F.

Le différend agricole euro-américain

Une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis

Après les commentaires publiés par le Monde sur le règlement du différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis, nous avons reçu de M. Joe M. Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, la lettre suivante :

Je suis troublé par divers commentaires qui se font entendre en France, selon lesquels les Etats-Unis auraient forcé la Communauté européenne à accepter des exigences injustes afin de compenser la perte de marchés subie lors de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. J'en suis convaincu, les négociateurs européens et américains ont trouvé une solution équitable à un problème difficile, évitant ainsi une guerre commerciale qui nous aurait mal à l'aise. Il serait dommageable pour nos relations à venir que ces résultats laissent l'impression que les Etats-Unis négocient seulement par la force. Cela n'a pas été le cas, et ce ne l'est pas aujourd'hui. Les pertes que nos exportateurs étaient considérables et nos droits parfaitement fondés. Notre position était raisonnable et, comme dans toute négociation, nous avons transigé.

Notre désaccord est venu d'une divergence d'opinion ancienne sur l'interprétation qu'il convient de donner aux règlements du GATT touchant aux compensations pour les pertes commerciales provenant de l'entrée de nouveaux pays membres dans une union douanière. Nous ne sommes toujours pas du

même avis sur ce point précis, mais, en l'occurrence, nous avons laissé de côté l'aspect technique et nous avons négocié en toute bonne foi. Aux termes de cet accord, les Etats-Unis recevront une compensation partielle pour les pertes de marché provoquées par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Les Etats-Unis ont demandé ce qu'ils considéraient comme étant leur dû. Mais, dans un esprit de véritable compromis, ils ont accepté moins que ce qu'ils avaient demandé. On peut dire que, dans cette négociation, les deux parties ont gagné.

La France et les Etats-Unis sont amis et alliés de longue date. Nous devons en une coopération plus étroite que jamais afin de sauvegarder les intérêts fondamentaux des démocraties occidentales et de renforcer plus encore les liens politiques, militaires et économiques qui nous unissent. Afin de maintenir l'harmonie de ces relations, nous avons pour responsabilité commune de prendre le point de vue de l'autre, ce qui demande des efforts considérables. Dans le domaine des échanges commerciaux, puisque nous sommes concurrents, nous serons parfois en désaccord. Mais, lorsque cela se produira, notre communauté d'intérêts doit nous aider à trouver des compromis viables. Je compte bien qu'il en sera de même dans l'avenir.

L'utopie du libre-échange

Tout en cherchant à dédramatiser le problème américain européen sur Airbus, M. Clayton Youtter, représentant américain pour le commerce, a été on ne peut plus clair lors d'un entretien par satellite avec des journalistes européens, le mardi 3 février. Le déficit commercial des Etats-Unis reste impressionnant. Il se situe, selon lui, à mi-chemin entre les 15,4 milliards de dollars enregistrés en novembre et les 10,7 milliards de décembre, et ne peut qu'aviver les pressions protectionnistes du Congrès.

Peu avant la mise au point d'une législation commerciale dont ses partenaires originaires les implications protectionnistes, M. Youtter a annoncé l'assouplissement des restrictions à l'exportation de produits de haute technologie. Renforcer les positions de l'industrie américaine passera également par la

chasse active aux « pratiques déloyales » dont les Etats-Unis estiment pâtir. Une définition très unitaire de la « loyauté » et qui fluctue selon les dossiers. M. Youtter en a ainsi appelé à la transparence : des subventions dont bénéficient les industries aéronautiques américaines et européennes pour justifier les attaques contre Airbus. Il a, par contre, mis en avant des raisons de « sécurité et de défense » des Etats-Unis comme de leurs partenaires pour expliquer les restrictions imposées sur les importations de machines-outils.

C'est sans doute lorsqu'il a reconnu que le libre-échange était un long et difficile cheminement que M. Youtter a le plus convenu. Son insistance n'a fait que confirmer la portée « peut-être utopique » de cet objectif fondamental.

F. Cr.

Air Inter a réalisé des bénéfices records en 1986

La compagnie Air Inter a retrouvé en 1986 un taux de croissance digne des belles années 70, au temps où les Français découvraient l'avion. Son trafic a progressé de 11 % pour atteindre 11 804 000 passagers transportés contre 10 629 000 en 1985. Il s'agit de plus fort accroissement en volume depuis 1980, de taux de croissance le plus élevé depuis 1981 et du meilleur coefficient de remplissage (68,5 %) depuis 1969 (69 %).

M. Pierre Eolien, PDG d'Air Inter, était d'autant plus satisfait, le mardi 4 février, en présentant ces résultats à la presse que le succès commercial a produit des bénéfices qui ne sont pas moins remarquables : la marge brute d'autofinancement a atteint 863 millions de francs, soit 13,7 % du chiffre d'affaires (6,2 milliards de francs), et le bénéfice net de 116 millions de francs est à comparer aux 64,7 millions de l'année précédente. Les salariés de l'entreprise profiteront de ce succès, puisque la réserve spéciale de participation qui leur est attribuée voit son montant passer de 28,4 millions de francs à 94,9 millions.

Ce palmarès doit être attribué d'abord à la politique commerciale et tarifaire de la compagnie qui a déclenché un véritable engouement de la clientèle « voyageant pour des motifs personnels ». L'accès au tarif B réduit sur vols bleus pour la famille à deux et l'extension des vols accessibles aux détenteurs d'une carte « Evasion » ont attiré 600 000 passagers supplémentaires, notamment sur les vols du week-end et pendant les vacances scolaires.

La baisse de prix du carburant et la dégringolade du dollar ont également permis à Air Inter de maintenir ses tarifs de base (+2 % en francs courants et -3 % en francs constants) et donc de grignoter la clientèle du chemin de fer. La grève de celui-ci, qui a duré trois semaines, a valu à la compagnie intérieure capter 170 000 passagers supplémentaires.

AL F.

Le VAL pour Orly

Air Inter continue de demander vigoureusement une amélioration de la desserte entre Paris et Orly par les transports en commun. La solution la plus communément envisagée est un métro automatique, le VAL de Matra, qui circulerait de la ligne B du RER à Antony (Hauts-de-Seine) jusqu'aux aérogares. Une association Matra-RATP-Indomex est en gestation, car le ministère des finances ne veut pas que cet investissement de 1 milliard de francs soit réalisé sur fonds publics.

Une société regroupant Matra et la RATP serait créée pour exploiter la concession du Syndicat des transports parisiens. La mise en service interviendrait en 1991 et la ligne mettrait Orly à une demi-heure de la station des Halles.

ANGLAIS INTENSIF
STUDENTS ADULTES
OXFORD ENGLISH CENTRE
A partir d'une semaine, toute l'année
DOCUMENTATION
GRATUITE
sur simple demande
IDECI - SILC
32, Rempart de l'Est
18022 Angoulême Cedex
Tél. (01) 45.95.83.58

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

RN 165 - Liaison NANTES-QUIMPER

Avis d'ouverture d'enquête publique
relative au projet d'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 165, Liaison NANTES-QUIMPER, section comprise entre la déviation de Pontchâteau et l'échangeur de la Moère, sur le territoire des communes de Savenay, La Chapelle-Launay, Prinquiau, Campbon et Pontchâteau, en Loire-Atlantique

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'affectation du caractère de route express à cette section nouvelle, la mise en comparabilité du plan d'occupation des sols de la commune de Pontchâteau se déroulera du 23 février 1987 au 3 avril 1987 inclus, en application de l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 1987.

- La commission d'enquête sera constituée par :
- M. Louis PENNEC, receveur hors classe des PTT en retraite, demeurant à Saint-Sébastien-sur-Loire, en Loire-Atlantique, 151, rue de la Libération, président de la commission ;
 - M. Victor FRION, ingénieur en retraite, demeurant à Vertou, en Loire-Atlantique, 7, rue du Clos-Portecrau, commissaire-enquêteur ;
 - M. René LECUREUIL, technicien supérieur du génie rural en retraite, demeurant à Rezé, en Loire-Atlantique, 25, rue Julien-Douillard, commissaire-enquêteur.

Du 23 février 1987 au 3 avril 1987, le siège principal de l'enquête sera situé à la mairie de La Chapelle-Launay, le dossier d'enquête y sera mis à la disposition du public, du lundi au samedi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, à l'exception des mercredi après-midi et samedi après-midi, dimanches et jours fériés.

- En outre, le dossier mis à l'enquête pourra être consulté pendant la même période, à l'exception des dimanches et jours fériés, dans les autres communes :
- A la mairie de SAVENAY, du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures, ainsi que le samedi matin, de 9 heures à 12 heures ;
 - A la mairie de CAMPBON, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 16 heures, ainsi que le samedi matin, de 9 heures à 12 heures ;
 - A la mairie de PRINQUIAU, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, ainsi que le samedi matin, de 8 h 30 à 12 heures ;
 - A la mairie de PONTCHATEAU, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures, ainsi que le samedi matin, de 10 heures à 12 heures.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les soumettre sur les registres d'enquête déposés dans les lieux sus-mentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, à son domicile précédemment indiqué.

- Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, aux lieux sus-mentionnés :
- A la mairie de SAVENAY, les 10 et 11 mars 1987 ;
 - A la mairie de PONTCHATEAU, les 24 et 25 mars 1987 ;
 - A la mairie de LA CHAPELLE-LAUNAY, les 31, 1^{er}, 2 et 3 avril 1987.

A l'issue de l'enquête, la commission établit un rapport relatant son déroulement et rédige ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi que dans la préfecture de Loire-Atlantique et à la sous-préfecture de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

Toute personne concernée pourra demander communication de ses conclusions, ainsi que des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

Affaires

ith-Ouest
angers

Les projets des P et T

- Baisse de 1 centime de la taxe téléphonique
- Tarif multipalier pour la télématique

La taxe de base téléphonique va baisser de 1 centime le 5 février, pour être ramené à 73 centimes, a annoncé M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, le 3 février, au cours d'une conférence de presse. M. Longuet précisait cette baisse pour avril, mais M. Balladur l'a, semble-t-il, anticipée pour qu'elle corrige un peu la hausse générale des prix prévue pour être forte en ce début d'année.

Cette révision des tarifs s'inscrit néanmoins dans la politique du ministère des P et T. Les télécommunications font des profits importants (7 milliards en 1986), et les « clients » doivent en profiter. D'une façon plus large, M. Longuet entend moderniser son administration pour l'adapter à la concurrence qui s'accroît, tant pour la poste (les courriers internationaux) que pour les télécommunications.

Pour la poste, qui a fait des profits pour la première fois en 1986 (*Le Monde* du 4 février), cette modernisation passe par une valorisation du réseau de 17 200 bureaux et, en 1987, par un meilleur accueil.

Les 1600 bureaux vétustes seront réhabilités d'ici à l'an prochain, et, au-delà, 6 000 bureaux seront rénovés en quatre ans. L'information des guichets sera poursuivie, avec 30 000 micro-ordinateurs implantés dans 14 000 bureaux entre 1986 et 1990. Les facteurs recevront un *vademecum* des prestations de façon à conseiller les « clients » à domicile sur tous les services de la poste : « Le facteur est notre meilleur force de vente », a déclaré M. Longuet.

Pour les télécommunications, le ministre veut accélérer la mise en concurrence (*Le Monde* du 3 février). Ainsi, d'abord, pour la gestion des cabines publiques. Sont candidats, Electronic Serge Desautel, associé à Plastic Omnium, ainsi que Havas, associé à Schiumberger, mais ils réclament une hausse des tarifs que M. Balladur n'a pas encore acceptée. Ainsi du radiotéléphone où sont candidats l'association formée par la Lyonnaise des eaux, la CGE et Motorola, et celle groupant la Générale des eaux et Jeumont-Schneider (et

éventuellement TDF). Ainsi encore du câble TV, où Bouygues, la Caisse des dépôts et les compagnies des eaux ont fait des propositions pour être maître d'œuvre. Ainsi, enfin, des liaisons entre ordinateurs (services dits à valeur ajoutée), où un décret, publié « prochainement », devrait préciser les conditions d'ouverture à la concurrence.

En conséquence, la direction générale des télécommunications pourra investir dans les télécommunications (le marketing direct, par exemple), le marché de l'image (la vente d'antennes individuelles de réception des satellites TV, par exemple) et la télématique. A ce propos, le ministre a annoncé qu'un tarif « multipalier » sera introduit « avant la fin du premier trimestre 1987 ». Et, surtout, la DGT devra investir à l'étranger pour s'affirmer comme un « opérateur international ».

« L'international est la priorité », a indiqué M. Longuet, évoquant une politique « agressive » auprès des grandes entreprises clientes, des accords commerciaux dans les câbles sous-marins et la présence française dans les organismes comme l'Intelsat et l'Entelcat. Cette politique passera par la COGE-COM, qui regroupe toutes les filiales des P et T.

Moderniser n'implique pas forcément de modifier le statut des agents, qui restent attachés à la fonction publique, a reconnu M. Longuet. Mais comme l'administration est « mal armée face aux entreprises concurrentielles », le ministre a pris le parti « de discuter au grand jour » des difficultés avec les syndicats. L'intéressement, les mutations, l'avancement, seront mis dans la balance en 1987.

E. L. B.

● La Chambre des communes approuve le tunnel. — Le projet de loi relatif au traité signé avec la France sur le tunnel sous la Manche a été approuvé, le 3 février, par la Chambre des communes britannique. Il doit être maintenant discuté et adopté par la Chambre des lords avant de recevoir le sceau royal, vraisemblablement au cours de l'été prochain. La construction de l'ouvrage durera de 1987 à 1993 et permettra de relier Paris et Londres en trois heures environ par TGV.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Japon : Michelin devient membre des associations de fournisseurs

Michelin, le numéro un européen des pneumatiques, va devenir membre des associations de fournisseurs de trois constructeurs japonais, Toyota, Mitsubishi et Fuji Heavy Industries (marque Subaru), a indiqué, mercredi, un responsable de Nihon Michelin Tire KK, la filiale commerciale du groupe français au Japon. C'est la première fois qu'une filiale de société étrangère n'ayant pas de

capacité de production au Japon est autorisée par un constructeur à adhérer à la Kyohokai, l'association de coopération qui rassemble les fournisseurs agréés par Toyota. Le Japon souhaite augmenter ses importations de pneumatiques pour éliminer les frictions commerciales avec l'Occident. Michelin représenterait déjà 45 % du total des importations nippones.

Usinor-Sacilor : M. Pachura responsable des produits plats

M. Francis Mer, PDG des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor, a nommé M. Edmond Pachura responsable de l'ensemble des produits plats (désormais des deux groupes). Cet ensemble comprend Usinor-Dunkerque, Solac, Solmer, différentes filiales de finition et Dilling (en RFA) « qui sera associée pleinement à la stratégie ». En perte de 600 millions de francs en 1986, avec 38 000 personnes, les produits plats ne devaient pas faire l'objet d'une nouvelle restructuration, outre les suppressions d'emplois déjà annoncées, selon M. Mer. M. Pachura, cinquante-deux ans, était jusqu'ici PDG de Solac.

Olivetti s'associe à General Motors dans la productique

Le groupe italien Olivetti s'est associé avec Electronic Data Systems (EDS), filiale de General Motors et l'une des plus grandes sociétés mondiales de réseaux informatiques. Les deux partenaires vont créer, à égalité, une société commune (Integrated Systems Management), dont le siège sera à Milan et qui se spécialisera sur le conseil à l'information des usines (productique). EDS avait jusqu'à présent peu pénétré en Europe, où elle ne réalisait que 300 millions de dollars de chiffre d'affaires pour un total mondial de 4,3 milliards.

La Financière Agache (Dior) crée une nouvelle maison de haute couture

Une nouvelle maison de haute couture va être créée par la Financière Agache (qui regroupe notamment Bousses et Christian Dior). Elle portera le nom de Christian Lacroix, jusqu'à présent styliste chez Patou. La Financière Agache détient 100 % du capital de la nouvelle société. Elle investira 50 millions de francs sur cinq ans, dont 5 millions pour le lancement de la première collection, en

Le groupe bordelais Lichine s'implante dans le Beaujolais

Le négociant bordelais Alexis Lichine, filiale du groupe britannique Bass (brasserie, hôtellerie, machines à sous) depuis 1964, s'implante au Beaujolais. Il vient de prendre le contrôle du producteur et négociant Pasquier-Desvignes pour la somme de 18 millions de francs. Implantée au cœur du Beaujolais depuis cinq ans, la famille Pasquier-Desvignes est propriétaire du Domaine du Marquisat. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 80 millions de francs environ et commercialise 7,5 millions de bouteilles, dont 40 % en beaujolais, 30 % en côtes-du-rhône et 14 % en bourgogne. L'exportation représente la moitié du total. Par cette acquisition, le groupe Alexis Lichine poursuit son action de diversification avec l'appui financier du groupe Bass. En septembre 1986, Lichine avait déjà racheté un vin espagnol, coto-de-rioja, et pris, en octobre, le contrôle du cognac Orard. Pour l'exercice 1986-1987, Lichine a réalisé un chiffre d'affaires de 170 millions de francs (dont 75 % à l'exportation), en progression de 20 % sur 1984-1985. Son résultat d'exploitation devrait être d'environ 20 millions de francs, contre 11 millions précédemment.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la modernisation de son système de gestion et d'information, et après avoir élaboré un schéma directeur informatique, la direction générale de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) lance un appel d'offres international pour la fourniture, l'installation et l'entretien d'équipements informatiques ainsi que des logiciels de base nécessaires à ces équipements.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu dans les bureaux de la direction générale à l'adresse suivante :

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CMDT
(Service de la coordination Mali-Sud)
BP 487 - BAMAKO (République du Mali)
contre le paiement de la somme de 100 000 F CFA (cent mille francs CFA).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 16 mars 1987 à 8 heures, les soumissions seront ouvertes le même jour à 10 heures à la CMDT à Bamako.

CONJONCTURE

Pour la première fois en France

L'Etat emprunte à vingt-cinq ans

L'Etat s'approprie à émettre, le jeudi 5 février, un emprunt à taux fixe (8,5 % proposés) d'une durée de vingt-cinq ans. Cette émission doit donner lieu à une adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant compris entre 1 et 2 milliards de francs. Jusqu'à présent, en France, les emprunts à long terme de l'Etat ne couvraient pas des échéances supérieures à quinze ans.

Cette innovation s'inscrit dans une réforme plus générale de la gestion de la dette publique engagée par la direction du Trésor depuis dix-huit mois. Du fait de l'augmentation de déficits budgétaires importants au cours des dernières années, la dette publique obligatoire à long terme a fortement crû, atteignant une valeur boursière de 617 milliards de francs à la fin de 1986.

Afin d'obtenir les conditions de marché les plus favorables et une plus grande souplesse dans la gestion de son endettement, l'Etat a multiplié les instruments financiers auxquels il a recours. Il a ouvert et développé le marché des bons du Trésor négociables (pour les titres courts). Il envisage d'accroître l'émission de bons du Trésor à cinq ans.

Depuis le début de cette année, autre innovation : la politique d'émission d'emprunts par l'Etat est précisée dans un calendrier d'adjudication. L'émission, pour la première fois, d'un titre d'Etat à vingt-cinq ans vise à consolider la dette publique à long terme. Après ce premier test, de nouveaux emprunts à vingt-cinq ans devraient être émis en mars, juin, juillet et au cours de chacun des trois derniers mois de l'année.

Baisse de l'activité

« Au cours des prochains mois, l'activité devrait baisser dans tous les secteurs, à l'exception de la construction automobile et des raffineries de pétrole », écrit l'INSEE dans sa dernière enquête auprès des chefs d'entreprise. « Les perspectives générales d'activité se sont dégradées », ajoute l'institut. Le déclin apparait, en décembre, entre les secteurs de l'industrie d'acier, la production des biens d'équipement professionnel et des biens intermédiaires a diminué. Celle des biens de consommation s'est stabilisée et celle de la construction automobile a augmenté. Les commandes globales et étrangères se dégradent dans toutes les branches, sauf dans l'automobile et le pétrole. Si globalement les stocks de produits finis sont toujours supérieurs à leur niveau normal, c'est essentiellement le fait de la construction automobile.

● La supercentrale d'achat ARCI va disparaître. — ARCI (qui regroupe Carrefour, Auchan, Promodép) mettra fin à son activité à la fin de l'année. Carrefour a décidé de renoncer à sa participation dans cette centrale. Créée en 1984, ARCI, à côté de ses deux homologues, SERFAAL et DI-FRA, qui avaient regroupé les grands du commerce face à leurs fournisseurs, ont perdu en grande partie leur raison d'être avec la naissance d'un nouveau droit de la concurrence (régime de la liberté des prix, accords signés entre industriels et commerçants sous l'égide du CNPF, récente condamnation par la Commission de la concurrence et par M. Balladur de certaines pratiques, comme les remises supérieures par simple cumul de chiffres d'affaires).

(Publicité)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de
COMMERCE
BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX
gîtes, cafés, librairies, divers
dans le journal spécialisé depuis 40 ans
« LES ANNONCES »
En vente partout 5 F et 36, rue de
Males, 75011 Paris - Tél. (1) 48-05-30-30



LA PLUS ALLUMÉE DES SUPERCINQ

Roulez, bougez, vibrez, la Supercinq vous fait un show, en 6 versions, 3 ou 5 portes. En version TC: auto radio PO/GO/FM et 2 haut-parleurs — appuie-têtes à l'avant et vitres teintées — liseré et sièges assortis — coloris bleu nuit, rouge, ou gris argent en option. Modèle décrit et présenté: Renault Supercinq TC 3 portes. Prix clés en main janvier 87: 47400F. Millésime 87. Garantie anti-corrosion 5 ans. Diac, votre financement. **RENAULT** préconise **elf**

47400F SUPERCINQ SÉRIE LIMITÉE

RENAULT DES VOTURES À VIVRE

حکومت الاموال

Le gouvernement se voit reprocher son indécision

monnaie des devises nous sont indiqués
acc.

3 FEVRIER

Cours relevé:
t. 17 t. 22

Règlement mensuel

Second marché (sélection)

Comptant (sélection)

Étrangères

[illegible]**SICAV** (sélection)3/2

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or	

perpetua-Long-Term ..	1785 93	1718 67
perpetua-Oblig.	200 71	195 34
perpetua-Oblig.	1753 73	1205 95

George	13043 02	13705 46	Un-Congress	1239 44
Wendell	1046 51	1017 04	Un-Congress	805 24
Joe	1017 04	1000 91	Un-Congress	144
Joe	548 94	528 30	Un-Congress	2058 51
Frank	1356 29	1379 89	Un-Congress	2279 61
Frank	61880 25	61860 57	Un-Congress	172 63
James	1584 40	1573 65	Un-Congress	1586 82
James	53890 25	53880 25	Un-Congress	51 82
James	1212 87	761 79	Un-Congress	58521 32
John	2342 36	2305 01	Un-Congress	1457 83
John	727 07	7217 44	Un-Congress	78533 47
John	1017 43	1000 82	Un-Congress	
John	1438 02	1408 82	Un-Congress	
John	1027 88	1044 15	Un-Congress	
John	851 48	829 91	Un-Congress	
John	51281 85	51281 85	Un-Congress	
John	172 17	164 36	Un-Congress	
John	536 18	511 18	Un-Congress	
John	837 32	837 32	Un-Congress	
John	18390 94	18380 22	Un-Congress	
John	106 28	100 39	Un-Congress	
John	625 12	589 04	Un-Congress	

MINITEL
La gestion en direct
votre portefeuille personnel
5 Tapez LEMONDE puis BOURSE

سكنا من الالاحل

32 • Jeudi 5 février 1987

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Arrestation pour corruption du gendre de Leonid Brejnev.	6 L'équation Chirac.	7 Le procès de Georges Ibrahim Abdallah s'ouvrira le 23 février aux assises de Paris.	15 et 17 Cinéma : le Festival de Soleure ; John Huston tourne James Joyce.	28 Les grands enjeux de l'aéronautique mondiale.	Radio-télévision 21	• Instituteurs : la manifestation en direct.
4 La guerre du Golfe et le sort des otages au Liban.	DÉBATS	10 Lait radioactif en RFA.	— Expositions : la photo créative à la FNAC ; « Soles de Chine » au Musée en herbe.	29 Les projets des P et T.	Annuaire classés 24	• Privatisation : le dossier Paris.
5 Le gouvernement philippin durcit le ton face à la guérilla communiste.	2 Crédits militaires.	10 Sports.	23 Communication.	30 Inflation et risques de récession au Brésil.	Cartes 22	• Jeu : comment évaluer-les ?
		14 Branle-bas de combat chez les instituteurs.		30-31 Marchés financiers.	Météorologie 21	Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Livres.
					Mots croisés 22	36.15 Tapez LEMONDE
					Spectacles 18 à 20	

Haute-Normandie : le Front national vote le budget

Le budget 1987 de la région Haute-Normandie a été voté le mardi 3 février, par 27 voix contre 26 (20 PS, 6 PC), les trois conseillers régionaux du Front national ayant finalement rejoint les 24 membres de la majorité UDF-RPR. Le vote de ce budget conforte ainsi la fragile équilibre politique instauré depuis les élections du 16 mars, qui avait permis à M. Roger Fossé (RPR) d'être élu président de l'assemblée. Mais, depuis que M. Dominique Chabochet (FN) de Seine-Maritime, vice-président du conseil régional, avait averti le 29 septembre dernier la majorité que ses amis ne seraient pas les « bœuf-out-out » de l'assemblée, le Front national entretenait l'incertitude sur son attitude lors du vote du budget.

Quelques jours avant le début de la session, les élus du FN, qui soulaient une baisse de la fiscalité, ont obtenu partiellement satisfaction, notamment avec le maintien de la taxe sur les cartes grises à son niveau actuel et la baisse de celle frappant les permis de conduire, ramenée à son niveau de 1985. Mais, en dépit de l'augmentation de 60 % de la taxe additionnelle aux impôts directs locaux, le Front national jugeait ces réajustements « intéressants mais pas suffisants ». Néanmoins, après avoir obtenu « l'assurance que plusieurs domaines de la politique de la région seraient réexaminés en 1987 », les élus du FN ont voté ce budget.

● **CHAMPAGNE-ARDENNE :** désaccord. — M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a affirmé, le lundi 2 février, qu'il est « en désaccord avec l'attitude » des conseillers régionaux socialistes de Champagne-Ardenne. Ces conseillers régionaux se sont abstenus lors du vote sur le projet de budget régional, ce qui a permis l'adoption du texte proposé par M. Bernard Stasi, président du conseil régional et député UDF-CDS de la Marne (le Monde date 1-2 février).

M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale et député socialiste de l'Isère, a également indiqué, lundi sur Europe 1, qu'il aurait « plutôt conseillé le vote contre ». A propos de l'attitude des socialistes vis-à-vis des centristes, M. Mermaz a affirmé : « Il n'y a eu ni rouscades ni ronds de jambon. Pour faire une nouvelle alliance avec les Français, il faut être socialistes. »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 février

Vif repli : - 1,05 %

La Bourse de Paris s'est nettement repliée le 4 février en séance du matin, l'indice de cotation dénotant - 1,05 %. Parmi les plus fortes baisses figuraient Moulinex (- 3,4 %), Casino (- 2,9 %), Skis Rossignol (- 2,7 %), Lafarge (- 2,6 %) et Peugeot (- 2,2 %). En hausse, on notait Prêtat (- 1,6 %), SEB (+ 1,5 %) et Jean Lefebvre (+ 1,3 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Autor	528	523	521
Agropar	2144	2129	2120
Air Liquide (L)	705	701	700
Banque (C)	1103	1086	1080
Banque (P)	2416	2416	2400
Bouygues	1215	1208	1208
B.S.M.	4605	4590	4590
Carrefour	3580	3540	3485
Chaparral	1798	1789	1770
Club Méditerranée	672	670	665
Elf-Aquitaine	1450	1443	1420
Elf-Aquitaine	343	340	339
Elf-Aquitaine	3580	3540	3530
Lafarge-Capelle	1510	1480	1470
Michèle	2390	2340	2330
Midi (C)	1800	1810	1805
Midi (P)	2252	2250	2250
Moulinex	1087	1080	1078
Oréal (L)	3920	3915	3900
Oréal (P)	1025	1025	1020
Peugeot S.A.	1274	1260	1245
Sarec	810	810	801
Sarec	778	763	763
Télécom	3360	3360	3360
Thomson-C.S.F.	1508	1508	1499
Total-C.F.P.	454	450	450
T.R.T.	2285	2285	2285
Valis	537	533	528

A B C D E F G

En visite au plateau d'Albion

M. Mitterrand plaide pour la poursuite des expérimentations nucléaires à Mururoa

SAINT-CHRISTOL (Vaucluse) de notre envoyé spécial

« Mururoa existe et continuera d'exister. Il faut être en mesure d'y faire des expérimentations nucléaires. Tous les pays le font. Alors pourquoi l'attention est-elle attirée sur le seul site de Mururoa ? » Cette interrogation, le président de la République, M. François Mitterrand, l'a lancée aux journalistes lors de sa visite, mardi 3 février, du plateau d'Albion où sont entrepris dix-huit essais stratégiques S 3.

C'est la première fois que le chef de l'Etat se rendait à la base de Saint-Christol (Vaucluse) où, depuis septembre 1984, la France a enfoui le dernier modèle de ses missiles sol-sol balistiques, le S 3 D, c'est-à-dire un missile de 3 500 kilomètres de portée et doté d'une tête thermonucléaire d'une mégatonne blindée contre les effets de l'impulsion électromagnétique dégagée par une explosion nucléaire en altitude.

M. Mitterrand a visité le poste de conduite des tirs à Reilhacette, enfoui à 450 mètres sous la montagne, et une zone de lancement de

missile, la plus proche du PC de Saint-Christol.

En rappelant sa volonté de continuer les essais nucléaires à Mururoa, le chef de l'Etat a ajouté : « Le président de la République et le gouvernement sont dans la ligne d'une politique militaire instaurée depuis longtemps. Nous n'organisons pas de consultation auprès des formations politiques avant de nous déterminer ». Indirectement, M. Mitterrand répliquait, sans le nommer, au premier secrétaire du PS et au Bureau politique du PCF. Le 29 septembre 1986, en effet, M. Lionel Jospin s'était interrogé, à Marseille, sur l'utilité des essais nucléaires en déclarant : « Je suis prêt à assumer des coûts politiques si l'intérêt militaire est décisif. Je ne suis pas enthousiaste pour des coûts politiques s'il n'y a pas d'intérêt militaire ». De son côté, le bureau politique du PCF s'est prononcé, le 20 janvier dernier, « pour l'arrêt immédiat des essais », dont « la finalité ne relève pas de la dissuasion mais de l'utilisation ».

Le président de la République a, d'autre part, estimé que le plateau d'Albion était « un bon instrument

qu'il faut constamment adapter ». « Toute attaque sur cette région, a-t-il affirmé, déclencherait la guerre nucléaire. Le plateau d'Albion est un élément de base de la dissuasion. C'est l'épiderme même de notre défense, auquel il ne faut pas toucher ». M. Mitterrand a rappelé qu'il avait tranché en faveur du renforcement d'Albion et du nouveau missile, le S 4, sur les installations actuelles. « Il faut maintenir le site, même si on doit en changer les caractéristiques techniques », a ajouté le chef de l'Etat.

Interrogé sur les perspectives d'une défense européenne, M. Mitterrand a noté que, si l'Europe n'est pas prête à constituer une « armée nucléaire commune » pour des raisons historiques, et en raison de la nature même de ces armes, « on peut faire beaucoup en matière de concertation, de coordination, de police, d'échanges préalables d'informations, y compris nucléaires, avec nos partenaires qui le désirent ».

JACQUES ISNARD.
(Lire page 2, les points de vue de M. Yves Lantien et du général André Dubroca sur les problèmes de défense.)

En Corse

Les comptables du Trésor sont en grève

AJACCIO de notre correspondant

A partir du jeudi 5 février et pendant une période indéterminée, les guichets des perceptions de la Corse seront fermés au public à la suite d'un mouvement décidé par l'intersyndicale CGT et Forc ouvrière. Les quelque quarante comptables publics de l'île entendent ainsi protester contre ce que M. Duploup, trésorier payeur général de la Haute-Corse, appelle « une mesure purement interne ayant trait au recouvrement » et qu'ils considèrent quant à eux comme « des sanctions graves et totalement injustifiées ».

La législation prévoit en fait la responsabilité pénale et personnelle des comptables publics qui sont dès lors considérés comme responsables des sommes qu'ils ont pour mission de recouvrer. Dans la pratique, ce principe est rarement appliqué : une vingtaine de cas sur les quatre mille percepteurs que compte la France, affirment les syndicats. De plus, ceux-ci sont garantis par une assurance qui, fait observer le Trésor, leur assure une bonne couverture.

Encore faut-il que les percepteurs apportent la preuve qu'ils ont tout fait pour recouvrer l'impôt, c'est-à-dire qu'ils sont allés par exemple jusqu'à la saisie mobilière voire immobilière suivie de vente. « Si nous allons jusqu'au bout, déclare l'intersyndicale, le Trésor assumera l'entière responsabilité des événements qui, nécessairement,

surviendront. » Le recouvrement spontané avant majoration de 10 % s'effectue pour la France entière à proportion de 90 %, alors que celui-ci est, en Corse, de 70 %.

Les raisons de cette distorsion sont diverses. Le marasme économique, des adresses erronées, l'endettement des particuliers et, peut-être, surtout en zone rurale, l'indivision latente — contre laquelle les pouvoirs publics ne font rien — qui ne permet pas de trouver, dans bien des cas, le véritable contribuable. Enfin, disent aussi les percepteurs : « Nous étions, en 1975, un effectif supérieur de 30 % à la moyenne nationale. Il a fondu au fil des années alors que les problèmes se sont multipliés. »

Contribuables introuvables

Il est vrai pourtant qu'en Corse le nombre des commandements expédiés par les percepteurs est supérieur à la moyenne nationale. Mais les contribuables sont souvent introuvables, ces commandements comme les avertissements revenant aux percepteurs avec la mention « N'habite plus à l'adresse indiquée ». Les maires, dans ce domaine, ne sont pas sans reproche. Ils encaissent de l'Etat le total du produit fiscal inscrit à leur budget, mais se soucient peu de fournir aux services fiscaux l'adresse exacte des contribuables, principalement lorsque ceux-ci résident hors de Corse et ils sont très nombreux.

Soucieux de rigueur, le trésorier payeur général de la Haute-Corse invoque la carence du comptable, mais celui-ci rétorque : « Je n'ai pas les moyens. Une situation délicate — « pourrie » disent les syndicats — à laquelle on ne mettra pas un terme par des mesures ponctuelles. »

PAUL SILVANI.

M. Gilbert Thil directeur central de la police judiciaire

Au conseil des ministres du mercredi 4 février, M. Gilbert Thil, directeur central adjoint de la police judiciaire, a été nommé directeur central de la police judiciaire.

M. Thil succède, à la tête de la P.J., à M. Michel Guyot, parti à la retraite depuis l'automne 1986 et dont il était adjoint. C'est une solution de compromis et de continuité après le refus par l'Elysée du candidat du ministre de l'Intérieur, M. Marcel Leclerc, actuel directeur de l'inspection générale de la police nationale.

45 millions de francs pour le Musée d'art moderne

Après avoir annoncé lors des cérémonies du dixième anniversaire du Centre Pompidou l'extension du Musée d'art moderne (voir le Monde du 4 février), le ministre de la culture, M. François Léotard, a précisé dans une interview accordée au Figaro que 45 millions de francs seraient débloqués pour aménager les 3 500 m² supplémentaires.

VP-planner

Un grand tableau au juste prix !

Graphiques intégrés, interface écran, programmation, calculs, compatible avec le format WKS.

à partir de 990 F HT (1174 F TTC)

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

avec 100 pages de logiciels et 100 pages de documentation

Sur le vif

Pétard

Ce qu'on a pu régler, ce matin, avec Marcel, un copain du service politique, au café du coin ! Il nous racontait la visite de mon Mimi, hier, au plateau d'Albion. Paraît que c'est superbe. Ça se niche au flanc du Lubéron, vous savez, là où tous les gens chics ont une résidence secondaire, poutres apparentes et vieilles pierres. Eux, ils se doutent de rien, forcément, ça fait très rapin, un terrain de golf à dix-huit trous. Simplement dans les trous il y a des pétards atomiques. Trois mille cinq cents kilomètres de portée. C'est pas mal.

Remarque, ils vont peut-être en mettre plus, des trous, rapport aux espions. Ils se demandent s'il ne faudrait pas creuser des trous aléatoires.

— C'est quoi, ça, Marcel ?

— Mettons que t'aies vingt-cinq trous et dix missiles, tu saurais pas dans quels trous ils sont. Ce serait des missiles à roulette. Ça ferait très chouette.

— Il devait être heureux, dis donc, mon Mimi, lui qui adore le golf.

— Ah tu sais pas ! Il bichait comme un pou, il s'est engouffré dans les trous, pour les voir de plus près, les ogives.

— C'est comment ?
— Ben, c'est... Mais ça, tu le marques pas, héin ! C'est totalement phallique, tu vois. C'est long, c'est dur, ça presse sûrement sa petite tête nucléaire à 13,60 mètres du sol... C'est...
— T'es vraiment l'esprit mal tourné, arrête !

— Il y a pas que moi, le vais te dire. Tu sais le lapsus qu'il s'est payé, ton Mimi, à l'heure des discours. Il a parlé d'un problème circonscrit au lieu de circonscrit. Faisait les voir, tout, se rincer l'est.

— Cui ça, tous ?

— Ben, toute la suite : le secrétaire général de l'Elysée, le secrétaire général adjoint, le chef d'état-major particulier du président, son chef de cabinet... Ils n'ont l'air de rien, comme ça, les socialistes, mais ils sont tellement polissons. Il y en a pas un qui aurait voulu rater ça.

— Tu veux dire qu'il n'y avait plus personne au château ?

— Si, Attali.

— C'est vraiment dangereux, dis donc, dès fois que, pour se consoler, il aurait voulu prendre son pied tout seul en appuyant sur le bouton.

CLAUDE SARRAUTE.

● 20 000 tonnes d'essence échouées devant Le Havre. — Un pétrolier britannique, le O.T. Garth, victime le 2 février d'une explosion dans la salle des machines, qui a tué une jeune Suédoise de l'équipage et blessé une dizaine de marins, s'est échoué dans l'estuaire de la Seine, pour la deuxième fois, mardi 3 février, après une nouvelle tentative de remorquage par trois remorqueurs du Havre et un remorqueur de haute mer venu de Cherbourg. Le coque du pétrolier, qui contient 25 000 tonnes d'essence, n'a pas souffert de l'explosion ni, apparemment, de ses deux échouages sur des bancs de sable, d'abord entre Honfleur et Villerville (Calvados), puis de l'autre côté du chenal, au large du Havre.

Le numéro du « Monde » daté 4 février 1987 a été tiré à 474 881 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

DANS
ORDI
UNE DISQUETTE GRATUITE
pour essayer Word Perfect sur IBM-PC
chez votre marchand de journaux

s o l d e s
**OSH KOSH
MARIE COTON
NAF NAF
ALPHA MAILLE**
jusqu'à -40%
S'habiller en s'amusant.
55 rue Louise Michel 92300 Levallois 47.58.43.69

L'ASIE
à partir de
4400 F
aller/retour
LE CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST (CITASE) de PACIFIC HOLIDAYS
vous propose
• Les charters les plus fiables. • Des circuits en petits groupes.
• Des circuits individuels sur mesure. • Des informations touristiques.
dans toute l'Asie du Sud-Est.
Recevez notre brochure contre 4 F en timbres.
PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Lacour, 75014 Paris — M^o Mouton-Duvernet

Le Monde
DES LIVRES

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh +, une imprimante et un disque dur compatibles

29.900 F HT
35 462 F TTC Jusqu'au 14 02

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e
42.72.26.26